

LA STRATÉGIE HYBRIDE DE L'ÉTAT ISLAMIQUE : QUELS ENSEIGNEMENTS ET QUELS ENJEUX ?

*De Mossoul à Raqqa, l'âge de l'hybridité :
L'État islamique en Irak et en Syrie de 2014 à 2017*

PAR

NATHANAËL PONTICELLI

OFFICIER DE L'ARMÉE DE TERRE,
DIPLOMÉ D'IRIS SUP' EN GÉOPOLITIQUE ET PROSPECTIVE

Janvier 2020

LES NOTES DE L'IRIS



SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| INTRODUCTION | 5 |
| PARTIE 1 - DAECH, AUX ORIGINES DE L'HYBRIDITÉ : RAPPELS HISTORIQUES ET CONCEPTUELS | 7 |
| 1.1 La naissance de l'État islamique : une leçon de l'histoire ? | 7 |
| 1.1.1 Le Proche et Moyen-Orient pré-mandataire..... | 7 |
| 1.1.2 La période mandataire..... | 10 |
| 1.1.3 Les indépendances et le tracé des frontières | 11 |
| 1.1.4 La naissance et le développement de l'idéologie djihadiste..... | 12 |
| 1.1.5 La crise syro-irakienne et l'émergence de l'État islamique | 15 |
| 1.2 De l'asymétrie à l'hybridité : définitions et concepts | 20 |
| 1.2.1 La guerre « classique »..... | 20 |
| 1.2.2 L'asymétrie | 22 |
| 1.2.3 L'hybridité..... | 26 |
| 1.2.4 Le rapport à l'ennemi..... | 28 |
| PARTIE 2 - AFFIRMER UN MODÈLE POLITIQUE ALTERNATIF : NIVEAU POLITICO-STRATÉGIQUE | 32 |
| 2.1 Le projet politique | 32 |
| 2.1.1 L'établissement d'un nouvel ordre..... | 32 |
| 2.1.2 L'administration | 34 |
| 2.1.3 Le financement..... | 36 |
| 2.1.4 L'action sociale | 38 |
| 2.1.5 La répression | 39 |
| 2.1.6 La professionnalisation..... | 40 |
| 2.1.7 L'intégration des combattants étrangers..... | 43 |
| 2.2 La projection de la menace | 45 |
| 2.2.1 Le terrorisme comme outil de projection de la menace | 45 |
| 2.2.2 La justification idéologique du terrorisme..... | 47 |
| 2.2.3 Les allégeances, moyen de diffusion et d'expansion de la menace..... | 48 |
| 2.3 Le djihad médiatique | 49 |
| 2.3.1 La guerre informationnelle | 49 |
| 2.3.2 Les représentations historiques et religieuses..... | 51 |
| 2.3.3 L'organisation de la communication | 52 |
| 2.3.4 La force de la propagande..... | 54 |

| | |
|--|-----------|
| PARTIE 3 - PRENDRE L'ASCENDANT SUR LE CHAMP DE BATAILLE : NIVEAU TACTICO-OPERATIF | 56 |
| 3.1 La structuration des forces et la capacité opérative et tactique | 56 |
| 3.1.1 La structuration des forces militaires | 56 |
| 3.1.2 La capacité opérative et tactique | 59 |
| 3.2 L'hybridation de modes tactiques réguliers et irréguliers | 62 |
| 3.2.1 Les blindés | 63 |
| 3.2.2 L'artillerie..... | 65 |
| 3.2.3 Les armes antichars..... | 65 |
| 3.2.4 Les moyens du génie..... | 67 |
| 3.2.5 Les engins explosifs improvisés (IED) | 68 |
| 3.2.6 Les armes antiaériennes..... | 69 |
| 3.2.7 Les snipers | 70 |
| 3.2.8 Les leurres..... | 71 |
| 3.2.9 Les enfants-soldats..... | 71 |
| 3.3 L'usage innovant de la technique | 72 |
| 3.3.1 Les drones | 72 |
| 3.3.2 Le cyberspace | 74 |
| 3.3.3 Les moyens de communication et de cartographie | 74 |
| 3.3.4 Les agents chimiques..... | 75 |
| 3.3.5 Les drogues..... | 76 |
| CONCLUSION | 77 |
| Repères chronologiques | 81 |
| BIBLIOGRAPHIE | 83 |
| Publications francophones | 83 |
| Ouvrages..... | 83 |
| Rapports de recherche..... | 85 |
| Articles de périodiques..... | 85 |
| Publications en ligne..... | 86 |
| Publications anglophones | 87 |
| Ouvrages..... | 87 |
| Rapports de recherche..... | 87 |
| Article de périodique | 88 |
| Publications italophones | 88 |
| Articles de périodiques..... | 88 |

« Connais ton ennemi et connais-toi toi-même,
même avec cent guerres à soutenir,
cent fois tu seras victorieux. »
Sun Tzu, l'Art de la Guerre

AVANT-PROPOS

La présente étude porte sur l'organisation État islamique. Il s'agit ici d'étudier la stratégie mise en œuvre par ce groupe. En conséquence, l'auteur se place à front renversé du point de vue de l'organisation elle-même, dans son approche tactique et stratégique. Que le lecteur ne s'y trompe pas : cela ne traduit aucune forme de sympathie pour l'objet de l'étude. Rien n'excuse les crimes atroces qui ont été commis au nom de cette organisation, en violation totale des lois de la guerre comme de la morale la plus élémentaire, de même que rien ne saurait justifier l'idéologie totalitaire et mortifère de cette organisation. Toutefois, ces lignes sont écrites, non pour porter un jugement moral, qui serait bien évidemment sans appel, mais pour se livrer à un exercice d'analyse et de compréhension d'un phénomène guerrier particulier, celui de l'hybridité appliquée à l'État islamique, afin d'en tirer de modestes enseignements. Sans la capacité à penser l'ennemi dans son altérité, il n'y a en effet aucune victoire possible.

Écrite par un officier de l'armée de Terre dans le cadre d'un travail de mémoire, la présente étude ne livre pas d'informations confidentielles et reflète uniquement les travaux de l'auteur et ses opinions propres, et non ceux des armées.

Enfin, si l'auteur peut parfois s'exprimer au présent, cette étude est centrée sur la période territoriale de l'organisation (2014-2017), qui a déjà effectué une mutation importante depuis, retournant, de fait, à l'asymétrie et à la clandestinité de ses origines.

Merci à messieurs Jean-Pierre Maulny, Olivier Hanne, Élie Tenenbaum, Corentin Brustlein, Matteo Puxton, Wassim Nasr, ainsi qu'au colonel Stéphane Faudais et aux lieutenants-colonels Serge Caplain et Augustin Ottavi pour le soutien apporté à ce travail.

INTRODUCTION

Le 5 juillet 2014, Abou Bakr Al-Baghdadi, chef de l'organisation *État islamique*, fait une apparition publique à la mosquée Al-Nouri de Mossoul. Il prend alors le nom de calife Ibrahim et appelle tous les musulmans à lui prêter allégeance. Quelques jours plus tôt, le 29 juin, le « califat »¹ avait été proclamé sur les territoires contrôlés par son groupe en Irak et en Syrie. Symboliquement, cette organisation avait de plus changé son nom d'*État islamique en Irak et au Levant (EIL)* en *État islamique (EI)*, montrant sa volonté d'universaliser son message en ôtant toute référence géographique.

Après une phase de conquête territoriale fulgurante, l'EIL s'était montré capable de prendre, en quelques jours, Mossoul, deuxième ville d'Irak par sa population et chef-lieu de la province de Ninive ; l'essentiel des combats s'étant déroulé du 6 au 10 juin. Pourtant, cette ville de plus de deux millions d'habitants devait être défendue par deux divisions irakiennes².

En réalité, les soldats irakiens n'ont pratiquement pas combattu, abandonnant rapidement la ville à des djihadistes bien moins nombreux et faiblement équipés. Après trois ans de guerre, il faudra plus de huit mois aux forces irakiennes soutenues par une coalition internationale menée par les États-Unis pour reprendre la ville, et quatre mois aux forces démocratiques syriennes (FDS) arabo-kurdes pour reprendre Raqqa, la capitale autoproclamée de l'EI³. Ce n'est donc qu'en 2017, à l'issue de combats particulièrement durs et meurtriers, s'apparentant pratiquement à une guerre « symétrique » entre des forces armées de valeur quasiment équivalente, et qui laisseront les villes rasées à 80%, que Daech perdra le contrôle de ses grands fiefs territoriaux. Le dernier bastion de l'organisation, Baghouz, en Syrie, ne tombera que le 23 mars 2019 aux mains des FDS.

Ainsi, pendant trois ans (2014-2017), l'État islamique, organisation djihadiste constituée comme un véritable proto-État, a été capable de tenir tête aux armées syriennes et irakiennes, à de nombreuses milices, ainsi qu'à des États puissants apportant leur soutien aux forces en présence comme la Russie et l'Iran, ou les États-Unis et leurs alliés. L'organisation s'est également montrée capable, tout en faisant payer très cher la longue reprise des villes passées sous son contrôle, de frapper au cœur des capitales occidentales, en usant souvent de ressortissants issus de ces pays.

1 Le mot « *califat* » renvoie au territoire sur lequel s'exerce l'autorité du calife, c'est-à-dire d'un chef politique et religieux musulman se revendiquant comme successeur du prophète Mahomet et commandeur des croyants. Historiquement, il fait ouvertement référence aux dynasties islamiques, telles que les Omeyyades, les Abbassides ou les Fatimides.

2 L'effectif théorique des défenseurs de Mossoul était de 25 000 hommes, soldats et policiers. En réalité ils n'étaient probablement pas plus de 10 000 dont la majorité a abandonné son poste (Pierre-Jean Luizard, *Le piège Daech*).

3 Voir *Repères chronologiques* à la fin de cette étude.

Comment l'État islamique, acteur initialement asymétrique, a-t-il réussi, par sa stratégie d'hybridité, à tenir tête aussi longtemps à des ennemis pourtant bien plus puissants⁴, malgré des moyens limités ?

Cette étude s'intéressera uniquement aux facteurs internes à l'organisation, c'est-à-dire à la stratégie mise en œuvre par Daech, et laissera donc volontairement de côté les facteurs externes, telles que les divisions entre les ennemis du groupe, par exemple. Elle se penchera essentiellement sur la période 2014-2017, sur le théâtre syro-irakien. Elle a été conduite en exploitant au mieux toutes les sources ouvertes disponibles, des vidéos de propagande militaires du groupe aux ouvrages, analyses et rapports publiés, tout en s'appuyant sur des entretiens ciblés avec des experts.

Après une première partie introductive consistant en un rappel historique permettant de mettre en perspective l'émergence du groupe et sa montée en puissance, ainsi qu'en une présentation de quelques définitions conceptuelles visant à cadrer l'étude, ce document se propose, d'analyser la stratégie du groupe au double niveau politico-stratégique et tactico-opératif.

L'analyse du niveau politico-stratégique vise à comprendre la construction de l'EI en tant que proto-État, sa capacité à élargir le champ de bataille jusqu'au cœur des capitales occidentales en projetant la menace terroriste et son aptitude à mener une véritable guerre de l'information, nommée « djihad médiatique », par les djihadistes eux-mêmes.

L'étude du niveau tactico-opératif se penche sur la structuration des forces militaires permettant une manœuvre opérative, sur l'hybridation de modes tactiques réguliers et irréguliers, ainsi que sur l'usage innovant de moyens techniques par le groupe.

Enfin, la conclusion tente de tirer quelques enseignements de cette étude.

⁴ Dans les théories des relations internationales, la puissance est généralement entendue comme la capacité d'un acteur à imposer sa volonté aux autres, sans se voir imposer la leur en retour. (Raymond Aron, *Paix et guerre entre les Nations*, 1962). Dans le cas de Daech, on voit pourtant que les Nations reconnues comme « grandes puissances » sur la scène internationale ont peiné à atteindre leur objectif de destruction de l'État islamique comme entité territoriale, face à un acteur pourtant bien plus faible.

PARTIE 1 - DAECH, AUX ORIGINES DE L'HYBRIDITÉ : RAPPELS HISTORIQUES ET CONCEPTUELS

Cette première partie a pour objectif de cadrer l'étude en présentant la naissance de l'État islamique à travers son histoire et ses différents héritages, et en définissant quelques notions théoriques permettant de comprendre la nature de l'organisation.

1.1 La naissance de l'État islamique : une leçon de l'histoire ?

L'émergence de Daech est un phénomène complexe qui possède des racines à la fois locales et globales, et tant sociales qu'historiques et religieuses. On ne peut donc comprendre la naissance de l'organisation sans appréhender les facteurs géographiques, historiques, religieux et culturels qui ont permis sa naissance. L'État islamique est en effet héritier de l'histoire de la région et d'un certain nombre de mouvements qui lui ont transmis les savoir-faire de la guerre irrégulière et de la clandestinité, ainsi que l'idéologie du djihad global, mais aussi d'une vision de l'administration étatique apportée par d'anciens cadres et officiers du parti Baas.

L'État islamique s'est construit à cheval sur deux territoires, à la fois proches et distincts dans leur géographie comme dans leur histoire. La Syrie appartient en effet au Proche-Orient, c'est-à-dire au monde méditerranéen oriental, ce que les Français appelaient au XIX^e siècle le Levant, reprenant le terme Shâm employé par les géographes arabes pour désigner cette région regroupant la Syrie, le Liban, la Jordanie et la Palestine. Le Levant est le berceau de grandes civilisations comme en témoignent les antiques cités phéniciennes à l'image de Byblos, Sidon, Tyr ou Arwad, qui régnèrent sur la Méditerranée au deuxième millénaire avant notre ère. Mais le Shâm est aussi à la croisée des trois grandes religions monothéiste et a toujours gardé un lien avec l'Europe et l'Afrique du Nord⁵. L'Irak appartient quant à lui au Moyen-Orient, monde ouvrant sur le Golfe arabo-persique, sur le Caucase et l'Asie centrale, carrefour entre un monde arabe sunnite et un monde perse chiite. Cette région du Moyen-Orient, comprend à la fois la Mésopotamie, où sont nées, dans le Croissant fertile, de grandes civilisations parmi les premières connues, et l'Arabie, berceau de l'Islam.

1.1.1 Le Proche et Moyen-Orient pré-mandataire

L'histoire de la région est marquée au VII^e siècle par les conquêtes islamiques de l'Hégire — du vivant du prophète Mahomet, de 622 à 632 — et de la période des premiers califes

⁵ Pour une histoire complète du Levant, mettant en perspective les héritages phénicien, byzantin, islamique, ottoman et mandataire, la cohabitation des minorités religieuses, le nationalisme arabe et la naissance de mouvements politico-militaires clandestins après la création d'Israël, lire *La Grande Syrie*, d'Olivier Hanne et Pierre-Emmanuel Barral, paru en 2016.

(632-661), successeurs du Prophète. À partir du quatrième calife, une fracture s'installe autour des questions de succession entre les chiïtes — partisans d'Ali, gendre du Prophète, qui représentent aujourd'hui environ 10 à 15% de l'Islam, les sunnites — partisans de Mu`awîya, qui regroupent aujourd'hui 85 à 90% des musulmans, et un courant dissident minoritaire, les kharidjites, qui subsiste aujourd'hui à travers l'ibadisme omanais. Lors de la bataille de Siffin en 657, puis avec le martyr d'Hussein, fils d'Ali, lors de la bataille de Karbala en 680, la rupture (*fitna*) entre les deux grands courants de l'Islam est consommée. Après la victoire de Mu`awîya, la dynastie omeyyade — sunnite — s'installe à Damas et étend encore les frontières du califat vers la mer d'Aral, le Maghreb et la péninsule ibérique.

En 750, c'est la dynastie abbasside qui prend le pouvoir. En 762, le calife Al-Mansûr transfère sa capitale à Bagdad, entre le Tigre et l'Euphrate, déplaçant ainsi le centre du pouvoir califal de la Méditerranée vers la Mésopotamie. Sous cette dynastie, les frontières géographiques du califat se stabilisent et le pouvoir politique et religieux s'organise. C'est ainsi vers les VIII^e et IX^e siècles que se figent les quatre *madhhabs*⁶, les grandes écoles juridiques qui structureront l'Islam sunnite.

La période abbasside marquera l'histoire du Proche et Moyen-Orient en laissant le souvenir d'une civilisation brillante et avancée dans le domaine des sciences et des arts. Peu à peu cependant, après le règne d'Haroun Ar-Rachîd (786-809), le pouvoir du calife décline doucement. Si l'idée d'un califat héritier de l'âge d'or abbasside est brandie par l'État islamique, il apparaît en réalité que cette période historique n'est pas si marquée par la fracture entre Islam et Chrétienté que sa propagande ne le laisse entendre. Au niveau politique, l'Empire carolingien tente ainsi de s'allier avec le califat abbasside pour prendre à revers l'Émirat omeyyade de Cordoue⁷. Dans le champ culturel et intellectuel également, les penseurs islamiques se voient comme les héritiers d'un patrimoine commun partagé avec la chrétienté médiévale et le judaïsme : les écritures sémitiques et la philosophie grecque. Ainsi, selon leur vision du monde, l'« Orient » ne commence pas à l'est de la Méditerranée, mais au-delà du Cachemire, là où s'ancrent les traditions hindoue et bouddhiste⁸. La fracture philosophique apparaît d'ailleurs à cette époque davantage au sein de l'Islam entre deux mouvements philosophiques et théologiques,

6 Les *madhhabs* sont les écoles juridiques sunnites qui définissent l'interprétation des sources traditionnelles (le *Coran*, livre sacré et la *Sunna*, la tradition). Le *hanafisme* structurera le monde turc et l'Empire ottoman, le *malikisme* se développera en Afrique du Nord et de l'Ouest, le *chaféisme* s'implantera en Afrique de l'Est et dans l'Océan Indien, et le *hanbalisme* définit encore aujourd'hui l'identité de l'Arabie saoudite, dans sa forme réformée, le *wahhabisme*.

7 Les échanges entre les deux souverains seront ainsi représentés au XIX^e siècle par le peintre Julius Köckert dans son tableau *Haroun Ar-Rachid recevant une délégation de Charlemagne à Bagdad*.

8 Dans *Le Royaume de l'insolence* (p.61-63), Michael Barry cite ainsi Nâser-é-Khosrô (*Le Mariage des deux Sagesse*), l'un des plus grands théoriciens du chiïsme ismaélien, qui démontre au XI^e siècle les convergences des pensées de Platon et Aristote et de la sagesse divine du *Coran*. Le processus est similaire dans l'Europe médiévale à travers les travaux de Saint Thomas d'Aquin, de Maïmonide ou d'Averroès, montrant des échanges intellectuels nombreux entre les trois grandes religions monothéistes, conscientes de partager un héritage gréco-sémitique commun. Michael Barry (*Ibid*) évoque également l'*Histoire de l'Inde*, d'Al-Bêrouni, penseur ghaznévide du XI^e siècle. Cet ouvrage est un véritable traité de civilisations comparées entre la civilisation hindoue et la civilisation gréco-sémitique (au sommet de laquelle l'auteur place l'Islam, pensé comme héritier des courants antérieurs).

qu'entre Islam et Chrétienté. Le premier courant, le *mutazilisme*, marqué notamment par l'œuvre de l'Andalou Averroès, est partisan de la rencontre de la foi divine et de la raison humaine inspirée de la philosophie grecque, et propose une lecture rationaliste de l'Islam. Le second, construit en réaction au premier, soutient à l'inverse l'incompatibilité fondamentale entre la vérité révélée par le Prophète et la pensée dialectique héritée des philosophes hellénistiques. Il constituera le *madhhab* hanbalite, qui donnera naissance à la fin du XVIII^e siècle au *wahhabisme* en Arabie saoudite⁹. Le *wahhabisme* montre lui-même de nombreux points de convergence avec le *salafisme*¹⁰, qui inspire notamment la rhétorique djihadiste.

La période des croisades (1095-1291) marque à la fois une ère d'affrontements, mais aussi d'échanges culturels, scientifiques et commerciaux avec l'Occident. Dans la mémoire collective musulmane, cependant, elles ont avant tout laissé le souvenir d'une invasion brutale. La propagande de Daech, comme celle d'autres groupes djihadistes auparavant, saura bien sûr exploiter ce thème, assimilant systématiquement les armées occidentales à des « armées croisées ».

Finalement, ce sont les Mongols, qui en prenant Bagdad en 1258, mettront un terme au califat de Bagdad. Un califat abbasside sera maintenu au Caire sous la domination des Sultans Mamelouks. Lorsque les Ottomans s'emparent de l'Égypte en 1517, le califat est aboli. C'est donc l'Empire ottoman qui régnera sur la région du XVI^e au début du XX^e siècle¹¹. Le Sultan exerce alors l'autorité politique et religieuse depuis Constantinople. Sous son autorité, les minorités religieuses sont gérées par un système de « millets ». Elles ne sont pas intégrées dans l'armée et, en échange de la protection de l'Empire et du droit de pratiquer leur religion, elles doivent s'acquitter d'un impôt et accepter que leurs dignitaires soient nommés par l'administration ottomane. La politique de tolérance à l'égard des millets a toutefois beaucoup varié au long de l'Empire. Il est à noter cependant que le statut de millet ne concerne que les « gens du Livre » non-musulmans (essentiellement chrétiens et juifs). Ainsi les minorités musulmanes non sunnites, comme les chiites, sont assimilées à l'Islam sunnite majoritaire et ne bénéficient donc d'aucun régime spécial. Elles sont donc les plus marginalisées — à l'exception de la communauté druze du Liban qui gagne le statut de millet¹².

9 L'idéologie wahhabite se réfère au prédicateur Al-Wahhab (*le Livre de l'Unicité*, 1741) qui prône, au XVIII^e siècle l'unicité divine, défendant un retour aux sources de l'Islam, et rejetant la vénération des icônes. Al-Wahhab noue en 1744 une alliance avec la famille Saoud. La pensée d'Al-Wahhab s'appuie sur une interprétation orthodoxe du hanbalisme, exprimée au XIII^e siècle par un juriste auquel se réfèrent également aujourd'hui les djihadistes : Ibn Taymiyya. Pour une étude sur le wahhabisme, lire : Antoine Basbous, *L'Arabie saoudite en questions*.

10 Le *salafisme* est un courant religieux issu de l'Islam sunnite, né à la fin du XIX^e siècle et qui a pris sa forme moderne au début du XX^e siècle. Il prône un retour à un Islam des origines idéalisé, celui des « *salaf* », les pieux ancêtres, compagnons de Mahomet. Comme le wahhabisme, il se réfère à Ibn Taymiyya. Les djihadistes s'appuient sur la doctrine salafiste et visent l'imposition par les armes de cet Islam « purifié » au sein d'un État islamique.

11 Voir *Repères chronologiques* à la fin de cette étude.

12 Pierre-Jean Luizard, *Le Piège Daech*, p. 91.

En Perse, au début du XVI^e siècle, la dynastie safavide adopte la religion chiite pour se démarquer des tutelles (arabes, mongoles, mogholes) qu'avait subies le pays. Le chiisme duodécimain se structure donc peu à peu autour de la persanité à partir du territoire de l'Iran actuel et en opposition au sunnisme ottoman et arabe. La fracture sunnites - chiites qui se réactive partiellement aujourd'hui est donc elle aussi un héritage de l'histoire.

1.1.2 La période mandataire

Déclinant peu à peu à mesure que l'Atlantique prend le pas sur la Méditerranée dans les échanges mondiaux, et après avoir été sauvé des appétits de la Russie par la France et la Grande-Bretagne lors de la guerre de Crimée (1853-1856), l'Empire ottoman s'engage dans la Première Guerre mondiale aux côtés des Empires centraux. Vaincu, il sera démantelé par les traités de Sèvres (1920) puis de Lausanne (1923), qui ouvrent pour le Proche et Moyen-Orient la période mandataire.

Cette période voit alors l'application partielle des accords de Sykes-Picot signés entre la France et le Royaume-Uni durant la guerre (1916), avec l'aval de leurs alliés (l'Italie et l'Empire russe). Cet accord, qui sera entériné par la Société des Nations en 1920 à la conférence de San Remo et officialisé par le traité de Sèvres, prévoit un découpage de la région selon des zones d'administration et d'influence françaises et britanniques. Sous le mandat de la Société des Nations¹³, la Syrie et le Liban deviendront donc des protectorats français, tandis que les Britanniques prennent le contrôle direct de la Palestine et placent leurs alliés Fayçal et Abdallah, tous deux fils de Chérif Hussein¹⁴, sur les trônes respectifs d'Irak et de Transjordanie. Dans la péninsule arabique, Ibn Séoud fondera en 1932 l'Arabie saoudite. Les traces du découpage géographique de cette période perdurent encore aujourd'hui. Quant à l'imaginaire développé autour du découpage du monde arabe par les puissances occidentales lors des accords Sykes-Picot¹⁵, il a marqué les courants politiques suivants, nourrissant le nationalisme arabe comme la propagande de Daech. L'organisation a ainsi publié, en juin 2014, à la période de la proclamation du califat, une vidéo montrant un bulldozer abattant un mur de sable marquant la frontière syro-irakienne. La question du non-respect des frontières héritées de la période mandataire sera d'ailleurs un argument d'Al-Baghdadi pour répondre à Al-Qaïda qui lui demandait de retirer ses troupes de Syrie et d'y laisser le champ libre à Al-

13 Selon Philippe Bannier (*L'État islamique et le bouleversement de l'ordre régional*, p.24), les mandats sont le fruit d'un compromis entre les puissances coloniales européennes et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes porté par l'idéalisme wilsonien. Ils constituent donc la transposition au Proche et Moyen-Orient du modèle d'État westphalien : cadre territorial et politique précis sur des frontières fixées.

14 Chérif Hussein ben Ali a été le meneur de la Révolte arabe contre l'Empire ottoman, soutenu par les Britanniques et les Français. Il proclamera l'indépendance du Hedjaz en 1916.

15 La politique occidentale lors de la période mandataire n'est d'ailleurs pas si monolithique que le prétend la propagande djihadiste, y compris au sein d'un même pays. Ainsi, il existe une division forte dans la politique britannique entre le *Bureau arabe du Caire* favorable au nationalisme arabe et le *Bureau indien* qui y est opposé, craignant l'influence de l'Islam pour des raisons de situation politique locale. Voir Pierre-Jean Luizard, *Le Piège Daech*, p. 46-47.

Nosra. Il est certain cependant que les frontières des États arabes ne respectent pas les continuités géographiques et humaines, comme la vallée de l'Euphrate ou la Djezireh¹⁶. Les idées d'unité et de laïcité du nationalisme arabe ont cependant tenté d'assurer la cohésion territoriale et politique en faisant oublier les divisions communautaires, ce qu'elles ont échoué à faire¹⁷.

1.1.3 Les indépendances et le tracé des frontières

Après la Seconde Guerre mondiale, la période des indépendances commence. Dans le même temps, avec la fin du mandat britannique sur la Palestine, l'État d'Israël est créé en 1947 par la résolution 181 des Nations Unies, qui prévoit le découpage du territoire palestinien entre un État juif et un État arabe. Le séisme ainsi provoqué nourrit des guerres successives avec les États arabes de la région : guerre de 1948, crise du canal de Suez (1956), guerre des Six Jours (1967), guerre du Kippour (1973). Finalement, les accords de paix signés avec les États arabes de la région, les flux de réfugiés palestiniens et le fait que l'État arabe de Palestine promis en 1947 ne voit jamais réellement le jour, conduit la résistance palestinienne à basculer dans la clandestinité. Apparaissent alors des mouvements politico-militaires irréguliers d'inspiration socialiste (Fatah, 1959) ou islamiste (Hamas, 1987), eux-mêmes opposés¹⁸. Dans le même temps, au Liban, en 1982, est fondé le Hezbollah, parti politique et milice armée chiite, principalement financé et soutenu par l'Iran. Ces mouvements portent par la violence des messages politiques forts. Ainsi, peu à peu, la culture de la guerre irrégulière, de la clandestinité et des modes d'action terroristes se diffusent au Proche-Orient. Les guerres suivantes (opération *Paix en Galilée* au Liban en 1982 ; première intifada en 1987 ; opération *Raisins de la colère* au Liban en 1996 ; seconde intifada en 2000 ; opération *Pluie d'été* en 2006 dans la bande de Gaza ; conflit israélo-libanais de 2006, guerre de Gaza de 2008-2009 ; opérations à Gaza *Pilier de défense* en 2012 ; puis *Bordure protectrice* en 2014) vont peu à peu permettre à ces organisations politico-militaires irrégulières de s'aguerrir face à une armée de premier rang. Ces mouvements gagnent dans le même temps leur légitimité dans les opinions arabes, et une certaine influence dans l'opinion publique mondiale, notamment du fait de la brutalité des opérations militaires israéliennes et de l'usage massif par les Israéliens d'assassinats ciblés de leaders de ces mouvements¹⁹. La mise en œuvre de modes tactiques irréguliers ou hybrides, couplée au terrorisme et à la guerre de l'information innerve progressivement la culture stratégique des mouvements arabes du Proche-Orient. Ces modes d'action se retrouveront largement chez Daech. De plus, l'échec des armées arabes et la perte de Jérusalem lors dès la guerre des Six Jours en

16 Pierre-Jean Luizard, *Le Piège Daech*, p. 43.

17 Fabrice Balanche, « L'État au Proche-Orient arabe entre communautarisme, clientélisme, mondialisation et projet de Grand Moyen-Orient », in *L'espace politique*, 2010/2.

18 Aujourd'hui, le Hamas a le contrôle de la bande de Gaza, tandis que le Fatah reste dominant en Cisjordanie.

19 Dans *Tsahal à l'épreuve du terrorisme*, Samy Cohen décrit comment Israël, obsédé depuis 1948 par un complexe d'obsidionalité, a usé de « riposte disproportionnée » face aux attaques d'acteurs asymétriques, enclenchant un cycle de violence inextricable et provoquant une radicalisation de ses adversaires, en éliminant peu à peu — parfois même physiquement — les tenants d'un courant modéré ouvert à la négociation.

1967 décrédibilise les régimes arabes et constitue un point de départ important pour l'idéologie djihadiste. Celle-ci considère ainsi que ce sont des régimes apostats qui ont conduit à la défaite et donne un caractère eschatologique à la perte de Jérusalem et aux combats à l'est du Jourdain — sur le plateau du Golan, signes annonciateurs de la fin des temps²⁰.

À la même période, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, un mouvement politique né sous l'occupation ottomane se développe et finit par irriguer l'ensemble de la région : il s'agit du nationalisme arabe. Marqué par des figures politiques comme l'égyptien Nasser et des penseurs comme Michel Aflaq, Zaki Arsouzi et Salah Al-Din Bitar, fondateurs en 1947 du parti Baas qui régnera sur l'Irak jusqu'à la chute de Saddam Hussein en 2003, et qui est encore incarné aujourd'hui par Bachar Al-Assad en Syrie, ce courant politique prône l'alliance du socialisme et du panarabisme²¹. Initialement dirigé contre les Ottomans au XIX^e siècle et concomitant avec la *Nahda*, mouvement arabe de renaissance culturelle, politique et religieuse né dans les provinces levantines, le nationalisme arabe s'opposera ensuite aux Occidentaux lors de la décolonisation. Ce mouvement sera généralement soutenu par l'URSS, tant pour des raisons de proximité idéologique avec le marxisme du fait de son inspiration socialiste, que de son pouvoir de nuisance face au bloc occidental. Ce soutien sera pourtant inversé lors de la guerre Iran-Irak de 1980 qui suivra la Révolution islamique en Iran. Le parti Baas structurera les États qu'il gouvernera, acquérant une expérience de l'exercice du pouvoir. Dans les rangs de Daech, se retrouveront de nombreux cadres du parti Baas et militaires irakiens, poussés dans ses bras par la politique répressive du gouvernement chiite d'Al-Maliki. Dans l'État irakien de Saddam Hussein, où l'armée, liée au pouvoir baasiste, représentait l'épine dorsale du pays, nombreux en effet étaient les officiers issus des grandes familles sunnites de Bagdad ou de Mossoul. Écartés par le nouveau pouvoir chiite, ceux-ci se sont ralliés massivement à l'État islamique, apportant leurs compétences tactiques, organisationnelles, ainsi que leurs réseaux claniques. Ces cadres et officiers ont donné à l'organisation une culture de l'administration et ont sans doute joué un rôle prépondérant dans sa structuration comme proto-État et dans l'organisation de ses forces armées²².

1.1.4 La naissance et le développement de l'idéologie djihadiste

En 1979, un nouveau séisme touche le Moyen-Orient et l'Asie centrale musulmane : la révolution iranienne de l'ayatollah Khomeyni qui, en mettant en place un pouvoir islamique — chiite — à Téhéran, bouleverse les équilibres régionaux. La guerre Iran-

20 Entretien de l'auteur avec Wassim Nasr en juin 2019.

21 Voir Didier Billon, *Géopolitique des mondes arabes*, 2018.

22 Selon Philippe Bannier, on retrouve environ 200 anciens officiers baasistes de l'armée ou des services de renseignement dans l'entourage d'Al-Baghdadi. Ils ont été chassés par la commission de débaasification, lors de la purge des personnalités de l'ancien régime par l'administration américaine (*L'État islamique et le bouleversement de l'ordre régional*, p.50).

Irak qui s'ensuit (1980-1988), voit alors les alliances s'inverser ; les États-Unis soutenant le régime baasiste en Irak et l'URSS appuyant l'Iran. La même année (1979), l'URSS envahit l'Afghanistan pour porter assistance à un régime communiste en difficulté. Suivant leur logique de *containment*²³, les États-Unis apportent alors leur aide à la résistance afghane. Dans le même temps, les monarchies sunnites du Golfe, par crainte de la révolution islamique et pour isoler l'Iran chiite, financent largement les volontaires étrangers venus défendre l'Islam — essentiellement sunnite — en Afghanistan. Ainsi, peu à peu, la conscience d'un djihad armé mondialisé prend forme dans les montagnes afghanes, soutenu par l'aide militaire américaine²⁴. Bernard Rougier parle ainsi de « paradigme de Peshawar » pour décrire le phénomène d'évolution du salafisme durant cette période. Auparavant, le salafisme classique quiétiste se désintéressait en effet des questions politiques considérées comme nuisant à l'unité de l'Oumma (la communauté islamique) et se concentrait sur la « rééducation morale » des musulmans. Lors de la guerre d'Afghanistan apparaît un salafisme djihadiste qui rejette les élites religieuses traditionnelles et prend les armes pour défendre un nouveau projet politique. Il s'agit d'une mutation profonde, accompagnant une globalisation du djihad, qui ne revêt alors plus seulement un caractère local. Du fait du rejet des autorités musulmanes traditionnelles, se développe également une privatisation du djihad. Les acteurs religieux et les pouvoirs politiques sont décrédibilisés. Selon cette conception, chaque individu doit en effet mener son propre djihad sans suivre les fatwas des chefs religieux. Les frontières politiques sont alors effacées et le combat devient global²⁵.

En 1987, naît l'organisation Al-Qaïda, sous l'impulsion du Palestinien Abdallah Youssouf Moustafa Azzam, anciennement lié au Fatah, ayant vécu le « djihad palestinien » contre les Israéliens, ainsi que la répression du régime de Nasser contre les Frères musulmans²⁶ en Égypte. Les leaders d'Al-Qaïda, parmi lesquels le Saoudien Oussama Ben Laden, élève d'Abdallah Azzam, ainsi que l'Égyptien Ayman Al-Zawahiri, décident de poursuivre le djihad après le retrait soviétique d'Afghanistan qui aura lieu en 1989. Peu à peu, les modes d'action clandestins et terroristes développés notamment dans le conflit israélo-palestinien se perfectionnent. Les cibles des attaques deviennent alors les Occidentaux et notamment les Américains, accusés notamment de soutenir Israël, ainsi que les monarchies du Golfe, désignées comme leurs alliés. Selon l'analyse de Gilles

23 Le « *containment* » (« *endiguement* ») est la stratégie adoptée des États-Unis lors de la guerre froide, visant à stopper l'extension de la zone d'influence soviétique. Cette stratégie a notamment été défendue devant le Congrès par le président Truman en 1947. Voir Henry Kissinger, *Diplomacy*, 1994.

24 Dans le *Grand échiquier*, publié en 1997, Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Carter, explique, s'inspirant des théories géopolitiques classiques, que l'objectif des États-Unis doit être d'empêcher le contrôle de l'Eurasie par la Russie. Le soutien aux moudjahidines afghans s'inscrivait à l'époque dans ce cadre, visant à empêcher l'URSS de s'étendre en direction de l'Océan indien.

25 *Qu'est-ce que le salafisme ?*, sous la direction de Bernard Rougier, p. 65-86.

26 La *Société des Frères musulmans* est une organisation fondée en 1928 en Égypte par Hassan Al-Banna. Elle prône l'Islam politique et le panislamisme à travers la réunion de tous les musulmans au sein de l'Oumma. Son principal penseur, Saïd Qutb (1906-1966), défend un retour un retour aux racines de l'Islam en réaction au marxisme et au capitalisme. La pensée de Qutb, notamment son ouvrage majeur, *Dans l'ombre du Coran*, irrigue la réflexion des chefs djihadistes comme Azzam, Al-Zawahiri ou Al-Zarqaoui. À ce sujet lire, Bernard Rougier, *Penser l'Islam, hier et aujourd'hui*.

Kepel, trois générations de djihadistes se succèdent. La première qui fonde le mouvement et lui donne un caractère global, naît en 1980 en Afghanistan. C'est celle que théorise Abdullah Azzam, influencé par Saïd Qutb. Elle consiste à attirer des combattants de toutes origines pour une lutte locale sur le territoire afghan. La deuxième est celle de l'ère d'Al-Qaïda, de Ben Laden et d'Al-Zawahiri, après la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan. Elle vise à projeter le djihad à l'extérieur. Il ne suffit plus d'attirer des moudjahidines de tous horizons, mais bien de mener une lutte mondiale contre l'Occident et ceux qui le soutiennent. La troisième génération est incarnée par Abou Moussab Al-Zarqaoui (chef d'Al-Qaïda en Mésopotamie) et Abou Moussab Al-Souri (penseur d'Al-Qaïda) qui inspireront la pensée de Daech. Cette génération critique la deuxième, dont ils jugent les buts trop abstraits et lointains. Ils préconisent de recentrer le djihad sur les territoires « libérés » à partir desquels il pourra s'étendre²⁷, plutôt que de faire de la défaite de l'Occident un préalable à la fondation d'un État islamique.

De plus, après la guerre froide, l'Islam politique prospère au Proche et Moyen-Orient dans le vide idéologique laissé par le déclin du nationalisme arabe et l'effondrement du socialisme, se nourrissant de la corruption des élites politiques, de l'augmentation de la pauvreté et du sentiment de déclin et d'humiliation des populations arabes, notamment face à Israël et aux interventions américaines.

Finalement, après les attentats du 11 septembre 2001 et les opérations de l'OTAN en Afghanistan qui s'en suivront, ainsi qu'après l'invasion américaine de l'Irak en 2003, le conflit se généralise à tout le Moyen-Orient. Il y a alors une réelle transmission des savoir-faire de la guerre irrégulière et clandestine d'insurrection en insurrection²⁸.

Après l'intervention américaine de 2003 en Irak en effet, la politique de « débaasification » du proconsul américain Paul Bremer détruit totalement la structure politique du pays et l'ossature de l'armée²⁹. En excluant arbitrairement de la fonction publique et de l'armée tous les membres du parti Baas sans contrôler leur réelle implication dans le pouvoir, les Américains sapent les bases de l'État irakien et créent les conditions du chaos³⁰. Ils ferment également les yeux sur le sectarisme des autorités chiites de Bagdad qui ne laissent aucune perspective politique à la minorité sunnite (17% de la population) et les poussent ainsi dans les bras de la rébellion. De plus, à cette

27 Gilles Kepel, *Terreur et martyre, Relever le défi de civilisation*, p129-193.

28 La thèse de la transmission des savoir-faire de la guerre irrégulière d'insurrection en insurrection, est notamment défendue par Élie Tenenbaum dans son ouvrage *Partisans et centurions*. Ces transmissions de compétences sont par ailleurs valables du côté de l'insurrection comme du côté de la contre-insurrection.

29 En 2016, David Kilcullen, ancien conseiller du général David Petraeus en Irak, puis de la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice, publie *Islamic State and the Failures of the War on Terror*. Il y décrit le contexte de la « guerre contre la terreur » décrétée par le gouvernement Bush après les attentats du 11 septembre et montre comment l'échec de la politique étrangère américaine a finalement mené à la montée en puissance d'un groupe comme Daech sur fond de déliquescence de l'État irakien.

30 Selon Anthony Cordesman (*The Imploding U.S Strategy in the Islamic State War?*, 2014), ce sont les manquements de la stratégie américaine vis-à-vis de l'Irak, de la Syrie et de Daech lui-même qui ont permis la naissance puis l'ascension fulgurante de l'organisation.

époque, le régime syrien de Bachar Al-Assad laisse passer les djihadistes souhaitant se rendre en Irak pour combattre les Américains.

À la faveur du chaos irakien, naît ainsi en 2004 une nouvelle organisation nommée *Al-Qaïda en Mésopotamie* et dirigée par le Jordanien Abou Moussab Al-Zarqaoui. Al-Zarqaoui, ancien du djihad afghan, qui n'a pas étudié la théologie et la religion et fait preuve de méthodes extrêmement brutales — même pour un chef terroriste, tranche avec les positions habituelles d'Al-Qaïda, qui prône un djihad élitiste réservé à des gens éduqués et riches. Pourtant, l'organisation accepte son allégeance, car elle a alors besoin d'un relais irakien. Il sera cependant réprimandé plusieurs fois pour avoir ciblé des chiites qui méritent selon lui le même sort de que les infidèles. Pour Al-Qaïda en revanche, les chiites sont des égarés de l'Islam qui doivent être ramenés dans le droit chemin et qui ont donc l'excuse de l'ignorance³¹. Zarqaoui peut être considéré comme le père spirituel de l'État islamique — qui ne verra le jour cependant qu'après sa mort, car la brutalité qu'il prône, excessive même pour Al-Qaïda, comme sa position concernant les chiites, seront reprises par Daech³². En 2006, Al-Qaïda en Mésopotamie est estimée responsable de 90% des attentats, alors que l'organisation ne représenterait alors que 5% de l'insurrection³³. Zarqaoui considère alors le djihad irakien comme suffisamment mûr pour entreprendre la construction d'un État islamique. La brutalité de Daech avec les chiites a en outre été renforcée par les mesures discriminatoires mises en place par le Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki³⁴. La politique qu'il a menée et la position de l'EI alimentent la polarisation — partielle cependant — de la région autour de la fracture sunnites - chiites. La haine des chiites se traduit dans les actions de l'EI. Début 2014 par exemple, des soldats irakiens capturés au nord de Bagdad sont sommés de faire leur prière. Ceux dont la gestuelle traduit une méconnaissance de la prière sunnite, suspectés d'être chiites, sont exécutés, les autres épargnés.

1.1.5 La crise syro-irakienne et l'émergence de l'État islamique

C'est donc après la mort de Zarqaoui, en 2006, que le djihad se réorganise en Irak avec la naissance de *l'État islamique d'Irak*. Cette organisation regroupe alors *Al-Qaïda en Mésopotamie*, différents groupes djihadistes, ainsi que de nombreux clans sunnites sous l'autorité d'Hamid Daoud Muhammad Khalil Al-Zawi, qui prend le nom de guerre d'Abou Omar Al-Baghdadi. Ainsi, en 2007, Ayman Al-Zawahiri, alors second d'Oussama Ben Laden, annonce qu'*Al-Qaïda en Mésopotamie* n'existe plus, ses membres ayant rejoint *l'État islamique d'Irak*. À la mort d'Abou Omar Al-Baghdadi, en 2010, celui-ci est remplacé par Abou Bakr Al-Baghdadi Al-Husseini Al-Qurashi.

31 Ceci est la position officielle d'Al-Qaïda, elle peut cependant varier localement. Ainsi *Al-Qaïda dans la péninsule arabique* (AQPA) a mené des attaques contre les zaïdites, branche de l'Islam rattaché au chiisme.

32 Pour une analyse de cette filiation, lire Joby Warrick, *Sous le drapeau noir*, Le Cherche-Midi, 2016.

33 « Al-Qaïda en Irak », Centre d'étude sur le moyen orient du CAPRI, in *Diplomatie n° 19, Géopolitique de l'Irak*, février-mars 2014.

34 Aux abus locaux de notables, de l'armée et de nombreux clans associés au pouvoir, s'ajoutent des persécutions judiciaires des représentants politiques sunnites à Bagdad, comme le vice-président Tarek Al-Hachemi.

En Syrie, les sunnites, majoritaires (69%), au sein d'une société fragmentée sur le plan ethno-religieux³⁵, sont marginalisés par le pouvoir alaouite — forme de chiisme apparue au IX^e siècle — de Bachar Al-Assad³⁶. Les révoltes de 2011 entraînent une violente répression qui conduit à une radicalisation de l'opposition, et à l'émergence de groupes djihadistes³⁷ initialement soutenus par de riches familles du Golfe — comme lors de l'insurrection afghane contre l'invasion soviétique — au nom d'une solidarité sunnite et dans le but de renverser le régime de Damas. La société syrienne se fragmente alors dans une logique communautaire ethno-religieuse³⁸.

En Syrie comme en Irak, les pouvoirs autoritaires se légitiment par l'économie politique corporatiste³⁹. Le modèle syrien est construit sur un pouvoir autoritaire, celui du clan Assad, qui s'appuie sur la minorité alaouite (12% de la population environ) pour régner⁴⁰. La politique repose donc sur le clientélisme dans la distribution de richesses, mais aussi dans l'aménagement du territoire, la zone côtière alaouite étant ouvertement favorisée⁴¹. Pour les djihadistes, ce pouvoir accaparé par une minorité chiite empêche l'Oumma sunnite. En réalité, à la différence de l'Irak, le modèle politique syrien n'est pas initialement confessionnalisé, mais est rattrapé peu à peu par le confessionnalisme. En Irak en revanche, la situation initiale est inversée : il s'agit d'une minorité sunnite qui contrôlait le pouvoir jusqu'à ce que majorité chiite s'en empare dans la foulée de l'intervention américaine. Les antagonismes communautaires en Irak sont donc anciens et les chiites ont clairement une revanche à prendre, alors que la culture politique de la répression communautaire y est structurante depuis longtemps⁴². L'Irak de Saddam Hussein est en effet construit sur la domination religieuse des sunnites sur les chiites et ethnique des Arabes sur les Kurdes⁴³. Ainsi en Irak, sous l'Empire ottoman, à l'époque hachémite comme sous le régime baasiste, les sunnites détiennent le monopole du pouvoir et de l'armée qui demeure une institution majeure, ainsi qu'une voie de promotion sociale quasi-exclusive⁴⁴. Pourtant, les Arabes sunnites, essentiellement répartis dans le triangle Bagdad-Ramadi-Tikrit, ne représentent que 17% de la

35 Georges Corm évoque une « libanisation » de la Syrie, à travers une désintégration de l'État central au profit de micro-territoires dont la légitimité est fondée sur l'appartenance religieuse (*L'Europe et l'Orient. De la balkanisation à la libanisation. Histoire d'une modernité inaccomplie*, La Découverte, Paris 2002, p.27).

36 Dans *From Deep State to Islamic State: The Arab Counter-Revolution and its Jihadi Legacy* Jean-Pierre Filiu définit les principaux maux dont souffrent les États de la région : l'accaparement du pouvoir par les élites, la mauvaise gouvernance, le népotisme, la brutalité du pouvoir, l'impossible émergence d'une classe moyenne et le refus des réformes. Ces injustices facilitent l'émergence de contestations de plus en plus violentes qui servent de socle aux mouvements djihadistes.

37 Lorenzo Trombetta, « Lo stato islamico si racconta », in *Dopo Parigi che guerra fa*, Limes, Rivista italiana di geopolitica, 2015.

38 *Vers un nouveau Moyen-Orient ? États arabes en crise entre logiques de division et sociétés civiles*, sous la direction d'Anna Bozzo et Pierre-Jean Luizard.

39 Mehran Kamrava, *The modern Middle East, a political history since the First World War*, p 341.

40 Selon Michel Seurat (*L'État et la barbarie*, Paris 2012), le régime syrien s'appuie sur le tryptique : communauté alaouite « *asabiyya* », parti Baas et armée.

41 Fabrice Balanche, *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Karathala, Paris, 2006.

42 Par exemple, l'Intifada généralisée des chiites et des Kurdes contre Saddam Hussein en février-mars 1991 a été violemment réprimée.

43 Entretien de l'auteur avec Wassim Nasr, juin 2019.

44 Pierre-Jean Luizard, *Le Piège Daech*, p. 76.

population. Les populations kurdes - également sunnites, présentes au Nord, représentent 28% de la population. Les Arabes chiites quant à eux, sont implantés dans les régions du sud et sont majoritaires, pesant 49% de la population. Le reste de la population irakienne est constitué de minorités dont des chrétiens, des yézidis et des Turkmènes.

On peut donc considérer que l'Irak s'est largement édifié contre sa société⁴⁵. La revanche brutale des chiites après l'invasion américaine, et son corolaire, la naissance de Daech, ne sont donc finalement que des leçons de l'histoire.

À partir de 2005, la nouvelle Constitution irakienne pousse le pays vers une forme de fédéralisme. Censée apporter l'apaisement en apportant davantage d'autonomie, elle conduit finalement à une polarisation de la scène politique autour de fractures communautaires⁴⁶. Ainsi, c'est essentiellement l'appartenance communautaire qui structure les partis politiques. Les individus se trouvent alors figés et enfermés dans leur communauté, les responsables politiques renforçant ainsi les sentiments d'appartenance ethno-religieuse⁴⁷. Dans le même temps, la nouvelle armée irakienne devient aussi chiite que celle du régime baasiste était sunnite. Les élites captent les ressources financières et pétrolières au profit de fractions communautaires, dans une logique sectaire. La politique du Premier ministre chiite Nouri Al-Maliki marginalise alors largement les Arabes sunnites, grands perdants du changement de pouvoir. Entre 2013 et 2014, une répression féroce se met en place en Irak contre les sunnites. Alors que des milices sunnites avaient été constituées au sein du comité Al-Sahwa, afin permettre à cette communauté de participer à la sécurité aux côtés des forces irakiennes, initiative poussée par le général américain Petraeus à partir de 2007, le Premier ministre Al-Maliki dissout ces milices au départ des troupes américaines fin 2011. Deux tiers sont alors intégrés dans les forces de sécurité irakiennes, généralement à des postes inférieurs ou temporaires, le dernier tiers étant démobilisé⁴⁸. Laissés sans aucune perspective, de nombreux anciens membres des milices Al-Sahwa rejoignent la rébellion sunnite, et pour certains, Daech. Dans ce contexte, l'État islamique s'impose en effet comme unique alternative pour les populations sunnites, seule organisation capable de leur proposer un projet politique autre que la soumission au régime répressif de Bagdad⁴⁹.

45 Pierre-Jean Luizard « Un pays à la recherche de ses identités », in *Moyen-Orient, Irak dix ans après Saddam*, n° 18, avril-juin 2013.

46 Michel Seurat reprend le terme « *asabiyya* » empruntée à Ibn Khaldoun pour décrire les communautés du Proche et du Moyen-Orient servant de base à des formes de liens clientélistes qui reposent sur une forme de réciprocité et de redistribution économique.

47 La communauté ethnique ou religieuse demeure ainsi selon Hamir Bozarslan le « lieu par excellence du contournement de l'État », *Sociologie politique du Moyen-Orient*, La découverte Paris, 2011, p. 68.

48 « *Locals Rule: Historical lessons for Ceating Local Defense for Afghanistan and beyond*, Austin Long, Stephanie Pezard, Bryce Loidolt, et Todd C. Helmus, Rand, 2012.

49 Sinan Adnan et Aaron Reese, *Beyond the Islamic State: Iraq's Sunni Insurgency*, *Middle East Security Report*, 2014.

En Syrie également, l'insurrection s'appuie sur une base majoritairement arabe sunnite⁵⁰. L'avancée de la rébellion syrienne et le chaos irakien permet peu à peu le rapprochement transfrontalier des insurgés⁵¹.

En 2013, l'*État islamique d'Irak* (EII) devient *État islamique en Irak et au Levant* (EIL) après s'être étendu sur le territoire syrien. Profitant du chaos généré par les révoltes syriennes de 2011, Al-Baghdadi décide en effet de créer une branche syrienne à l'organisation en envoyant des émissaires sur place. Il choisit pour cette mission des Syriens comme Al-Joulani ou Al-Adnani, qui fondent là-bas, sur ses ordres au mois de janvier 2012, *Jabhat Al-Nosra* (le Front de la victoire), branche syrienne de son organisation. Le mouvement s'enracine en s'appuyant sur des réseaux en provenance de Turquie. Cette dernière, défavorable au régime de Bachar Al-Assad, mène ainsi dans un premier temps une politique laxiste sur les trafics transfrontaliers et les mouvements de combattants étrangers qui alimentent les rébellions syriennes, dont les groupes djihadistes. En 2013 se déclenche un conflit entre Al-Qaïda et l'EIL. En effet, Al-Baghdadi déclare en avril 2013, que *Jabhat Al-Nosra* est la branche syrienne de l'*État islamique d'Irak* et annonce la fusion des deux groupes au sein de l'*État islamique en Irak et au Levant*⁵². Mais Al-Joulani, chef d'Al-Nosra, qui reconnaît avoir été envoyé en Syrie par Al-Baghdadi, refuse de changer sa bannière et de laisser son groupe se diluer dans le nouvel EIL. Cherchant une protection et voulant asseoir sa propre légitimité, il prête allégeance à Al-Zawahiri, émir d'Al-Qaïda, qui accepte celle-ci. Al-Zawahiri demande alors à Al-Baghdadi de retirer ses troupes de Syrie, ce que l'émir de l'EIL refuse, arguant du fait que ce serait reconnaître les frontières étatiques imposées par l'Occident. S'ensuit une fracture au sein d'Al-Nosra, une partie des troupes refusant l'allégeance à Al-Zawahiri et rejoignant l'EIL, à l'image d'Al-Adnani, qui deviendra le porte-parole de Daech. Le reste du groupe Al-Nosra reste fidèle à Joulani et donc, reconnaît l'allégeance à Al-Qaïda⁵³. Le 3 février 2014, un communiqué d'Al-Qaïda indique que l'organisation se désolidarise de l'EIL. Rapidement, ce différend dégénère en conflit armé meurtrier entre les deux factions djihadistes⁵⁴. On peut penser que la proclamation du califat en juin 2014 répond, outre à un projet politique, au besoin de s'affirmer comme leader d'un djihad mondialisé face à Al-Qaïda qui assumait ce rôle depuis le 11 septembre 2001. Cette proclamation a ainsi eu pour effet de rallier à Daech de nombreuses milices salafistes.

Les conquêtes en Syrie se font alors essentiellement aux dépens d'autres groupes insurgés comme Al-Nosra et Ahrar Al-Cham, notamment les prises de Raqqa et Deir-er-Zor, dans la vallée de l'Euphrate⁵⁵.

50 Fabrice Balanche, « Insurrection et contre-insurrection en Syrie », in *Geostrategic maritime review* n°2, 2014.

51 « Syria's metastasing conflicts » *Middle East Report* n° 143, International crisis group, 27 juin 2013 p. 12.

52 « Il est temps de proclamer aux Levantins et au monde entier que le Front Al-Nosra est en réalité une branche de l'État islamique d'Irak. Les deux groupes seront désormais fédérés sous l'appellation *État islamique en Irak et au Levant*. » Abou Bakr al-Baghdadi, le mardi 9 avril 2013.

53 Al-Nosra rompra finalement avec Al-Qaïda à l'été 2016.

54 Wassim Nasr, *État Islamique, le fait accompli*, p. 42-50.

55 « Géographie de la révolte syrienne », Fabrice Balanche, in *Outre - terre* n°29, 2011.

En janvier 2014, le groupe prend Falloujah en Irak. En juin 2014, son territoire reste morcelé en Syrie, mais se consolide en Irak. L'organisation occupe la majorité des postes-frontière en Irak et en Syrie notamment dans les provinces d'Al-Anbar et de Ninive, côté irakien et de Deir-er-Zor, Homs et Hassaké côté syrien. Une partie des postes-frontière sera cependant reprise par les Kurdes et l'armée irakienne en décembre 2014.

En juin 2014, l'organisation saisit Mossoul, la deuxième ville d'Irak, mettant la main sur un arsenal militaire important, ainsi qu'une réserve financière significative, et marquant fortement les esprits. Le 29 juin, le califat est proclamé et le 5 juillet, dans la mosquée Al-Nouri de Mossoul, Abou Bakr Al-Baghdadi fait une apparition publique, se présentant comme calife, c'est-à-dire comme successeur du prophète Mahomet et commandeur des croyants. *L'État islamique en Irak et au Levant* (EIL) devient alors *l'État islamique* (EI). Par la portée politique de ce geste, même s'il n'est évidemment pas reconnu par les grandes institutions musulmanes, par l'accès à des moyens militaires jusque-là propre aux armées régulières, et par le contrôle effectif d'un territoire, Daech marque le début de son « hybridité ».

En août 2014 se construit une coalition militaire contre Daech menée par les Américains et regroupant des pays occidentaux et arabes. Au cours de l'année 2014, l'État islamique poursuit son expansion territoriale en Irak et en Syrie de façon assez spectaculaire, face à des forces locales peu motivées, entraînées et équipées, et souvent divisées : rivalités entre Kurdes, armée irakienne et milices chiïtes en Irak ; et conflits entre Kurdes, groupes rebelles ou djihadistes, et armée syrienne en Syrie. L'État islamique est en effet avant tout fort de la faiblesse et de la division de ses adversaires⁵⁶. Daech parvient ainsi à se constituer un territoire pratiquement grand comme le Royaume-Uni⁵⁷ dont il contrôle agglomérations, axes et carrefours stratégiques.

L'expansion territoriale de l'EI cesse à partir de janvier 2015 et le territoire de l'organisation commence à se contracter⁵⁸. Fin septembre 2015, la Fédération de Russie annonce une intervention militaire en Syrie, en appui de l'armée syrienne. Destinée à défendre le régime de Damas, l'intervention russe ne cible pas uniquement l'État islamique, mais également tous les groupes rebelles, d'obédience djihadiste ou non.

En septembre 2017, l'EI ne contrôle plus que 15 % du territoire syrien et 10 % du territoire irakien après la perte de Mossoul en juillet. Le territoire de l'organisation ne

56 « La loyauté et le patriotisme des soldats d'une armée sont plus importants que son armement. C'est ce qui explique pourquoi les soldats n'étaient pas prêts à se sacrifier pour un régime corrompu qui ne défend que ses intérêts et qui a encouragé l'émergence de l'extrémisme [...] Le malaise de l'armée irakienne est en premier lieu politique », général Abd Al-Moneim Al-Saïd, *Al-Ahram Hebdo*, 25 juin 2014.

57 Environ 170 000 km² en Irak (40 % du pays) et 60 000 km² en Syrie (33% du pays).

58 Selon l'IHS Conflict Monitor, de janvier 2015 à mars 2016, l'EI perd 22 % de son territoire.

comporte alors plus que des zones désertiques à la frontière irako-syrienne (gouvernorat syrien de Deir ez-Zor et province irakienne d'Al-Anbar), ainsi que quelques poches disparates dont la ville de Raqqa en Syrie, capitale autoproclamée du califat⁵⁹. Après la reprise de Raqqa par les forces démocratiques syriennes (arabo-kurdes), Daech ne dispose plus que de quelques poches de résistances éparses, notamment autour de Deir ez-Zor. La perte de Raqqa marque le retour de l'organisation à la clandestinité et la fin de la période territoriale, même si son dernier bastion, Baghouz, ne sera pris par les Forces démocratiques syriennes qu'en mars 2019.

1.2 De l'asymétrie à l'hybridité : définitions et concepts

« Toute expérience de guerre non complétée par la réflexion intellectuelle n'est qu'une longue succession d'horreurs absurdes. » Général David Petraeus⁶⁰

Pour comprendre la stratégie du groupe État islamique, il est nécessaire définir un certain nombre de concepts qui ont une importance dans cette étude. Nombre d'entre eux ont déjà donné naissance à une littérature très riche et l'auteur fait donc le choix de privilégier certaines définitions au détriment des autres, afin de mettre ces concepts en perspective avec le phénomène étudié.

1.2.1 La guerre « classique »

La guerre peut se définir de façon générale comme l'affrontement armé d'entités humaines en vue d'un but politique. La guerre se caractérise donc généralement comme une activité humaine faisant usage de la force pour obtenir un gain politique⁶¹. Étant par nature dialectique, puisque deux volontés s'affrontent, elle suppose une fin dans laquelle les deux acteurs ne pourront pas obtenir tous deux le gain politique espéré, du moins pas totalement. Cela signifie donc qu'au fil de la guerre, le but politique (*l'état final recherché ou EFR*) des belligérants évolue. Si la violence, se nourrissant d'elle-même, fait évoluer les buts politiques vers toujours plus de gain espéré jusqu'à la destruction totale de l'ennemi, on tombe dans ce que Clausewitz définit comme « la montée aux extrêmes »⁶², une forme de guerre totale dans laquelle chacun lutte pour sa propre survie (en tant qu'entité politique) et pour la destruction de l'autre. Elle ne peut alors cesser que par la victoire totale d'un des deux belligérants ou la soumission de son

59 Il est intéressant de noter que Raqqa, capitale de Daech, a également brièvement celle du califat abbasside, durant l'âge d'or, sous le règne d'Haroun Ar Rachid, entre 796 et 809.

60 David Petraeus, prologue de *Contre insurrection, théorie et pratique* de David Galula, aux éditions Economica, 2008. Ce prologue est écrit en 2006. L'année suivante, le général Petraeus prendra pour un an et demi le commandement de la coalition militaire menée par les Américains en Irak. Il tentera alors autant que possible d'associer les clans sunnites au pouvoir politique et aux forces de défense en Irak, notamment à travers les milices Sahwa, comprenant que la source principale du conflit était leur éviction totale de la vie politique due à la débaasification.

61 Le général Beaufre dit ainsi de la stratégie qu'elle est « l'art de la dialectique des volontés employant la force pour résoudre un conflit ». André Beaufre, *Introduction à la stratégie*, Editions Pluriel, août 2012, p. 34.

62 Carl von Clausewitz, *De la guerre*.

adversaire. Dans le cas où les rapports de force sont équilibrés et que les buts politiques (EFR) ne sont finalement pas trop éloignés ou du moins partiellement acceptables par les adversaires respectifs, ce sont les buts de guerre qui peuvent évoluer vers un compromis modulé par le rapport de force. La guerre se termine alors par un traité de paix reflétant ce compromis.

Mais comme elle suppose une altérité humaine, donc intelligente, la guerre présente également une autre caractéristique essentielle : celle de l'évolutivité. La guerre est en effet une succession d'actions et de réactions, au sein de laquelle chacun s'adapte au mode de guerre de son adversaire. Elle est ainsi le « caméléon » dont parle Clausewitz, un phénomène dans lequel « chacun fait le jeu de l'autre ». Ceci explique donc que si, la guerre ne semble pas changer de nature au fil de l'histoire, restant un affrontement de volontés politiques, les modes de guerre employés, quant à eux, évoluent constamment. De même, les champs de confrontation apparaissent de plus en plus larges (Terre, Mer, Air, Espace, Cyberspace).

La notion de guerre a longtemps été perçue en Occident comme l'affrontement de deux Cités, deux Nations, deux États. La forme classique était représentée par la guerre dans la Grèce antique, même si cette forme de guerre a été partiellement réduite et idéalisée et ne correspond pas toujours à la réalité historique⁶³. Dans la façon dont elle est perçue, les troupes manœuvraient donc — on parlerait aujourd'hui de mouvements opératifs — pour rencontrer l'ennemi sur un terrain favorable. S'ensuivait la bataille décisive qui devait déterminer un vainqueur et un vaincu. La forme de cette bataille qui marque encore l'imaginaire occidental était l'affrontement des phalanges dans un champ clos sur une durée de temps limitée — historiquement une journée, même si les guerres antiques ne se limitaient pas en réalité à ce type d'affrontement. Comme dans le théâtre classique, le règlement idéal de la guerre obéit alors à la triple unité de temps, de lieu et d'action. Dans cette représentation qui convient généralement aux conflits symétriques ou dissymétriques⁶⁴, la guerre peut se comprendre en trois niveaux. Le niveau stratégique, étroitement lié au politique, fonde les buts de guerre. Le niveau opératif conduit les mouvements des troupes en vue de la bataille et dans son acception moderne, correspond au commandement interarmées d'un théâtre d'opérations, combinant les effets des différentes composantes (en général : Terre, Air, Mer et Forces spéciales, mais on peut éventuellement y ajouter des moyens spatiaux ou cyber). Enfin, le niveau tactique qui conduit lui-même la bataille. Bien sûr, cette bataille n'est plus la même qu'à l'époque de la Grèce classique, cependant on note dans les doctrines

63 En 1990, dans *Le modèle occidental de la guerre*, Victor Davis Hanson expose sa conviction que « la forme pure de la bataille chez les Grecs nous a laissés, en Occident, possesseurs d'un héritage embarrassant : nous sommes devenus persuadés qu'une bataille autre qu'une confrontation face à face entre des ennemis calmes et déterminés est contraire à nos valeurs et à notre style ». Si cet héritage est probablement très exagéré, il existe tout de même dans l'imaginaire collectif occidental.

64 Le conflit symétrique implique des forces armées similaires en volume et en équipement et utilisant les mêmes modes de guerre. Le conflit dissymétrique implique des forces utilisant également les mêmes modes de guerre, mais avec un déséquilibre fort en termes de volume et d'équipement.

militaires occidentales — et française en particulier — la volonté de produire une action décisive reproduisant la même règle d'unité de temps, de lieu et d'action : *l'effet majeur*. Si celui-ci est un formidable outil de raisonnement tactique, de concentration des efforts⁶⁵, et de subsidiarité, sa pertinence peut être interrogée aux niveaux opératifs et stratégiques dans le cadre d'une guerre asymétrique. Il est en effet particulièrement adapté aux guerres de rupture dans lesquels il faut vaincre l'adversaire en brisant son système. En définissant l'esprit de la mission, il engendre une réelle subsidiarité qui permet l'atteinte des objectifs en laissant une marge de manœuvre aux unités subordonnées et une forte adaptabilité aux contingences de l'action. C'est également, comme le définit le général Yakovleff⁶⁶, un excellent instrument de saisie de l'initiative, visant à briser les plans de l'adversaire. Cependant, il a tendance à cloisonner l'esprit autour d'un mode de guerre dans lequel les deux ennemis se font face et acceptent la bataille. Ce mode de pensée, particulièrement puissant s'il est bien appliqué, vise, en un sens, à recréer une forme de « bataille décisive ». Dans le cas d'une guerre asymétrique, dans laquelle l'ennemi se dérobe et refuse cette bataille, il peut devenir très difficile à mettre en œuvre. Si d'autres modes de conceptions des opérations existent, comme *l'operational design*, il n'en demeure pas moins que ces méthodes restent incomplètes et parfois difficiles à utiliser pour un chef militaire dans la mesure où elles font appel à bon nombre de « lignes d'opérations » hors du champ d'action militaire (comme la gouvernance ou le développement), qui nécessitent une « approche globale », donc une indispensable coordination avec d'autres acteurs : diplomates ou acteurs du développement. Le combat asymétrique, parce qu'il sort des canons classiques de la guerre, est donc parfois difficile à appréhender pour les esprits occidentaux, malgré l'expérience remarquable dont disposent les armées modernes dans ce domaine.

1.2.2 L'asymétrie

La guerre asymétrique est couramment définie comme une guerre d'un État contre une entité non étatique - généralement subétatique, mais pouvant disposer du soutien d'autres États. En réalité, cette définition très simple laisse d'importants angles morts dans la réflexion, en ne s'intéressant généralement qu'à l'asymétrie des moyens, c'est-à-dire au déséquilibre de rapport de force, comme dans la définition symétrie / dissymétrie. L'ennemi asymétrique est alors simplement perçu comme moins structuré que le dissymétrique, car non étatique. En conséquence, cette définition ne prend que partiellement en compte le fait que l'asymétrie couvre un champ bien plus large que le simple différentiel de moyens. En effet, contrairement à la notion de *dissymétrie* où seule la différence de moyens importe, puisque le mode de guerre reste le même pour les deux

65 La concentration des efforts est un des trois principes de la guerre retenus par la doctrine française. La paternité en est attribuée au maréchal Foch, même si celui-ci, tout en y accordant une grande importance, ne la définit pas réellement comme un principe (Ferdinand Foch, *Des principes de la guerre*, Economica, 2007, première édition en 1903).

66 Michel Yakovleff, *Tactique théorique*, 3^e édition, Economica, 2016, p.157-159.

adversaires, la philosophie de l'asymétrie est de mettre en œuvre des modes de guerres distincts de ceux de son adversaire, lui refusant ainsi le combat sur son propre terrain.

L'asymétrie se prolonge de plus dans le domaine des enjeux. En effet, bien souvent une entité politique subétatique joue sa survie dans la guerre qu'elle mène tandis que l'État, sauf dans le cas d'une insurrection capable de renverser ses institutions, sur son propre territoire, regarde généralement cette confrontation comme une guerre « expéditionnaire », avec des enjeux plus limités qui n'impliquent pas sa propre survie. En conséquence — et c'est bien là le cœur réel de l'asymétrie — il y a avant tout une asymétrie des enjeux entre une entité subétatique qui mène une guerre totale et l'État qui mène ce que Clausewitz⁶⁷ définit comme une « petite guerre ». On pourrait définir cette situation comme une guerre « semi-totale », dans laquelle l'un des acteurs mène une guerre totale et l'autre non, cette définition convenant parfaitement à l'affrontement entre la coalition occidentale et Daech.

Du domaine des enjeux, l'asymétrie se projette également dans le domaine des volontés : l'organisation menant une lutte à mort démontrant une volonté de vaincre bien supérieure à celle d'un État qui mène une guerre expéditionnaire parfois peu compréhensible pour son opinion publique. De cette asymétrie des volontés naît un différentiel de sensibilité aux pertes. Ainsi, l'État islamique est capable de subir de lourdes pertes au combat, voire de sacrifier des combattants kamikazes — dans une certaine mesure, les pertes ayant bien sûr un effet tactique d'ajustement du rapport de force ; tandis que la perte d'un soldat occidental a une répercussion stratégique, capable de remettre en cause l'engagement même sur le terrain de l'État concerné. Cette sensibilité aux pertes est accrue par une asymétrie des principes, des référentiels éthiques. Alors que les philosophies occidentales accordent une place importante à l'individu et à la vie humaine, la rhétorique djihadiste n'accorde que peu de prix à celle-ci, affirmant que l'être humain doit suivre la volonté divine sans se préoccuper de sa propre mort ou de celles qu'il pourrait causer⁶⁸. Dans les sociétés traditionnelles, qui constituent la part la plus importante du recrutement de l'organisation, ce sentiment est

67 Carl von Clausewitz, *op. cit.*

68 Cette négation de la valeur de la vie humaine s'appuie notamment sur l'idée que la raison humaine n'a pas sa place dans l'interprétation religieuse, et que par conséquent, l'homme ne doit pas interpréter la volonté divine à l'aide de la sagesse humaine. Cette pensée nie les courants ouvertement rationalistes de l'Islam, tel que le mutazilisme. Toutefois, il convient de préciser que ces courants rationalistes, contrairement à l'idée que l'on s'en fait en Occident, n'ont pas laissé que de bons souvenirs dans la mémoire collective musulmane. En effet, le courant mutazilite, souvent présenté comme tolérant, a tenté de s'imposer par la force dans l'empire abbasside au début du IX^e siècle. Entre 833 et 848 par exemple, une force de police est chargée de s'assurer que les imams reconnaissent le credo mutazilite et pourchasse les croyants traditionnels. Ainsi l'opposition entre les courants mutazilite et hanbalite, souvent perçue en Occident comme le conflit entre un rationalisme modéré, ouvert, moderne et tolérant et un obscurantisme traditionaliste, n'est pas si évident dans l'Islam où le mutazilisme a pu être associé à un rationalisme conquérant à vocation universelle, s'opposant à la tradition. C'est pourquoi l'école acharite qui s'est imposée à la suite de cette crise a tenté en réaction de maintenir prudemment une sorte d'équilibre entre les deux courants, en légitimant la diversité des approches. Ceci explique partiellement la survivance et l'enracinement de courants religieux fondés sur une interprétation littérale du Coran et de la tradition, inspirés du hanbalisme, tels que le wahhabisme ou le salafisme, qui se nourrissent tous deux encore aujourd'hui de la pensée d'auteurs comme Ibn Tamyyia. À ce sujet, lire Adrien Candiard, *Comprendre l'Islam*, Flammarion, p 113-115.

renforcé par l'idée générale que l'individu n'a pas de valeur en soi, mais seulement par sa place et le rôle qu'il remplit au sein du groupe (la famille, le clan). La certitude pour le combattant djihadiste d'être récompensé de sa mort au combat dans un au-delà meilleur ajoute encore davantage à ce déséquilibre.

En outre, l'asymétrie se retrouve également dans la dimension temporelle de la guerre. Ainsi les dirigeants occidentaux, avec la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication et les échéances électorales propres aux systèmes démocratiques, ont des horizons temporels de plus en plus limités. Ils sont donc sommés de produire des résultats à court terme et toute action militaire durant plusieurs années sera systématiquement qualifiée de « borbier », quels que soient les résultats obtenus ou quelle que pourrait être par ailleurs la dégradation de la situation si la décision de mettre fin à cette opération était prise. Les acteurs asymétriques, quant à eux, en se rendant insaisissables, peuvent inscrire leur action militaire et politique dans le temps long, s'appuyant souvent sur des sociétés traditionnelles ayant davantage gardé la mesure de ce temps long. Le temps joue donc pour l'insurgé qui n'a pas besoin de vaincre, mais juste de ne pas perdre, en refusant la bataille décisive.

Enfin, dans la dimension spatiale de l'affrontement, l'asymétrie est aussi souvent un facteur de rupture. Les États, s'inscrivant généralement dans une logique expéditionnaire — à l'exception d'insurrection sur leur propre territoire ou à leurs frontières immédiates, sont extrêmement dépendants de leurs lignes d'approvisionnement et de leurs points d'entrée sur le théâtre. Ceci est d'autant plus vrai que leur logistique s'alourdit au fur et à mesure qu'ils augmentent leurs moyens sur place et que les équipements militaires évoluent vers plus de technologie. Les armées modernes sont donc sensibles à une lourde empreinte au sol qui les rend peu agiles, obligés d'opérer à partir de bases, qui elles-mêmes consomment d'importants moyens de sécurisation. Elles agissent aussi généralement sur un territoire qu'elles ne connaissent qu'imparfaitement, la géographie physique et humaine (culture, religion, langue, problématiques ethniques et locales, rivalités claniques) leur échappant partiellement. L'adversaire asymétrique, pour sa part, bénéficie d'une assise territoriale qu'il maîtrise et d'une connaissance parfaite du terrain physique et humain. Il dispose généralement d'une zone sanctuaire et s'appuie sur des lignes de communication courtes, furtives et adaptables. Sa logistique étant légère, et le soutien de la population lui étant acquis par adhésion⁶⁹ ou par contrainte, il est agile. Il est donc capable de mener des actions rapides en se concentrant pour agir et en se déconcentrant juste après pour disparaître. Ainsi, même avec des moyens limités, il crée chez son adversaire le sentiment d'une menace diffuse, permanente et omniprésente.

69 Afin de bénéficier de cette adhésion, l'insurgé doit utiliser une cause qu'il peut manipuler en s'appuyant sur des problèmes politiques, ethniques, économiques, sociaux, religieux ou culturels. (David Galula, *Contre insurrection, théorie et pratique*, Economica, 2008, première édition 1963, p. 39). Ce que les guérillas marxistes savaient parfaitement faire au siècle dernier, les djihadistes l'ont également mis en œuvre en s'appuyant sur les problèmes religieux, ethniques et socio-économiques des populations arabes sunnites en Irak et en Syrie.

Enfin, en passant en revue les domaines de l'asymétrie, l'asymétrie des moyens elle-même pourrait partiellement être remise en cause. En effet, en termes de pur rapport de force quantitatif ou qualitatif, l'armée américaine dispose par exemple dans l'absolu d'une supériorité plus qu'écrasante sur Daech. Pourtant, une fois analysées les dimensions de l'asymétrie, on constate que le rapport de force local n'est pas forcément si disproportionné. En effet, la difficulté des armées modernes à déployer en grand nombre des moyens réellement efficaces sur un théâtre d'opérations du fait de la lourde empreinte au sol, de la crainte des pertes qui irrigue toutes les opérations occidentales et de l'étirement stratégique de leurs forces, produit localement un nivellement relatif du rapport de force. Les États occidentaux comptent leurs moyens, tandis que l'État islamique peut et doit jeter tous ses moyens dans la bataille. Ainsi l'asymétrie se reporte dans le domaine des objectifs : maîtrisant le temps et l'espace, l'adversaire asymétrique, peu sensible aux pertes, peut se contenter de frapper l'ennemi pour lui infliger des dégâts dépassant son seuil d'acceptabilité et le contraindre ainsi à se désengager. Son combat ne se joue pas sur la destruction des capacités d'une armée moderne, mais sur le fait de briser la volonté de combattre de son adversaire, en visant notamment la lassitude des opinions publiques occidentales⁷⁰, les leaders occidentaux étant, du fait du jeu démocratique, particulièrement sensibles aux mouvements d'opinion. La sensibilité aux pertes générée par l'asymétrie des volontés et des référentiels éthiques permet à l'adversaire asymétrique de se contenter d'éviter une confrontation massive — qui conduirait à sa propre destruction — tout en menant des actions causant suffisamment de dégâts à son ennemi pour provoquer son retrait. L'acteur étatique est souvent condamné à détruire ou à soumettre son adversaire, tandis que celui-ci peut généralement se contenter d'éviter d'être détruit pour atteindre son objectif. Il n'a donc habituellement pas à viser la destruction totale de son ennemi. Comme il n'est pas capable de briser le système ennemi, il se contente de l'user jusqu'à ce qu'il tombe comme un fruit mûr, pris en étau entre son incapacité à détruire un ennemi fuyant et une opinion publique lasse du coût humain et financier de la guerre. L'ennemi asymétrique refuse donc la guerre de rupture pour laquelle les armées modernes sont taillées et mène une guerre d'usure en adoptant une stratégie d'attrition physique et morale⁷¹. L'attrition morale, c'est-à-dire le découragement de l'adversaire, peut elle-même être décuplée par la capacité de communication nouvelle donnée aux groupes asymétriques par le cyberspace. En offrant une caisse de résonance inégalée à ses productions notamment vidéos, celui-ci a été un atout puissant pour Daech, que le groupe a su parfaitement exploiter.

En conséquence, l'asymétrie à la différence de la dissymétrie, est tout sauf un différentiel de rapport de force, mais peut être définie comme un refus du mode de guerre de l'adversaire. Au fort qui cherche la bataille décisive à la manière de la phalange grecque,

70 Le peuple se rapporte à l'un des trois piliers de la « Trinité remarquable » de Clausewitz (*op. cit.*).

71 Dans ses *Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire*, écrits en 1936, après la Longue Marche, Mao Zedong prône l'implantation rurale, le harcèlement et épuisement de l'adversaire.

on refuse toute bataille. Finalement, l'asymétrie n'est qu'une forme d'adaptation de l'ennemi, le combat agile du rétiaire face au lourd mirmillon. Elle constitue même la prolongation logique de la dissymétrie, dans la mesure où un acteur ostensiblement plus faible ne mènera pas une guerre avec la certitude de perdre et refusera donc systématiquement le mode de guerre adverse. L'adversaire asymétrique est donc souvent un acteur forcé de s'adapter, du fait d'un rapport de force initial extrêmement défavorable. Il est donc également forcé à l'intelligence tactique et stratégique du fait de son rapport du faible au fort. L'acteur fort quant à lui, du fait justement de la certitude de sa force, n'est pas nécessairement poussé au questionnement tactico-stratégique, à cette intelligence adaptative permanente.

L'asymétrie peut être imposée par le rapport de force ou choisie pour contourner la puissance d'un adversaire. Elle est sans doute souvent, et en particulier dans le cas de Daech, partiellement imposée et partiellement choisie. Il convient également de noter que la territorialisation de l'État islamique constitue une rupture partielle de l'asymétrie, qui brise notamment les asymétries spatiale et temporelle. En créant la concentration de forces dans un temps et un espace donné, elle empêche la dilution qui constitue un principe de sauvegarde pour l'acteur asymétrique. Elle le rend ainsi vulnérable aux frappes de son adversaire.

L'État islamique sous sa forme territorialisée était donc sans doute condamné à être détruit, ayant créé, par sa concentration et sa fixation sur un terrain défini, les conditions de sa propre défaite. Sa seule alternative aurait alors été de causer à ses adversaires suffisamment de dégâts pour les forcer à se désengager et à prendre acte d'une forme de partition du territoire dont il aurait de fait gardé le contrôle. Ainsi, l'asymétrie peut-être également considérée comme une sorte de prison. En sortir, ou en tout cas en sortir trop tôt, c'est s'exposer aux coups d'un adversaire souvent bien plus fort et lui donner la possibilité de créer la rupture qu'il attend⁷².

1.2.3 L'hybridité

L'hybridité est une notion émergente dans le champ de la stratégie et souvent appliquée au cas de l'État islamique. Elle dispose cependant de nombreuses interprétations différentes, mais est généralement définie comme une combinaison de modes d'action réguliers et irréguliers.

La guerre régulière peut être associée à trois caractéristiques⁷³. La première est le développement continu de la puissance de feu et de la technologie, impliquant la manœuvre et l'adoption de formations tactiques linéaires nourrissant les concepts de front et d'arrière. La deuxième caractéristique est l'émergence d'une discipline militaire

72 Pour David Galula, le passage à la phase de guérilla est le moment de plus grande vulnérabilité de l'insurgé, celui où il peut être détruit dans ses zones sanctuaires (*Contre insurrection, théorie et pratique*).

73 Élie Tenenbaum, « *Le piège de la guerre hybride* », *Focus stratégique* n°63, IFRI.

structurant un corps social de guerriers soumis à l'autorité politique. Enfin, la guerre régulière est étroitement liée à la « stratégie directe » définie par le général Beaufre⁷⁴ comme une stratégie dans laquelle la force est le moyen principal et où l'objectif est la neutralisation des armées ennemies.

La guerre irrégulière est quant à elle généralement comprise comme « l'emploi de conceptions et de tactiques liées aux opérations de guérilla, insurrectionnelles, de partisans ou encore terroristes »⁷⁵. Ainsi, la guerre irrégulière peut être définie comme un mode de guerre opposé aux trois attributs de la guerre régulière. Mais comme l'irrégularité peut être incomplète, c'est-à-dire que le mode de guerre employé peut correspondre certains attributs de la guerre régulière sans les remplir tous, le concept de guerre hybride apparaît. L'hybridité est alors une forme d'« irrégularité incomplète »⁷⁶.

Dans cette conception, la guerre hybride apparaît dans des zones géographiques et des contextes très divers et obéit à deux logiques bien distinctes.

La première, développée en France par le commandant Brossolet dans les années 1970⁷⁷, est une combinaison de guerre régulière et de guerre de partisans menée par un État dans un but défensif. Pensée dans le contexte de la guerre froide, cette doctrine qui sera ensuite nommée « défense défensive » ou « défense non-offensive » se retrouvera dans les écoles allemande, scandinave, autrichienne, suisse ou yougoslave. La conception originale de l'hybridité semble donc être le fait d'un État qui choisit de combiner des moyens irréguliers à ses moyens réguliers. Dans le domaine d'une guerre hybride étatique, la conception paraît aujourd'hui évoluer vers celle d'un État voulant mener une action de guerre tout en passant sous le seuil qui déclencherait une riposte adverse massive. Ainsi dans un article intitulé *La valeur de la science dans la prédiction*⁷⁸, le chef d'état-major russe Valéry Gerasimov, évoque dès 2013 l'importance des nouveaux espaces de confrontations et de la guerre informationnelle, la difficulté à définir les états de guerre et de paix et la combinaison des moyens de guerre réguliers et irréguliers. Cet article, relu à la lumière des événements en Ukraine l'année suivante, expose des modes d'action qui relèvent essentiellement de la première conception de l'hybridité (hybridité étatique), mais appliqués cette fois à des actions offensives.

La seconde logique, conceptualisée dans les années 2000, est l'utilisation par des entités non-étatiques comme le Hezbollah de moyens conventionnels combinés à leurs

74 André Beaufre, *Introduction à la Stratégie*, p. 95.

75 Joseph Henrotin, *Techno-guérilla et guerre hybride : le pire des deux mondes*, p. 28.

76 Élie Tenenbaum, *op. cit.*, p. 14.

77 Guy Brossolet, *Essai sur la non-bataille*.

78 Valéry Gerasimov, « La valeur de la science dans la prédiction », paru sous le titre original : « Ценность науки в предвидении », in *Le courrier militaro industriel (Военно-промышленный курьер)*, 26 février 2013, disponible en russe sur : <https://www.vpk-news.ru/articles/14632>.

habituels modes de guerre irréguliers. Joseph Henrotin⁷⁹ développe à ce sujet assez largement le cas du LTTE (le mouvement des Tigres de libération de l'Îlam Tamoul) au Sri Lanka des années 1970 à 2009, dont l'organisation apparaît comme quasi-étatique avec la présence d'une armée à trois composantes (Terre, Air, Mer). Le cas de Daech se rattache à cette deuxième acception de l'hybridité. En effet, l'État islamique naît d'un acteur asymétrique non étatique qui se montre capable de construire un proto-État et de combiner jusqu'au niveau tactique des modes de guerres irréguliers (harcèlement et attentats) et réguliers (emploi de blindés et d'artillerie, manœuvre de troupes).

Le concept d'hybridité paraît aujourd'hui évoluer vers une intégration croissante des nouveaux champs de confrontation, tels que le cyberspace, la guerre de l'information ou la guerre économique⁸⁰. Ces domaines ont été exploités par Daech, dans le cadre par exemple de sa propagande et de ses financements.

1.2.4 *Le rapport à l'ennemi*

Le rapport à l'ennemi est déterminé par deux ordres qui structurent la relation entre régularité et irrégularité : l'ordre stratégique et l'ordre juridique⁸¹. Ces deux ordres s'entremêlent.

L'émergence de l'idéologie djihadiste, comme la naissance de l'État islamique ont conduit tout à la fois à une forme d'*essentialisation* et de *criminalisation* de l'ennemi, ainsi que, parfois, à une *instrumentalisation* de la menace. L'*essentialisation*, la *criminalisation* et l'*instrumentalisation* sont des tendances qui peuvent émerger, essentiellement au niveau politique, mais également au niveau militaire, dans la désignation de l'ennemi.

L'*essentialisation* consiste à considérer l'ennemi, c'est-à-dire l'acteur qui s'oppose par les armes à sa volonté politique, comme un ennemi par nature, menaçant par essence⁸². En conséquence, la destruction totale de l'ennemi devient l'objectif, sa soumission une option secondaire, et un accord politique ou même la moindre négociation avec lui impossibles. Ce processus revient à poser un absolu moral sur l'ennemi : celui-ci serait intrinsèquement mauvais. Il conduit à la déshumanisation de l'ennemi qui peut avoir des conséquences éthiques lourdes sur la façon dont est conduite la guerre. Les conditions qui poussent l'ennemi à se battre, sa conception de la guerre et les éventuelles nuances dans son propre camp sont balayées. Finalement, l'ennemi n'aura plus qu'une seule

79 Joseph Henrotin, *op. cit.*

80 Le chef d'escadron Jérémie Lévy développe ces concepts dans un article de 2018 intitulé *De la guerre hybride à la guerre globale : prise de conscience d'une nouvelle conflictualité* et élargit l'hybridité à la prise en compte de nouveaux espaces de conflictualité.

81 *La mesure de la Force, traité de stratégie de l'École de guerre*, Martin Motte, Georges-Henri Soutou, Jérôme de Lespinois, Olivier Zajec, Tallandier, 2019, p. 230-233.

82 Pour une mise en perspective de la notion d'essentialisation, lire Jean-Yves Le Drian, *Qui est l'ennemi ?* Paris, Éditions du Cerf, 2016, p.29.

option : livrer un combat à mort pour sa survie. Ce processus est un piège de l'esprit, qui participe à la « montée aux extrêmes » clausewitzienne et à l'émergence d'une guerre totale ou « semi-totale », et posera problème pour la résolution politique du conflit. Daech semble avoir suivi ce processus en diabolisant l'Occident aussi bien que les États arabes, la Russie, l'Iran et toutes les minorités religieuses (chiïtes⁸³, chrétiens, yézidis) ainsi que ses opposants sunnites qualifiés d'apostats. Cette politique du « seul contre tous » est cependant dangereuse. En ne laissant pas d'autre choix à ces minorités que la lutte à mort, en mettant en scène des exécutions de civils et de prisonniers, et en forçant les États occidentaux à entrer dans le combat par des attaques sur leur territoire, l'EI s'est condamné à combattre des coalitions extrêmement hétérogènes et suivant des agendas politiques différents, mais unis par un seul objectif : sa propre destruction. Toutefois, comme la territorialisation qui constituait un objectif politique incontournable, l'essentialisation de l'ennemi, la politique du « seul contre tous », était sans doute inévitable étant donnée la doctrine radicale du groupe. On observe également que l'essentialisation a un effet miroir : un ennemi essentialisé est pris au piège de la définition que donne de lui son adversaire et, n'ayant pas le choix de négocier, en viendra sans doute à essentialiser également celui-ci. C'est ce processus qui, nourri par la violence de la guerre, débouche finalement sur « la montée aux extrêmes » clausewitzienne. La seule barrière qui empêchera ensuite la guerre de devenir totale est un déséquilibre majeur du rapport de forces. Dans ce cas, qui est d'ailleurs celui de l'État islamique, la guerre pourrait être qualifiée de « semi-totale », c'est-à-dire d'affrontement dans lequel seul un des deux adversaires mène une lutte à mort pour sa survie. Il est parfois difficile par ailleurs de déterminer qui enclenche le processus d'essentialisation. On se souvient en effet du discours de Georges W. Bush sur l'État de l'Union de janvier 2002, préfigurant l'invasion de l'Irak. Il y définit en effet un « axe du Mal » qui regrouperait la Corée du Nord, l'Iran et l'Irak. On peine cependant à comprendre le lien entre le régime communiste de Kim Jong Il, la République islamique de Mohammad Khatami et l'Irak baasiste de Saddam Hussein, ces deux derniers pays sortant par ailleurs d'une guerre particulièrement meurtrière quinze ans plus tôt. Mais outre l'aspect grossièrement réducteur de cette rhétorique, ce discours montre clairement une essentialisation de l'ennemi qui, réduit au Mal absolu par nature, se voit fermer tout droit de négocier, et même d'exister. Sa seule alternative devient alors la victoire ou la destruction. L'essentialisation conduit alors à une guerre d'éradication, car la destruction de l'ennemi devient « un objectif métaphysique » qui justifie donc l'emploi de tous les moyens possibles⁸⁴. En niant à l'ennemi son humanité, on s'autorise à employer tous les moyens pour le détruire.

Dans l'exemple syro-irakien, à travers le comportement des gouvernements de Bagdad et Damas, on constate que l'insurrection et la répression sont deux phénomènes qui se nourrissent l'un l'autre, alimentant un cycle de violence de plus en plus dur à enrayer. Ce

83 Les chiïtes sont minoritaires en Syrie, mais majoritaires en Irak.

84 Hervé Pierre « De la nécessité de l'ennemi » in *L'ennemi, Inflexions* n°28, 2015, p.14-15.

cycle, par la haine réciproque qu'il génère, conduit à l'essentialisation de l'ennemi. Celui-ci devient coupable — et donc cible — par nature, du simple fait de son appartenance à une communauté et non du fait de ses propres actes. En alimentant ce cycle de vengeance, une armée peut paradoxalement régénérer son propre ennemi par les dégâts qu'elle cause.

On observe d'autre part en Occident une forme de criminalisation de l'ennemi. Peinant à définir la notion de guerre, on se contente de traiter comme un criminel de droit commun un ennemi qui poursuit en réalité un objectif politique⁸⁵.

La criminalisation pose la difficile question du rapport à la guerre, partiellement exclue de la pensée intellectuelle française et européenne depuis les traumatismes de la Seconde Guerre mondiale et des guerres de décolonisations. Ainsi, on constate par exemple que les autorités françaises ne délivrent pas de croix de guerre à leurs soldats pour leurs actions au Levant face à Daech, mais des croix de la valeur militaire. Si cette distinction peut sembler anecdotique, les deux médailles constituant indifféremment des titres de guerre, elle est en réalité consubstantielle du refus même du mot de « guerre » dans l'imaginaire collectif européen, notamment au niveau politique⁸⁶ - même si celui-ci tend timidement à réapparaître. Malheureusement, le refus de nommer un phénomène, par crainte sans doute d'en faire l'apologie, ne provoque pas sa disparition, mais son incompréhension. Cette incompréhension n'aide pas à appréhender la mutation des modes de guerre. La criminalisation de l'ennemi peut par ailleurs exister également à l'échelle internationale : les Américains désignant ainsi souvent leurs ennemis comme « États-voyous », lorsqu'ils ne les essentialisent pas (« Axe du Mal »).

Le dernier phénomène qui a pu être observé lors de la guerre contre Daech est l'instrumentalisation de la menace. Le président Al-Assad, par exemple, a accordé une amnistie à de nombreux djihadistes en 2011. Si la majorité d'entre eux n'ont pas rejoint l'EI, mais plutôt des groupes rivaux, il n'en demeure pas moins que cette libération a accru la force des groupes djihadistes au détriment des autres groupes rebelles, plus facilement acceptables par l'Occident. Bachar Al-Assad a ainsi su utiliser cette menace pour se présenter comme la seule alternative au djihadisme. L'instrumentalisation n'est

85 Dans un article intitulé « La France en guerre ? », paru en 2018 dans l'ouvrage *Guerres et conflits armés au XXI^e siècle*, sous la direction de Benoît Pelopidas et Frédéric Ramel, Didier Bigo retrace les options prises par les gouvernements français successifs face à la menace terroriste depuis les années 1980. Il montre la difficulté et l'ambiguïté de mener à l'extérieur des opérations de guerre (sans utiliser ce terme) et de décrire les pratiques de violences politiques clandestines sur le territoire national en se contentant du vocable de « terrorisme ». Cela conduit à une tension entre la violence des attaques et le choix de la pénalisation des actions qui mène à une course permanente à l'adaptation législative. L'ennemi intérieur est donc « criminalisé » et l'ennemi extérieur « militarisé », alors qu'il s'agit en réalité des deux visages d'un même ennemi.

86 La croix de guerre a été instaurée en 1915 pour récompenser la bravoure des Poilus qui se distinguaient au front. Elle a connu trois versions : croix de guerre 1914-1918, croix de guerre 1939-1945 et croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs, décernée entre autres en Indochine et en Corée. En Algérie, le gouvernement n'acceptant pas le mot de guerre, créa la croix de la valeur militaire en 1956, valant également titre de guerre. Par la suite, la croix de guerre sera à nouveau attribuée lors de la guerre du Golfe de 1990-1991 et brièvement en Yougoslavie en 1999, les autres théâtres d'opérations n'étant ouverts qu'à la croix de la valeur militaire. Le poids du mot « guerre » est donc essentiel dans l'histoire de ces décorations et dans l'usage qui en est fait.

d'ailleurs pas uniquement liée à la menace. Elle peut également parfois être librement consentie dans le cadre de partenariats. Ainsi, les puissances (Russie, Iran, pays occidentaux) sont forcées de se reposer sur des « proxys », des groupes armés ou milices locales (les Kurdes, les milices chiïtes, le Hezbollah...) du fait de leur défaut de masse ou de leur faible volonté à s'engager massivement sur le terrain. Cette situation de guerre « par procuration » conduit à une forme d'instrumentalisation « à double action », la puissance qui fournit son soutien à un groupe armé pouvant partiellement réorienter les objectifs de celui-ci, mais ce groupe pouvant aussi utiliser le soutien fourni pour ses intérêts propres. Ce type d'engagement a donc ses limites et s'avère toujours délicat.

PARTIE 2 - AFFIRMER UN MODÈLE POLITIQUE ALTERNATIF : NIVEAU POLITICO-STRATÉGIQUE

Cette deuxième partie vise à explorer le champ politico-stratégique de la stratégie de l'État islamique, notamment sa capacité à construire un projet politique alternatif, à projeter la menace sur le territoire des puissances qui le combattent, et à développer une stratégie de communication redoutablement efficace.

2.1 Le projet politique

« Lors d'une réunion, le conseil de l'État islamique a décidé d'annoncer l'établissement du califat islamique et de désigner le cheikh djihadiste Al-Baghdadi calife des musulmans [...] Croyants, obéissez à votre calife et soutenez votre État qui devient plus fort de jour en jour grâce à Dieu [...] Vous n'avez aucune excuse pour ne pas soutenir ou vous rallier à ce calife, car le calife Ibrâhîm — que Dieu le garde — a parfaitement réuni toutes les conditions exigées par les maîtres pour le califat [...] Rejetez la démocratie, la laïcité, le nationalisme et autres ordures de l'Occident. L'Occident et l'Orient se soumettront à vous. »

Abou Mohammed Al-Adnani, porte-parole de Daech⁸⁷.

2.1.1 L'établissement d'un nouvel ordre

Dans une vidéo de propagande intitulée *Le choc des épées 4*, diffusée en juin 2014 par l'EIIL, on voit des djihadistes de différentes nationalités brûler leur passeport. Symboliquement, cet acte marque leur rupture avec leurs origines et leur pays, traduisant leur allégeance à un nouveau système politique. C'est la proclamation du califat par Abou Bakr Al-Baghdadi le 29 juin de la même année qui marque le projet politique du groupe : la construction d'un État inspiré des règles islamiques, d'obédience salafiste. Si l'État islamique ne dispose pas de reconnaissance internationale en tant qu'État et que son caractère « islamique » est contesté par de nombreuses autorités au sein de l'Islam, il n'en demeure pas moins qu'il dispose, de 2014 à 2017, des caractéristiques de l'État au sens wébérien : une administration capable d'appliquer des lois sur territoire donné en utilisant le monopole de la violence légitime⁸⁸. En ce sens, l'État islamique est davantage un État que nombre d'États reconnus par la communauté internationale, mais incapables dans les faits d'administrer leur territoire, comme certains États fragiles d'Afrique. L'aptitude à entrer en relation avec les autres États

⁸⁷ Al-Furqan Média, 29 juin 2014.

⁸⁸ Au début du XX^e siècle, Max Weber définit l'État comme « une entreprise politique de caractère institutionnel, lorsque et en tant que sa direction administrative revendique avec succès, dans l'application des règlements, le monopole de la contrainte physique légitime [...] à l'intérieur d'un territoire géographiquement déterminable ». *Economie et Société*, Collection Pocket Agora, 2003, p. 96 à 100.

étant cependant une condition à la définition d'un État selon la Convention de Montevideo de 1933 (article 1), on peut considérer l'État islamique comme un proto-État avancé, disposant de fonctions régaliennes sans reconnaissance internationale. Le proto-État mis en place par Daech est également bien plus avancé par exemple que l'État de Palestine (dont la reconnaissance par la communauté internationale n'est d'ailleurs pas unanime).

L'idée de sanctuarisation territoriale du djihad est pensée dans les écrits d'Abou Moussab Al-Souri⁸⁹ et sera reprise par Zarqaoui, qui pense le djihad irakien mûr pour la fondation d'un État islamique. Al-Qaïda et Daech ont une stratégie différente sur ce point : la première organisation affirme que la défaite de l'Occident est un préalable à la restauration de l'État islamique, tandis que la seconde pense à l'inverse que la refondation de celui-ci est un prérequis à la défaite de l'Occident.⁹⁰

Le mot « *dawla* » qu'emploie l'État islamique pour se nommer signifie en réalité « État », mais aussi « révolution » ou « dynastie ». En un sens, ce mot définit parfaitement l'organisation qui est à la fois étatique (administrant une population sur un territoire), mais aussi révolutionnaire puisqu'elle a vocation à bouleverser l'ordre établi pour imposer un ordre nouveau dicté par son idéologie salafiste. De même, elle souhaite s'inscrire en héritière des dynasties califales qui l'ont précédée, notamment les Abbassides. Or toutes les dynasties arabes ayant revendiqué l'autorité califale (Omeyyades, Abbassides, Fatimides), portaient le terme de *dawla* dans leur dénomination officielle⁹¹. Le mot Daech, quant à lui, est un acronyme de « *Al-Dawla Al-Islamiya fi Al-Irak wa Ash Sham* », « État islamique en Irak et au Levant », utilisé par les opposants au groupe et diffusé notamment par la chaîne saoudienne Al-Arabiya.

L'EI se présente comme une forme eschatologique de l'Islam radical : la fin du monde prochaine impose de définir les camps du Bien et du Mal, la séparation s'effectuant entre la religion révélée par le Prophète et toutes les autres croyances. Cette idée de fin du monde justifie la mise en place d'un projet totalitaire impliquant une purification religieuse⁹². Cette notion renvoie clairement à une forme d'essentialisation de l'ennemi. La double dimension de l'État islamique, politique (proto-étatique) et religieuse (dans l'affirmation du califat), est la raison de son succès initial dans le champ politico-stratégique⁹³.

Le projet politique de l'État islamique repose ainsi sur une volonté de transcender l'ancien ordre établi sans le renverser brutalement de l'État islamique — malgré un discours révolutionnaire. C'est en effet en s'appuyant sur le système ancien des clans

89 Abou Moussab Al-Souri, *Appel à la résistance islamique mondiale*, 2004.

90 Patrice Gourdin, « Daesh restaure le califat », in *Diploweb*, Février 2015, disponible sur <https://www.diploweb.com/daesh-restaure-le-Califat.html>.

91 Philippe Bannier, *L'État islamique et le bouleversement de l'ordre régional*, p.19.

92 Sébastien Duhaut, propos recueillis dans *La Croix*, 11 septembre 2014.

93 Thomas Flichy de la Neuville et Olivier Hanne, *L'État islamique, anatomie du nouveau Califat*, p. 94-95.

que l'organisation prétend à terme asseoir son autorité sur la loi divine supérieure. Daech a ainsi créé un « bureau des relations publiques » chargé de régler les différends entre clans et les problèmes internes aux clans à travers la médiation. L'organisation s'impose ainsi comme une autorité supérieure aux clans traditionnels, capable de les régenter. À terme, l'EI se voit comme un nouvel ordre censé supplanter celui des clans.

2.1.2 L'administration

Dans les faits, Daech parvient à mettre en place une administration de ses territoires lui permettant de percevoir des impôts, de jouer un rôle de police, de rendre justice (selon la *charia*), de lever des forces militaires, de faire fonctionner un minimum de services publics. Cette administration s'appuie sur les structures de l'État irakien que le groupe s'approprie (les bâtiments officiels dans les villes conquises ne sont pas détruits, mais réutilisés, les fonctionnaires sont rappelés au travail), sur l'expérience administrative que les cadres baasistes ralliés lui procurent et sur l'adhésion — au moins partielle — de nombreux clans sunnites. Ainsi, après la prise de Mossoul en 2014, les banques sont immédiatement remises en service. Daech ne mène pas une politique de destruction lors de ses conquêtes, mais cherche au contraire à rétablir une forme d'administration et de système économique fonctionnels. C'est pourquoi, en particulier pour les populations sunnites, lassées des années de guerre et des persécutions du régime, l'État islamique représente davantage l'ordre que le chaos. À Falloujah, Raqqa, Mossoul, les institutions fonctionnent. Falloujah, ville de la province d'Al-Anbar, à 60 km de Bagdad, prise en janvier 2014, devient même une sorte de modèle de mise en place d'un gouvernement local qui sera étendu par la suite aux autres villes. Le principe de base est la délégation du pouvoir à des acteurs locaux, ce qu'Al-Qaïda avait globalement peiné à faire. Ainsi, à Falloujah et à Mossoul, après la prise des villes, les combattants de l'EI se retirent aux périphéries des zones urbaines, laissant la gestion aux clans locaux, tout en restant conscients de la versatilité de la politique tribale⁹⁴. L'objectif visé est par la suite de passer d'une adhésion de circonstance des clans à une adhésion réelle. La conquête des villes par l'EI est ainsi globalement « pacifique », causant peu de destructions et instaurant un nouvel ordre, à l'inverse des reconquêtes successives des villes par l'armée irakienne et les milices chiites forcées de raser les villes à plus de 80%. L'administration repose sur une organisation territoriale décentralisée, articulée par *wilayat* (provinces), qui ne respectent pas toutes les anciennes frontières. La wilaya Al-Firat, « province de l'Euphrate », est ainsi symboliquement à cheval sur la province syrienne de Deir-Er-Zor et une partie province irakienne d'Al-Anbar. L'organisation repose sur un millier de cadres intermédiaires disposant d'une expérience militaire ou sécuritaire pour une population d'environ 8 millions de personnes au moment de l'expansion territoriale maximale.

94 Pierre-Jean Luizard, *Le piège Daech, L'État islamique ou le retour de l'Histoire*, p. 29.

Daech se repose sur une organisation souple, qui permet la fidélité des tribus sunnites. La structure centrale fixe les grandes directives, mais l'organisation est en pratique très décentralisée. Elle peut ainsi imposer son autorité aux clans traditionnels qui ont prêté allégeance, mais souhaitent conserver une autorité locale.

Durant toute la période territoriale, Al-Baghdadi, vit caché, entouré d'une garde rapprochée, n'utilise aucun moyen de communication moderne et s'habille sans distinction particulière. Son état-major clandestin est dispersé dans des villages. Le calife communique essentiellement par lettres avec ses émirs. Il n'existe pas de ministères au sens propre du terme, mais le pouvoir exécutif repose sur des délégués disposant d'une charge spécifique, pouvant traiter des prisonniers, de la sécurité, de l'économie ou de l'accueil des combattants étrangers⁹⁵. Il n'existe pas non plus de pouvoir législatif à proprement parler, la majorité des lois se fondant sur la charia — jurisprudence islamique classique, interprétée selon des règles hanbalites rigoristes. Il existe tout de même une assemblée consultative, nommée Majilis Ach Choura.

L'État islamique a su gagner le soutien des clans avec beaucoup de pragmatisme. La propagande de Daech montre ainsi d'anciens clans sunnites ennemis se repentir et rejoindre l'organisation. Cette repentance est généralement mise en scène dans une mosquée et précédée d'un sermon d'une autorité de l'EI. Ce pardon affiché permet de rallier nombre d'opposants. En juillet 2014 par exemple, 800 membres des milices Sahwa se sont publiquement repentis dans la province de Kirkouk. Ceux qui refusent ce ralliement, en revanche, sont considérés comme apostats et exécutés en cas de capture. Le pardon peut s'appliquer également à des membres de groupes rivaux. Ainsi, le 9 janvier 2014, après prise de Raqqa, l'EIIL reçoit l'allégeance massive de djihadistes d'Al-Nosra.

Après la conquête de Falloujah et de Mossoul, Al-Baghdadi accorde également son pardon général aux clans souhaitant rejoindre ses rangs. Il s'attire ainsi l'allégeance de nombreux chefs de clan. Ceux-ci peuvent choisir l'allégeance « au combat » qui suppose de participer à l'effort militaire en prenant les armes et en fournissant des hommes aptes au combat, selon un système de vassalité féodale. En contrepartie, Daech s'engage à fournir une assistance matérielle au clan : distribution d'armes, de munitions, entraînement militaire. Si le clan choisit en revanche une allégeance « simple », l'aide matérielle fournie est alors limitée à des denrées alimentaires ou des hydrocarbures⁹⁶.

Les clans restent cependant divisés entre eux et en leur sein. Ces divisions internes résultent cependant moins de choix individuels, comme on pourrait le penser en Occident, que d'une stratégie de conservation menée par les chefs de clans visant à

95 «Il senso da IS per lo stato», Emanuela Del Re, in *La strategia della Paura, Limes, Rivista italiana di geopolitica*, 2015.

96 Wassim Nasr, *État Islamique, le fait accompli*, p. 61-63.

saupoudrer des combattants dans l'ensemble des factions afin de s'assurer de pouvoir siéger au rang de vainqueur, quelle que soit l'issue de la guerre et d'assurer ainsi la survie du clan.

La présence de cadres et d'anciens officiers baasistes dans les rangs de l'organisation est structurante pour sa capacité à gérer et à administrer les territoires. Ainsi, l'ancien chef des opérations militaires de Daech, Abou Abdel Rahman Al-Bilaoui, a été officier dans l'armée irakienne, comme plusieurs gouverneurs (*émirs*) de provinces⁹⁷. De même, le commandant des provinces irakiennes qui commande aux gouverneurs, Abou Muslim Al-Turkmani, est un ancien général des services de renseignement. Abou Ali Al-Anbari, originaire de Mossoul et chef des opérations du groupe en Syrie, est un ancien officier de l'armée de Saddam Hussein⁹⁸. On trouve également Abou Salah, responsable des finances des provinces irakiennes, ancien général de l'armée de Saddam Hussein, sous le nom de Mu'afaq Mustafa Muhammad Al-Karmoush.

Héritage d'Al-Qaïda et des mouvements djihadistes clandestins, aucun émir, aucun commandant n'est indispensable au bon fonctionnement de l'organisation. À tous les niveaux, le chef peut être remplacé. Certains ont des successeurs désignés, d'autres un processus de désignation préparé. Les successions de chef peuvent donner lieu à des conflits internes, mais l'objectif visé est de pouvoir continuer la lutte même après la perte d'un leader important.

2.1.3 Le financement

Toute cette administration nécessite bien sûr un financement⁹⁹ qui passe par l'impôt et différentes taxes, mais également par de nombreux trafics dont la plupart des réseaux étaient déjà en place bien avant l'émergence de l'EI. Les revenus du groupe sont estimés en 2014 à 2,9 milliards de dollars annuels environ¹⁰⁰. Les hydrocarbures représentent une ressource importante, même s'ils ne constituent pas l'unique source de revenus du groupe. L'EI a ainsi contrôlé jusqu'à 60% des champs pétrolifères de Syrie et 10% des champs irakiens. En effet, l'annexion des zones pétrolifères des zones sunnites irakiennes, en particulier à l'ouest de Mossoul (Nadjmeh, Al-Qiyareh), à Tikrit et à Falloujah a permis de développer un trafic de pétrole important, représentant un peu moins de 40% du financement de l'organisation. Il peut être raffiné sur place, et sa contrebande utilise des réseaux souvent préexistants vers la Turquie, la Jordanie, le Kurdistan irakien ou l'Iran où il est vendu entre 25 et 40% du prix du marché. Il alimente aussi les besoins militaires, et peut être également distribué gratuitement ou

97 Jean-Pierre Perrin, « Al-Baghdadi, jihadiste invisible », *Libération*, 13 juin 2014.

98 Abdallah Suleiman Ali, Steffi Chakti, « ISIS gains from Iraqi military defectors », *Al Monitor*, 11 juin 2014.

99 « Pour les États-Unis, l'EI est plus qu'un groupe terroriste [...] Il allie idéologie et sophistication militaire. Il est incroyablement bien financé. Cela va au-delà de tout ce qu'il nous a été donné de voir », Chuck Hagel, secrétaire d'État américain à la défense, le 21 août 2014.

100 Patrick B. Johnston, *Countering ISIL's Financing*, RAND corporation, 2014.

vendu à bas prix à la population afin de renforcer son adhésion. On trouve aussi des revenus agricoles liés à la culture du blé, de l'orge ou du coton notamment dans les vallées du Tigre et de l'Euphrate : fin 2014, l'organisation contrôle ainsi 30% de la production de blé irakienne et 40% de la production d'orge, ce qui représente potentiellement plusieurs centaines de millions de dollars de revenus annuels¹⁰¹. Le financement est également assuré par des revenus liés à l'extraction des phosphates, du ciment, ainsi que des industries comme la production de béton¹⁰². Le butin saisi dans la ville de Mossoul représente également une recette importante pour le groupe estimée à plus de 300 millions d'euros en dollars et en lingots d'or. Un système de taxes de passage est aussi mis en place pour les convoyeurs de marchandises qui traversent le territoire. Des reçus sont d'ailleurs utilisés pour la collecte de ces taxes, pour éviter au convoyeur de payer deux fois et pour lutter contre le racket, preuve de la volonté d'administration du territoire. Les finances du groupe sont contrôlées par un organe nommé Bayt al-Maq, sorte de ministère des Finances. L'État islamique a même fait une tentative pour frapper sa propre monnaie¹⁰³. Il s'agit d'un symbole fort, pour s'imposer en tant qu'État comme pour respecter les principes coraniques selon lesquels seuls l'or et l'argent peuvent servir de monnaie d'échange. Mais le groupe n'a pas réussi à se défaire du système existant qu'il dénonce et reste contraint d'utiliser des monnaies locales irakiennes et syriennes et des dollars américains.

Le groupe utilise également le blanchiment d'argent à travers des prête-noms, notamment en Irak, en Turquie. Par exemple en 2017, des investissements ont été effectués dans une firme de drones, qui en plus de blanchir l'argent fournissait des pièces détachées. Les dons et transferts d'argent sont possibles également hors du système bancaire classique grâce au système du *hawala*¹⁰⁴. Dans la stratégie de survie du groupe, de l'argent a maintenant été partiellement réexpédié à l'étranger, notamment au Nigéria et au Sri Lanka¹⁰⁵. Le modèle économique est présenté à l'extérieur comme visant l'autosuffisance. Mais, en réalité, l'économie repose, dans une large part, sur les circuits transnationaux et clandestins. La politique de financement de l'État islamique repose sur une diversification maximale par opportunisme, mais aussi parce que celle-ci rend l'organisation moins vulnérable à la perte ou la réduction d'une de ses ressources.

101 Jean-Charles Brisard et Damien Martinez, *Islamic State: the economy-based terrorist funding*, 2014.

102 Financial Action Task Force, *Financing of the Terrorist Organisation Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL)*, février 2015

103 Dans une vidéo en anglais intitulée *The return of golden dinar* et diffusée en août 2015, le groupe annonce qu'il frappe sa propre monnaie en métaux précieux (or, argent, cuivre).

104 Le *hawala* est un système traditionnel de paiement informel. Il s'agit de faire circuler de l'argent dans un réseau d'agents de change de confiance. On donne de l'argent à un agent qui contacte l'agent le plus proche du destinataire en le chargeant de lui donner cette même somme. Le remboursement intervient plus tard ou est effectué lors d'un autre *hawala*. Ce système est extrêmement difficile à tracer, car il n'y a aucun transfert direct d'argent.

105 Entretien de l'auteur avec Matteo Puxton, mai 2019.

2.1.4 L'action sociale

L'État islamique met en place un programme de réhabilitation et de reconstruction d'infrastructures. Les routes remises en état, l'électricité est rétablie, les salaires versés. Il existe également un programme d'action sociale largement relayé par propagande notamment à travers la revue *Dabiq*. Les produits alimentaires souvent subventionnés, voire gratuits pour la population pauvre. Dans le projet politique du groupe — pour des raisons idéologiques et religieuses, mais probablement aussi pour s'assurer de l'adhésion de la population — on trouve une forme de redistribution des richesses, s'appuyant sur la *zakat* (aumône légale, troisième pilier de l'Islam) et la *sadaqa* (solidarité envers les nécessiteux)¹⁰⁶. Le groupe développe donc une forme d'action sociale comme ont pu mettre en place le Hamas dans la bande de Gaza ou le Hezbollah au Sud-Liban. Concrètement, cette redistribution se bâtit sur une collecte et une redistribution de vivres, d'eau et de bonbonnes de gaz. Ce système trouve un écho plutôt favorable dans la population sunnite. Le succès initial de l'EI ne réside donc pas tant dans ses capacités militaires que dans son aptitude à rallier les populations arabes sunnites, qui n'ont pas d'autre horizon politique.

Contrairement à l'armée américaine, à l'armée syrienne et même à l'armée irakienne, contrôlée par des chiites se livrant au racket, puis à des répressions massives des mouvements protestataires¹⁰⁷, Daech n'est pas vu comme une force d'occupation. Dans les villes qui passent sous son contrôle entre janvier et juin 2014 (Falloujah, Raqqa, Deir-er-Zor, Mossoul et Tikrit), l'État islamique transfère dès les premiers jours le pouvoir à des chefs de clans locaux, à qui revient la charge de gérer la ville. En échange, ceux-ci prêtent allégeance au groupe, ont interdiction d'utiliser d'autres emblèmes que ceux de l'EI et doivent respecter les lois imposées par l'organisation. À Falloujah en janvier 2014, puis dans de nombreuses villes, les djihadistes engagent une action particulièrement forte contre la corruption qui mine le pays. Les notables désignés comme corrompus sont exécutés comme à Mossoul, lors de décapitations et d'exécutions publiques médiatisées. La fin de l'impunité répandue sous l'ère Al-Maliki, ainsi que le rétablissement des services publics et que la réintroduction sur les marchés de produits ayant fait l'objet de pénuries spéculatives, la baisse du prix des denrées alimentaires basiques, vont être perçus de façon très positive par la population. Ainsi, à partir de juin 2014, Daech conquiert presque sans combat plus de trois quarts des zones arabes sunnites de l'Irak, dont la ville de Mossoul, deuxième ville du pays comptant plus de deux millions d'habitants.

106 Les règles de la *zakat* sont ainsi rappelées dans une vidéo diffusée par Al-Furqan lors du Ramadan 2015. La propagande met en avant la distribution d'hydrocarbures et de bonbonnes de gaz à Mossoul et Deir-er-Zor.

107 À Falloujah, Tikrit ou Mossoul, l'armée irakienne a répondu par des bombardements massifs à des manifestations pacifiques protestant contre la marginalisation politique de la communauté arabe sunnite. De même l'armée syrienne a brutalement réprimé les mouvements de protestations contre le pouvoir en 2011 et 2012. Les modes d'action de ces deux armées sont assez semblables : bombardements d'artillerie et largage de barils d'explosifs sur des quartiers d'habitation, des hôpitaux ou des écoles.

2.1.5 La répression

Cependant, toute contestation est interdite, les femmes doivent sortir voilées et les djihadistes se livrent à des exécutions publiques. Le mode de gouvernance repose finalement sur un mélange de « terreur et d'action sociale »¹⁰⁸. Aux côtés d'une solidarité affichée envers les plus pauvres, s'affiche ainsi une violence politique extrême¹⁰⁹. La *charte de l'État islamique en Irak et au Levant* décrit ces nouvelles règles sociales. Elle définit « l'exécution, la crucifixion, l'amputation des bras ou des jambes, l'exil » comme moyens légaux contre ceux qui s'opposent à la volonté divine.

Une police islamique, la *hisbah*, du nom de l'ancienne police abbasside chargée de la surveillance des marchés et des mœurs, est mise en place. Son rôle est tout à la fois celui d'une police d'ordre public — arrestation des voleurs, contrôle des marchandises — que celui d'une police politique et religieuse : contrôle de l'habit des femmes, vérification du jeûne du Ramadan, répressions des blasphémateurs. L'organisation de la *hisbah* est théoriquement décentralisée, chaque wilaya possédant sa propre police. Elle comporte aussi des unités féminines, les brigades *Al-Khansaa* — du nom d'une poétesse légendaire du VII^e siècle convertie à l'Islam — incluant de nombreuses recrues étrangères, souvent occidentales. Les méthodes de la *hisbah* sont particulièrement brutales, mais en un sens, pour une partie de la population, elle représente une forme d'ordre — même totalitaire, après des années d'oppression par le pouvoir de Bagdad. Des tribunaux islamiques sont mis en place dans les villes et des *qadis* (juges) ont été nommés parmi les djihadistes ayant suivi des études religieuses. Les sentences sont rendues d'après la charia, se fondant sur la jurisprudence islamique traditionnelle d'inspiration hanbalite et interprétée de façon particulièrement rigoriste. Les châtiments, généralement appliqués de façon publique afin de marquer les esprits, sont particulièrement durs : le vol est puni d'une main coupée, les traîtres — accusés de renseigner les troupes syriennes ou irakiennes — sont crucifiés. Le 12 décembre 2014, quatre hommes accusés de blasphème sont décapités devant les chefs tribaux à Homs. Les homosexuels sont également pourchassés et généralement tués par lapidation ou défenestration¹¹⁰.

L'EI veille aussi en permanence à maintenir la discipline dans ses rangs. Certains combattants ou émirs ont ainsi pu être sanctionnés suite à des affaires de discrimination ou de racket les concernant. Les tribunaux de Daech jugent en priorité les plaintes concernant leurs hommes afin de gagner la confiance des populations. Un émir égyptien a ainsi été limogé pour s'être moqué d'un vieillard dans une vidéo. Des combattants ont été crucifiés pour s'être livrés au racket de populations¹¹¹. Les exécutions sont généralement publiques pour marquer les esprits, l'objectif étant de servir d'exemple

108 Hélène Sallon : « La méthode EIIL en Syrie et en Irak : terreur et action sociale » in *le Monde*, 18 juin 2014.

109 Ainsi, le 1^{er} mai 2014, sept personnes sont crucifiées à Raqqa, publiquement, devant les enfants et les passants qui prennent la scène en photo, selon un rapport de l'ONU sur les exactions de l'EI daté du 16 septembre 2014.

110 Thomas Flichy de la Neuville et Olivier Hanne, *L'État islamique, anatomie du nouveau Califat*, p. 97-98.

111 Wassim Nasr, *État Islamique, le fait accompli*, p. 111-112.

aux autres djihadistes susceptibles de se livrer à de telles pratiques, tout en montrant à la population que les exactions commises par les combattants ne restent pas impunies.

Finalement, Daech apporte une forme d'ordre après le chaos et les contestations massives sont peu nombreuses. Le groupe combat tout de même quelques clans dont certains sont d'anciens membres des milices Sahwa, comme le clan Al-Jbour dans la région de Tikrit, qui soutient le gouvernement irakien. Quelques rébellions éclatent également, mais elles sont davantage dues à des problématiques très locales qu'à des questions idéologiques ou religieuses. Ainsi, en 2014 à Deir-er Zor, la tribu sunnite des Chaïtat, entre en rébellion contre Daech. Les motifs du conflit reposent alors essentiellement sur la question du trafic transfrontalier de cigarettes ainsi que sur le contrôle des champs pétroliers d'Al-Omar. En effet, en interdisant la consommation de tabac et en s'appropriant les champs pétroliers, l'EI prive la tribu de ses revenus traditionnels, ce qui provoque un soulèvement. La répression sera massive, les combattants de Daech assassinant en représailles 700 à 900 personnes en deux semaines, en 2014. Toutefois, là encore, le tableau mérite d'être nuancé, dans la mesure où, parmi les combattants de Daech commettant ces massacres, beaucoup sont eux-mêmes issus du clan Chaïtat. La position des clans sunnites dans la guerre n'est donc pas totalement tranchée ou exclusive. Après cet épisode cependant, nombre de membres de la tribu des Chaïtat rejoignent les Forces démocratiques syriennes pour combattre l'EI au côté des Kurdes ou des forces loyalistes syriennes, estimant devoir poursuivre une vengeance de sang¹¹².

Dans le système politique mis en place, l'éducation constitue également un secteur prioritaire pour former les futurs cadres du mouvement et participer à l'endoctrinement¹¹³. Les programmes sont épurés de nombreuses matières, dont la philosophie, l'histoire, la littérature, la musique ou le dessin. La volonté affichée est de rompre avec la modernité. Dans la même optique de renversement de l'ordre établi, des registres civils et des archives sont détruits¹¹⁴.

2.1.6 La confessionnalisation

Dans le projet politique de l'État islamique, les minorités religieuses sont traitées différemment selon leur religion. Les minorités considérées comme « adorateurs du Diable », comme les yézidis du Sindjar, ou polythéistes, sont massacrées, chassées ou réduites en esclavage — l'esclavage n'étant considéré comme illégal qu'entre musulmans. Les minorités musulmanes, notamment les chiites, sont directement ciblées par des attaques et les prisonniers chiites sont généralement abattus. Les fidèles de

112 Entretien de l'auteur avec Wassim Nasr, juin 2019.

113 L'éducation vise à créer une génération « pure » de djihadistes ayant été élevés loin de la corruption du monde occidental, Hélène Sallon, *L'État islamique de Mossoul, Histoire d'une entreprise totalitaire*, p. 209.

114 Rapport de l'Institute for the study of war (ISW), Charles Caris et Samuel Reynolds, « ISIS governance in Syria », in *Middle east security report n°22*, juillet 2014.

religions monothéistes considérées comme « gens du Livre » (historiquement les chrétiens, juifs et sabéens, mais aussi parfois les zoroastriens) se voient proposer la *dhimmitude*. Les options qui leur sont laissées sont les suivantes : la conversion à l'Islam, l'exil en laissant tous leurs biens et leurs terres à l'EI ou le statut de *dhimmis*¹¹⁵. En Syrie, le clergé chrétien négocie avec Daech et de nombreux chrétiens acceptent le statut de *dhimmis*, d'autres préfèrent l'exil. En Irak, les représentants des communautés chrétiennes ne sont pas unis et refusent de négocier. Ainsi, à Mossoul et dans la plaine de Ninive, les chrétiens sont massivement poussés à l'exode vers le Kurdistan et dépossédés de leurs biens¹¹⁶. Malgré leur statut de *dhimmis* (« protégés »), les chrétiens syriens sont cependant régulièrement pris en otage par Daech.

Alors que la guerre Iran-Irak de 1980 à 1988 n'avait pas conduit à une fracture majeure entre sunnites et chiites en Irak, contrairement à ce qu'espérait l'Iran, l'occupation américaine de 2003 à 2008 a engendré une véritable guerre confessionnelle, sur laquelle le projet politique de Daech a pu prospérer. Ainsi, l'État islamique se construit sur une double crise : celle des États — syrien et irakien — et celle des autorités religieuses, discréditées par leur incapacité à protéger les populations sunnites des sanglantes répressions des pouvoirs en place. Comme le montre l'histoire de l'idéologie djihadiste, l'émergence de Daech ne peut ainsi être réduite à des facteurs socio-économiques, qui même s'ils sont essentiels, se combinent en réalité à des considérations religieuses et politiques.

Daech s'est nourri et a, à son tour, alimenté la communautarisation de la scène politique syrienne¹¹⁷, irakienne et régionale, en s'appuyant sur les communautés sunnites réprimées par les pouvoirs de Damas et de Bagdad. Après avoir passé un accord de non-agression avec les clans kurdes d'Irak, l'organisation l'a rompu en juin 2014¹¹⁸. Ainsi, le groupe a été forcé de rester centré sur les zones arabes sunnites dans lesquelles il disposait d'un soutien actif de la population¹¹⁹. La prise de Bagdad, la capitale abbasside au fort poids symbolique est ainsi devenue impossible. La ville elle-même étant aux trois quarts chiite, la manœuvre opérative prévue consistait initialement à une prise en tenaille entre la province de Dyjala à l'est (avec appui ou au moins soutien passif des Kurdes) et celle d'Al-Anbar à l'ouest, grâce à l'appui des populations des camps de

115 Le 26 février 2014 est publié un document de Daech, portant la mention EI et non EIL, pourtant quatre mois avant la proclamation du califat. Ce document est un contrat entre les chrétiens de Raqqa et l'organisation. Ceux-ci reçoivent une assurance de sécurité à condition de respecter les lois de la *dhimmitude*. Il leur est interdit de construire ou restaurer des lieux de culte, de faire entendre des prières ou sonner des cloches, d'exhiber des croix ou des livres chrétiens, de montrer de signes religieux ou de se procurer des armes. Il leur faut payer la *djizia* — l'impôt lié à leur statut — deux fois par ans, se plier aux règles d'habillement — notamment les femmes — et respecter la charia. Cet accord peut être considéré comme un des premiers documents d'administration des territoires produit par Daech.

116 « Les chrétiens de Mossoul racontent leur expulsion, froide et implacable », Rémy Ourdan, in *Le Monde*, 24 juillet 2014.

117 La confessionnalisation de la guerre civile est un phénomène marquant de la révolte syrienne, selon François Burgat et Romain Caillet, *Pas de printemps pour la Syrie*, La Découverte, 2013.

118 Pierre-Jean Luizard, *Idid*, p.31.

119 Dans un article intitulé *Il Califfato, ovvero l'arrocchio sunnita in Siria*, Giovanni Parigi (in *La strategia della Paura, Limes, Rivista italiana di geopolitica n°11/15*, 2015) montre comment les sunnites irakiens n'ont eu d'autre issue politique que de s'associer à Daech.

réfugiés sunnites chassées de Bagdad par les milices chiites. Mais la caducité de l'accord de non-agression avec les Kurdes d'Irak met un terme à la possibilité de prendre Bagdad en étau tandis que les milices chiites, massivement mobilisées, se défendent farouchement au sud du pays¹²⁰. La prise de l'ancienne capitale abbasside semble finalement impossible. Daech se concentre alors sur l'homogénéisation de son territoire autour des zones arabes sunnites et lance dans le même temps une offensive contre les Kurdes au nord de l'Irak¹²¹.

La proclamation du califat en juin peut ainsi être lue également comme une réaction visant à donner à l'organisation une posture internationale alors qu'elle devient, sur le terrain, prisonnière de problématiques locales, ethniques et communautaires, au moment où elle se retrouve bloquée à la frontière des zones arabes sunnites. Paradoxalement, c'est donc quand le territoire de l'EI semble avoir atteint ses limites, révélant que sa force repose sur la problématique locale des clans sunnites, qu'est proclamé le califat. On peut y voir la volonté d'Al-Baghdadi de donner une dimension globale à son action par un message universaliste au moment même où les questions locales viennent stopper son expansion. Cette décision a pu être également motivée par la volonté de s'imposer comme leader global du djihad en bloquant toute initiative des groupes rivaux, notamment Al-Qaïda avec laquelle il est en conflit, en Syrie, à travers Al-Nosra. La proclamation du califat est aussi un symbole fort qui participe à la propagande du groupe et attire de nombreux combattants étrangers. Il concrétise enfin la construction d'un État transnational et une abolition symbolique de la frontière syro-irakienne, c'est-à-dire un refus des normes étatiques considérées comme imposées par l'Occident. Le projet politique de l'État islamique comporte donc une tension forte entre une logique locale reposant sur une base originelle arabe sunnite territorialisée et un discours universaliste et mondial. En sachant jouer exploiter et dépasser ces deux logiques, l'organisation fait preuve d'un sens politique aigu donnant tout à la fois une portée globale à des problématiques locales et un ancrage local à un message global.

Pour une partie des clans arabes sunnites, les combattants de Daech ont su s'imposer comme des libérateurs et des vengeurs après les humiliations subies. Le soutien populaire a toujours été vital pour une insurrection. Les chefs djihadistes, qui ont lu Mao, le savent pertinemment. Par la contrainte, l'intérêt, l'idéologie ou la fascination, ils parviennent à s'assurer le soutien des populations sous leur contrôle. Ainsi, malgré les opérations psychologiques de grande ampleur mises en œuvre par la coalition lors de la reprise des grandes villes — Mossoul, Raqqa, Falloudjah — aucun soulèvement massif de population n'a lieu. Toutes ces villes prises facilement et avec peu de destruction par les djihadistes sont « libérées » en plusieurs mois après avoir été systématiquement rasées par les combats. Les modes d'action tactiques employés et le fanatisme des

120 Entretien de l'auteur avec Wassim Nasr en juin 2019.

121 Il faut se garder d'une vision occidentale parfois monolithique des Kurdes. Ceux-ci sont en réalité divisés en de nombreuses factions et de plus, les Kurdes sont très présents au sein de l'État islamique. La moitié des combattants de Daech qui assiègent Kobané sont ainsi eux-mêmes des Kurdes.

défenseurs ne suffisent pas à expliquer cette différence. La clé est bien le soutien apporté — par adhésion ou par contrainte — par la population aux djihadistes dans la prise, puis la défense des villes¹²².

À partir de la fin 2014, lorsque l'EI renonce à conquérir les régions kurdes et chiites en Irak, le territoire transnational de l'EI prend finalement en compte sur le terrain les frontières communautaires de façon réaliste, ce qui constitue une rupture avec les États hérités de la fin de la période mandataire.

2.1.7 *L'intégration des combattants étrangers*

L'État islamique développe en outre une politique d'immigration visant à attirer des étrangers. Dans son message de Ramadan, Al-Baghdadi appelle à la *Hidjra*, l'immigration, mot faisant également référence à l'*Hégire*, le départ du Prophète vers Médine. La propagande porte aussi sur le thème de l'immigration de combattants étrangers¹²³.

Daech réussit ainsi à provoquer un afflux massif de combattants étrangers¹²⁴. On estime à un tiers le nombre de combattants non issus du théâtre syro-irakien. On trouve plus de quatre-vingts nationalités différentes au sein de l'État islamique. Dès 2015, les volontaires français partis en Syrie naviguent souvent entre plusieurs groupes parmi lesquels Al-Nosra, l'EI et d'autres groupes de moindre importance. Les groupes, mêmes rivaux, affichent une certaine porosité, certains combattants passant de l'un à l'autre. De même, des trafics d'armes sont avérés entre des groupes pourtant rivaux dans les combats. Au sein de l'EI, les volontaires étrangers sont pris en compte par l'*Amiyat*, service de renseignement chargé de la sûreté du territoire, de la projection à l'extérieur — planification et conduite d'attentats hors du théâtre syro-irakien, notamment en Occident, et du contrôle des combattants étrangers. Le schéma rapporté par les étrangers ayant rejoint le groupe est toujours le même : un contrôle à l'arrivée durant au minimum trois jours, parfois plus. Les candidats au djihad sont alors interrogés sur leurs motivations, les raisons de leur départ et ce qu'ils veulent faire au sein de l'organisation. Leur identité et leur passé sont vérifiés. Par la suite, ils sont envoyés dans un premier camp d'entraînement où ils suivent une formation basique comportant essentiellement des exercices physiques et des séances d'endoctrinement. Cette phase est sélective et vise avant tout à observer les comportements et les aptitudes de chacun afin d'éliminer

122 Entretien de l'auteur avec Wassim Nasr en juin 2014.

123 Une série de vidéos intitulée « *Lettres des terres des batailles épiques* » relate ainsi dans l'un de ses épisodes l'hospitalité d'une famille djihadiste à l'égard d'une famille étrangère arrivant du Kazakhstan. Dans une autre vidéo nommée « *Djihad 5 étoiles* », des djihadistes et leurs familles occupent des villas confisquées aux notables et officiers du régime syrien. Le premier numéro de la revue *Dar Al-Islam*, en français affirme également : « Le califat a fait revivre la notion de terre d'Islam alors que la terre étouffait sous le poids de l'idolâtrie, des lois humaines, de l'injustice et des péchés des hommes. Aujourd'hui il existe un lieu de refuge pour les opprimés parmi les hommes et les femmes qui proclament l'unicité d'Allah ».

124 Les djihadistes français se radicalisent essentiellement via les réseaux sociaux selon Philippe Bannier, « Les djihadistes français et belges en Syrie : trajectoires communes et spécificités », Institut MEDEA, 18 juin 2014.

les plus faibles et les moins radicaux avant le début de la formation militaire à proprement parler. Une fois cette étape passée, les candidats au djihad sont envoyés vers un deuxième camp où ils reçoivent une formation militaire pendant généralement un mois — parfois davantage selon leur spécialité. Ils sont ensuite affectés dans des unités : les kamikazes (regroupés en unités), les combattants, les services, les bureaux, la logistique... Les Français qui se font particulièrement remarquer lors de ces phases de formation intègrent la structure de l'*Amiyat*. Ils sont alors initialement affectés à la garde de prisonniers, ce qui permet de les former et de les conditionner psychologiquement à la détention et l'exécution d'otages, à l'interrogatoire et au contre-espionnage, avant d'être sélectionnés pour être renvoyés en Europe commettre des attentats¹²⁵.

Au sein de l'organisation, les djihadistes d'origine européenne sont souvent considérés comme indisciplinés et peu formés au combat. D'autre part, leur faible maîtrise de la langue arabe les handicape souvent, limitant leur action à des tâches annexes. Ils sont donc essentiellement employés à la garde de prisonniers et à la torture. Cela permet à l'EI de communiquer sur leur présence notamment dans les vidéos d'exécution de prisonniers afin de sidérer les opinions publiques occidentales qui voient leurs propres ressortissants pratiquer ces exécutions. De plus, ces pratiques servent également à former et à sélectionner ceux qui pourraient être renvoyés dans leur pays d'origine afin d'y commettre des attentats et des prises d'otages. Les Arabes, quant à eux, sont nombreux à avoir une expérience « opérationnelle », due à leur service militaire, à leur ancienne position dans l'armée irakienne ou à leur expérience de combat dans le djihad¹²⁶. Beaucoup d'entre eux servent donc comme cadres dans l'organisation. D'autres ont acquis des savoir-faire dans des contextes différents, à l'image d'Omar Al-Shishani — Omar le Tchétchène, qui a combattu les Russes en tant que sous-officier dans une unité de reconnaissance de l'armée géorgienne en 2008. Al-Shishani sera émir du front nord de la Syrie, puis succédera à Al-Bilaoui à la tête des opérations militaires de l'EI.

L'État islamique a également été capable de rallier de nombreux mouvements djihadistes, reposant pourtant parfois sur des logiques extrêmement locales, en utilisant une propagande forte et en mettant en avant la proclamation du califat et sa territorialisation¹²⁷.

125 Entretien de l'auteur avec Matteo Puxton en mai 2019.

126 Philippe Bannier, *L'État islamique et le bouleversement de l'ordre régional*, p.73-74.

127 Yossef Bodansky, « After Ossama Bin Laden and in the aftermath of the Khorasan Pledge », in *ISPSW Strategy Series*, 2015.

2.2 La projection de la menace

2.2.1 Le terrorisme comme outil de projection de la menace

Afin d'élargir le champ de bataille hors de la zone syro-irakienne, l'EI s'est montré capable de projeter la violence en frappant par des attentats les territoires de ses ennemis à tout moment, générant ainsi un sentiment de permanence et d'ubiquité de la menace. Pour cela, l'organisation a fait usage de modes d'action terroristes planifiés — avec infiltration clandestine d'un commando chargé d'une mission précise — ou d'opportunité, d'inspiration — en s'appuyant sur les actions décentralisées et non commandées de citoyens radicalisés par sa propre propagande¹²⁸. À travers ces modes d'action, il démontre une véritable capacité à exporter la peur en frappant les esprits de la population, associée à un des piliers de la « trinité remarquable » de Clausewitz¹²⁹, afin de saper la volonté de combattre des États occidentaux. Le terrorisme est ainsi, selon David Galula, un raccourci à la guerre révolutionnaire telle qu'elle était pensée dans le modèle communiste. Ce mode d'action permet en effet de s'affranchir des étapes de création d'un parti politique et de constitution d'un front uni autour d'une cause présentée dans le modèle maoïste¹³⁰. En s'inscrivant directement dans la violence, le mouvement terroriste est plus difficile à appréhender pour ses adversaires. Toutefois, David Galula note également que le terrorisme est une arme à double tranchant, car celui qui en use peut s'aliéner la population. Alors que le modèle de guerre de libération prôné par les fondateurs du FLN algérien — notamment Mohammed Boudiaf, pensait le terrorisme comme une phase préalable à la guérilla, l'État islamique emploie les deux simultanément et continue même à employer le premier alors que son proto-État est déjà constitué et qu'il mène parallèlement des actions de combat plus régulières. Il faut y voir sans doute l'idée que, contrairement aux penseurs du FLN, Daech a un objectif révolutionnaire bien plus lointain que la constitution d'un État : la défaite finale de l'Occident et le renversement total de l'ordre mondial. Au cours de la guerre d'Algérie cependant, terrorisme urbain et guérilla rurale avaient déjà cohabité, les modes étant différenciés selon les secteurs géographiques¹³¹.

Au sein de l'EI, la mission de planifier et conduire les attentats est confiée à l'*Amiyat*, l'organe de sécurité et de renseignement de Daech, également en charge de la projection à l'extérieur du théâtre syro-irakien. La direction de cet organe de sécurité et de renseignement semble essentiellement implantée au cœur de Raqqa, dans une installation souterraine où auraient été détenus les otages et prisonniers les plus importants. Le profil des personnes commettant des attentats en Occident semble

128 Marc Hecker, « 137 nuances de terrorisme. Les djihadistes de France face à la justice. » *Focus stratégique* n°79, IFRI, avril 2018.

129 Carl von Clausewitz, *De la guerre*.

130 *Contre insurrection, théorie et pratique* de David Galula, aux éditions Economica, 2008, première édition en 1963, p.89-94.

131 Roger Trinquier, *La guerre moderne*, Economica, 2008, première édition en 1961, p. 21.

évoluer (cette remarque est fondée sur l'étude des projets d'attentats ayant abouti). En effet, jusqu'en 2015, les profils des terroristes agissant hors du théâtre syro-irakien semblent être ceux de combattants aguerris et entraînés, partis faire le djihad depuis longtemps. Il y a ensuite un tournant au premier semestre 2015. Les vétérans sont en effet remplacés par des volontaires qui viennent d'arriver sur le territoire et sont renvoyés en Occident pour commettre des attentats après seulement deux ou trois jours de formation. Ce changement de stratégie ne semble initialement pas porter de résultats concrets au vu des faibles bilans de ces attentats — à l'exception toutefois de celui du 14 juillet 2016 à Nice. Cependant, avec du recul, il n'est pas interdit de penser que ce choix d'envoyer en masse des personnes peu formées visait en réalité à saturer les services de sécurités occidentaux — notamment français et belge, afin de permettre dans le même temps l'infiltration de commandos beaucoup plus aguerris et déterminés comme celui qui frappe au Bataclan le 13 novembre 2015, provoquant un bilan particulièrement terrible et meurtrier. Après 2015, et probablement en partie grâce à la performance des services étatiques et au partage du renseignement qui rendent difficiles les attentats massifs planifiés de l'étranger, les actions terroristes relèvent davantage du terrorisme d'inspiration, c'est-à-dire d'actions non planifiées depuis la zone syro-irakienne mais simplement inspirées par la propagande et sur lesquelles le groupe n'a en réalité aucun contrôle. Les terroristes sont alors de personnes ayant un lien très ténu avec l'organisation qui décide de passer à l'acte après un conditionnement psychologique par la rhétorique du groupe. Les attentats sont ensuite revendiqués par le groupe après vérification que les terroristes se revendiquent bien de l'EI (généralement à travers une vidéo d'allégeance) et de leur « moralité » (selon les critères du groupe). Ce mode d'action ne permet ni de contrôler réellement les individus, ni de désigner précisément des cibles ou de mettre en œuvre de moyens lourds, mais il présente l'avantage tactique d'être beaucoup moins lisible pour les services de renseignement et de ne pas sacrifier de combattants aguerris qui, à cette période, devenaient précieux sur le théâtre syro-irakien¹³². Aujourd'hui, avec les vagues de retours de djihadistes en Occident, il n'est pas possible d'exclure que quelques agents dormants puissent être revenus sur les territoires métropolitains avec l'intention de commettre des attentats dans l'avenir.

Une des nouveautés de l'État islamique par rapport à ses prédécesseurs est ainsi la capacité à générer un terrorisme d'inspiration sur le territoire de ses ennemis. Sans avoir forcément à former et conditionner des kamikazes dans des camps d'entraînement, Daech a été capable de retourner des ressortissants occidentaux contre leur propre pays en les poussant à commettre des attentats. Ce mode d'action a été théorisé par Abou Moussab Al-Souri¹³³. Il prône en effet la démocratisation du djihad en tant que stratégie, se différenciant ainsi de la position traditionnelle d'Al-Qaïda — organisation à laquelle il est pourtant lié — qui défend l'idée d'un djihad « élitiste », destiné aux gens instruits et éduqués. Al-Souri refuse les structures centralisées et

132 Entretien de l'auteur avec Matteo Puxton, mai 2019.

133 Abou Moussab Al Souri, *Appel à la résistance islamique mondiale*, 2004.

pyramidales d'Al-Qaïda et préconise un djihad individuel mené par des individus radicalisés, agissant de façon imprévisible, ce qui serait un gage d'efficacité¹³⁴.

La projection du terrorisme traduit également la globalisation du djihad. Les attaques terroristes visant des touristes occidentaux en Tunisie par exemple — musée du Bardo en mars 2015 et Sousse en juin 2015 — sont perpétrées par des Tunisiens affiliés à l'EI et entraînés en Libye. La Tunisie est par ailleurs une l'un des premiers pourvoyeurs de combattants étrangers sur le théâtre syro-irakien. L'émergence de l'EI en Tunisie montre aussi une rupture avec les groupes salafo-djihadistes locaux, affiliés à *Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)* qui ciblaient traditionnellement les forces de sécurité tunisiennes. L'EI cherche sans doute à diffuser la menace en visant les touristes étrangers. L'idée est d'obtenir un effet de levier en provoquant la fuite des touristes et des investisseurs. En générant des coûts directs et indirects et en provoquant une réaction sécuritaire, Daech vise la déstabilisation de l'État tunisien. En effet, si le terrorisme a un effet de déstabilisation limité sur les grandes puissances occidentales — la vie politique évoluant peu, sa portée sur des États fragiles, couplée à des problématiques locales, peut s'avérer cependant destructrice.

2.2.2 La justification idéologique du terrorisme

Le terrorisme employé par l'EI est une action violente dont les effets psychologiques sont hors de proportion avec les réalités purement physiques, c'est-à-dire les dégâts réels causés, comme l'écrivait Raymond Aron. Dans la logique de Daech, il se justifie par l'idée de responsabilité collective. En effet, niant l'idée de liberté individuelle, et donc de responsabilité individuelle, les penseurs du djihad affirment que l'individu n'a d'existence que par la communauté à laquelle il appartient. Il est donc moralement responsable, non pas de ses propres actes, mais de ceux de sa communauté dans son ensemble. Ainsi, selon cette logique, un Français vivant à Paris est tout aussi responsable des frappes en Irak que le pilote de chasse qui les réalise ou que le président qui les décide — celui-ci étant de plus élu par le peuple français. De même, un chiite vivant paisiblement dans son village irakien peut être tenu pour responsable des actes de guerres du Hezbollah ou des milices chiites. Ainsi, pour les djihadistes, il n'y a pas de problème éthique à frapper ceux que d'autres morales peuvent considérer comme « innocents » (les non-combattants, les femmes, les enfants, les vieillards). Cette vision s'inscrit pleinement dans leur forme d'essentialisation de l'ennemi. La logique du martyr qui permet elle aussi la mise en œuvre de la grande majorité des actions terroristes, ressort elle aussi de cette vision de l'individu n'existant qu'au sein du groupe. La vie humaine, y compris celle de ses propres combattants, n'a de prix que dans la mesure où elle sert la communauté. Un kamikaze qui se fait sauter en servant la cause

134 Etienne Dupuis, « Les théoriciens de l'État islamique » in *le Temps*, 2 septembre 2014.

de l'organisation répond à cette logique¹³⁵. De plus, une récompense lui est promise dans l'au-delà à la mesure de la part qu'il aura pris au combat.

Pour s'infiltrer, le terroriste peut tromper son adversaire en adoptant des comportements ne répondant pas à son devoir de bon musulman selon la vision salafodjihadiste : il peut raser sa barbe, boire de l'alcool, voire cacher ou renier sa foi. L'argument juridique utilisé par les djihadistes est celui de la *taqiya* - dissimulation. Celui-ci s'appuie sur une interprétation coranique initialement développée par les chiites pour se protéger des persécutions abbassides, notamment sous le règne du calife Al-Mansur au VIII^e siècle. La *taqiya* constituait alors une autorisation pour le fidèle de dissimuler sa foi, mais uniquement dans le cas où sa propre vie était en danger. Elle sera reprise au XV^e siècle par les musulmans — sunnites — d'Al-Andalus pour échapper aux persécutions et aux conversions forcées qui ont suivies la *Reconquista*. Dans les années 1990, les penseurs djihadistes utiliseront comme principe offensif ce concept pensé initialement comme un principe de sauvegarde. Le combattant est alors autorisé à dissimuler sa foi pour emporter la victoire¹³⁶. La *taqiya* devient ainsi un principe de dissimulation à des fins d'infiltration offensive et non plus de sauvegarde.

2.2.3 Les allégeances, moyen de diffusion et d'expansion de la menace

La projection de la menace passe également par l'allégeance d'autres groupes djihadistes à travers le monde, de l'Afrique à l'Asie, comme Boko Haram qui prêche l'allégeance début 2015, rendant son ralliement public sur Twitter. La proclamation du califat donne à ce titre une grande légitimité à l'État islamique comme autorité tutélaire du djihad. Les conditions pour accepter une allégeance cependant sont souvent très strictes et l'État islamique peut exiger une modification des tactiques militaires ou même un remplacement des émirs. En échange, les aides militaires et financières fournies par Daech, notamment sous forme de conseils tactiques et techniques à distance et de transferts de fonds, sont importantes.

Par le biais de ces allégeances, l'État islamique essaime ainsi à travers le monde, obtenant des relais dans de nombreuses régions en crise¹³⁷. Alors que le monde a les yeux rivés sur le Levant, le champ de bataille semble s'élargir à la Libye, au Sahel, au bassin du lac Tchad, ou à l'Asie méridionale. Si nombre des groupes qui rejoignent l'EI existaient depuis longtemps et constituaient déjà une menace ancienne au sein des États de leur région, leur ralliement à Daech leur permet généralement de gagner très rapidement des financements, des compétences techniques et tactiques plus poussées,

135 Dans *Guerre et stratégie au XXI^e siècle* (p.229), Christian Malis insiste sur la puissance destructrice de l'individu générée par les modes d'actions terroristes. Il compare le terroriste kamikaze à un missile de précision du pauvre. En frappant une cible au cœur d'un dispositif, il permet en effet de projeter la menace sur les arrières de l'ennemi.

136 Entretien de l'auteur avec Olivier Hanne, mai 2019.

137 Georges Malbrunot, « La nouvelle dynamique du djihadisme international », in *Diplomatie* n°77, novembre-décembre 2015.

ainsi qu'une légitimité idéologique dans le monde du djihad et une visibilité internationale. La force de l'État islamique repose ainsi, dans sa gestion des allégeances internationales comme dans sa stratégie politique sur le territoire syro-irakien, sur sa capacité à coupler intimement les problématiques locales et globales. À la manière de la doctrine marxiste au XX^e siècle, l'idéologie du groupe lui permet de donner à des luttes souvent anciennes et extrêmement localisées la portée d'un combat mondial et eschatologique. Ce faisant, il ancre dans le même temps son message politique et religieux à des réalités concrètes sur des territoires bien définis, ce qu'Al-Qaïda peinait à faire.

2.3 Le djihad médiatique

« Voici que l'étincelle s'est allumée en Irak, et s'il plaît à Dieu, ses flammes brûleront tant que ne se consumeront pas les armées croisées à Dabiq. »
Abou Moussa Al-Zarqaoui, 11 septembre 2004¹³⁸

2.3.1 La guerre informationnelle

Daech a su mener une véritable guerre de l'information et combattre dans le champ des perceptions, c'est-à-dire modifier les représentations collectives que l'on a de son action et de sa nature. Il s'est appuyé pour cela sur des outils de propagande particulièrement efficaces. Le groupe a en effet construit un récit puissant, structuré et efficace, opposé à celui de l'Occident et combattant ses principes. Il utilise des images fortes mettant en avant la décadence supposée de l'Occident et le mythe du califat abbasside, en donnant l'image d'un Islam persécuté qui prendrait sa revanche. Il a su aussi exploiter les conjonctures sociales et économiques, construisant une idéologie aussi percutante que celle du marxisme au XX^e siècle. Dans l'imaginaire que l'organisation véhicule, le djihad d'Al-Qaïda, prôné par un vieillard terré au fond d'une grotte afghane et réservé à une élite éduquée, est devenu celui du califat épique et glorieux, celui de combattants invincibles luttant pied à pied pour la conquête de leur territoire et pour la victoire finale des nouveaux opprimés que seraient les musulmans. Cette révolution de l'image explique qu'à la différence d'Al-Qaïda, l'État islamique a réussi à rallier des partisans dans le monde entier, y compris au cœur des sociétés occidentales. La conversion au rigorisme et la participation au djihad est pour l'Occidental décadent une forme d'absolution qui permet de se faire pardonner ses fautes¹³⁹. La communication du

138 Abou Moussa Al-Zarqaoui est le chef d'*Al Qaïda en Mésopotamie* (la branche irakienne de l'organisation) de 2004 à sa mort en 2006. Après sa mort, les combattants de son organisation seront rapidement absorbés par le jeune *État islamique d'Irak*. Pour la filiation entre Al-Zarqaoui et Daech, voir paragraphe 1.1. La référence à Dabiq, bataille mythique de l'eschatologie islamique qui, selon un *hadith* d'Abu Huraira, rapportant une communication orale du Prophète, doit voir la défaite des Romains, c'est-à-dire des Occidentaux, reste très présente dans la propagande de l'organisation, au point que sa revue de propagande à destination des publics occidentaux portera le nom de cette bataille.

139 François Burgat et Romain Caillet, « Une guérilla islamiste ? », *Les carnets de l'IREMAM*, 16/10/2013.

groupe vers les publics occidentaux repose sur des messages simples et la promesse du salut pour qui le rejoindra¹⁴⁰. Daech parvient ainsi à attirer des combattants de plus de quatre-vingts nationalités différentes, dont une majorité issue des pays arabes et des centaines d'Européens¹⁴¹.

La propagande de Daech est souvent perçue comme exclusivement destinée aux pays occidentaux, mais il existe en réalité également une communication visant directement les populations syro-irakiennes. Celle-ci s'appuie sur les problématiques locales pour légitimer son action, comme l'injustice et la répression des gouvernements de Bagdad et de Damas vis-à-vis des sunnites, la corruption des pouvoirs centraux ou des autorités locales. La communication repose sur deux piliers essentiels : la stratégie d'adhésion montrant un État fonctionnel et puissant, et la stratégie de la terreur, visant l'anéantissement des oppositions¹⁴².

De même, les succès militaires de Daech durant l'été 2014 sont largement exploités par la propagande. En Syrie, des centaines de combattants d'Al-Nosra ont choisi de rejoindre l'EI auréolé d'une image victorieuse et du prestige califal¹⁴³.

L'action de la propagande a souvent tendance à « écraser » les niveaux stratégiques, opératifs et tactiques. En effet, même les petites actions tactiques, sans réelle portée opérative, sont largement exploitées en communication. Leur portée peut alors devenir stratégique dans le « champ des perceptions », car elle donne l'impression de l'avancée inexorable de l'État islamique, démoralisant largement ses adversaires, même lorsque la réalité opérative est toute autre sur le terrain. Ainsi, le djihad médiatique en faisant résonner de petites victoires parfois insignifiantes et en effaçant les défaites, tord la réalité perçue par l'opinion et renforce artificiellement la puissance du groupe dans l'esprit de ses ennemis. Ainsi, en avril 2015, alors que l'organisation est mise à mal et subit des défaites et de lourdes pertes, sa communication se concentre sur les combats autour de la raffinerie de Baji, à proximité de Tikrit, même si l'objectif est de moindre importance stratégique¹⁴⁴.

Mais la propagande peut également aveugler le groupe lui-même. En effet, après avoir largement communiqué sur les combats à Kobané contre les Kurdes en 2014 et érigé la ville en symbole, Daech y subit de très lourdes pertes sur ses regroupements de forces, suite aux bombardements de la coalition. Elle devient alors « prisonnière » au niveau stratégique de l'objectif symbolique qu'elle s'était fixée et s'acharne à tenter de prendre la ville, en modifiant cette fois ses tactiques et en dispersant davantage ses troupes¹⁴⁵.

140 Philippe-Joseph Salazar, *Paroles armées, Comprendre et combattre la propagande terroriste*.

141 Rapport du Soufan Group « Foreign fighters in Syria », 2 juin 2014.

142 *La guerre informationnelle de l'État islamique*, École de guerre économique, 2015.

143 Samuel Laurent sur *Radio Vatican*, 10 septembre 2014.

144 Laurent Touchard, *Organisation tactique et méthodes de combat de l'État islamique*, p. 3-4.

145 *Ibid*, p. 11.

Quelle que soit la valeur tactique de l'objectif, lui donner symboliquement une valeur stratégique à travers la propagande est donc une action à double tranchant.

2.3.2 Les représentations historiques et religieuses

La communication de l'organisation est capable de s'appuyer sur des références historiques et de développer une stratégie fondée sur des moyens modernes et sur l'usage des réseaux sociaux. Les représentations historiques sont en effet très présentes dans la propagande de Daech. Ainsi, Al-Baghdadi désigne comme « safavide »¹⁴⁶ le gouvernement d'Al-Maliki, faisant référence à l'histoire perse. Dans la communication du groupe, l'État irakien est quant à lui présenté comme une construction occidentale liée aux accords Sykes-Picot, ni réformable, ni gouvernable. La propagande sur les frontières « coloniales » des États de la région est ainsi très importante. En juin 2014 est ainsi publiée sur Twitter la première photo d'une série¹⁴⁷ montrant l'effacement de la frontière syro-irakienne à Yaaroubiya. Les images montrent un bulldozer détruisant un mur de sable, tandis qu'un combattant brandit le drapeau noir du califat. Cette communication vise à dénoncer dans le même temps l'Occident, accusé de régenter le Levant, et les États arabes, présentés comme des créations du colonialisme — idées récurrentes depuis les Frères musulmans. Ce reportage photographique a également un autre niveau de lecture : dans un contexte de confrontation avec Al-Qaïda — à travers Al-Nosra — sur le théâtre syrien, elle réfute l'argument d'Al-Zawahiri qui demande à Al-Baghdadi de se retirer de Syrie, en montrant que cette séparation géographique sur laquelle se fonde l'émir d'Al-Qaïda n'est qu'une création occidentale artificielle.

La guerre de l'influence passe aussi par l'appropriation de symboles historiques et religieux puissants¹⁴⁸. Ainsi, le drapeau noir de l'organisation - couleur déjà adoptée par d'autres groupes djihadistes, portant le sceau de Mahomet en son centre, est une référence forte à ceux arborés lors de la révolution de 750 qui remplace les Omeyyades par les Abbassides. La scène décrite à l'époque par Al-Tabarî (832-923)¹⁴⁹ ressemble en effet à s'y méprendre à celle qui a eu lieu à Mossoul en juin 2014, lors de la proclamation du califat. Le nouveau calife abbasside, Al-Saffâh (750-754), avait ainsi à l'époque été accueilli dans la mosquée de Bagdad au cri de « *Allâh akbar* » par une foule vêtue de noir et portant des drapeaux noirs. Comme Al-Baghdadi près de treize siècles plus tard, il

146 La dynastie safavide est celle qui impose la religion chiite au monde perse au tournant du XVI^e siècle. Cette référence n'est pas propre aux djihadistes, le roi Abdallah de Jordanie brandissant par exemple la menace d'un « projet safavide de domination du croissant chiite » pour traduire le fait que l'Iran renforce son influence sur la région allant de l'Irak au Liban en passant par la Syrie, à travers le Hezbollah, les milices chiites et l'action des *Pasdaran*, notamment de la force Al-Qods, dont le général Qassem Soleimani, tué par une frappe américaine le 3 janvier 2020, était le commandant.

147 La série est titrée « Briser la frontière Sykes-Picot ». L'histoire est partiellement instrumentalisée, dans la mesure où les régions situées de part et d'autre, les provinces de Mossoul et d'Alep, étaient en réalité toutes deux situées dans la zone A — zone d'influence française — au début de la période mandataire. Ce n'est qu'en 1925 que la frontière évoluera entre l'Irak et la Syrie.

148 Olivier Hanne, « Dans les mots de l'ennemi », in *Sécurité globale*, N° 10, 2017/2.

149 Al Tabarî, *Chronique universelle*, traduction d'Hermann Zotenberg, édition Actes Sud, t. 4, p. 21-22.

était monté en chaire pour demander aux musulmans de prêter serment. L'avènement des Abbassides avait été décrit, au VIII^e siècle, comme une renaissance religieuse et morale, marquant le succès politique et militaire de l'Islam, dont Daech veut raviver la mémoire. De même, Al-Baghdadi apparaît toujours vêtu d'un manteau noir et d'un turban noir, les attributs du Prophète. Il cherche délibérément à incarner la figure mythique du « calife combattant » de l'islam médiéval, à l'image d'Haroun Ar-Rachid (785-809) ou de Saladin (1174-1193). Cette figure allie la piété, la science du gouvernement, l'ardeur au combat et la pauvreté personnelle¹⁵⁰. Il a ainsi bâti une forme de pouvoir totalitaire reposant sur des références religieuses et historiques fortes, mais sans culte de la personnalité¹⁵¹.

La mémoire de l'époque médiévale abbasside ne doit pas être sous-estimée dans l'imaginaire collectif. Ainsi, il est fréquemment arrivé que des combattants de l'EI entrent dans les villes conquises à cheval, comme les Arabes de la conquête musulmane. Dans l'eschatologie islamique, à la fin des temps, la victoire de Dieu sera en effet annoncée par dix cavaliers. En s'inscrivant ouvertement dans la lignée des califes abbassides, Al-Baghdadi se pare ainsi d'une autorité inégalée dans le monde du djihad, dépassant même le prestige de Ben Laden. Il ira même jusqu'à demander — sans succès — à Al-Zawahiri, émir d'Al-Qaïda, de lui prêter allégeance. En février 2014, il aurait également fait assassiner un émissaire de l'organisation venu négocier un accord.

2.3.3 L'organisation de la communication

À partir de 2014, l'État islamique commence à utiliser massivement les réseaux sociaux (Facebook, Twitter) pour communiquer, cherchant à s'affranchir au maximum des médias traditionnels considérés comme contrôlés par l'Occident ou par les régimes syriens et irakiens. Chassé petit à petit des réseaux sociaux de masse, il bascule en 2016 sur des réseaux plus restreints comme Telegram. La branche média reste cependant très active à cette époque. Initialement la communication se fait en arabe, mais rapidement, avec l'arrivée de volontaires étrangers, l'appareil de propagande devient capable de communiquer massivement dans d'autres langues, notamment en anglais, français, russe ou allemand. Le média arabophone à destination du public non-occidental se nomme *Al Hayat*, « la vie ». La revue *Dabiq*, à destination de l'Occident, est publiée en plusieurs langues. À l'été 2016, elle sera remplacée par la revue *Rumiyah* (« Rome ») qui cessera sa publication à l'été 2017 après la bataille de Raqqa. On trouve aussi d'autres instruments de propagande comme les sites *Al-I'tissam* ou *Al-Minbar*¹⁵², qui permettent également aux sympathisants de faire des dons en ligne. Depuis la prise de la capitale en octobre 2017, l'appareil de propagande s'est contracté, mais il continue de produire. Ainsi, au cours de l'année 2018, une soixantaine de vidéos longues à caractère militaire

150 Michaël Bonner, *Le jihad, origines, interprétations, combats*.

151 Thomas Flichy de la Neuville et Olivier Hanne, *L'État islamique, anatomie du nouveau Califat*, p. 59.

152 Le *minbar* est la chaire à prêcher dans les mosquées.

ont été produites (soit plus d'une par semaine). D'autres ont suivi en 2019. À ces vidéos militaires, s'ajoutent des prêches, de nombreux reportages photographiques et un nombre important de communiqués¹⁵³.

Le groupe considère comme vital de disposer d'une communication solide et maîtrisée capable de s'affranchir des médias dominants. La maîtrise de cette communication est tellement essentielle que, parfois, des membres de l'organisation qui diffusent des informations favorables à l'organisation, mais non vérifiées, sont durement sanctionnés. La communication générale du groupe est construite selon le schéma : production décentralisée de reportages photographiques ou vidéos par les organes de communication des wilayat ou des groupes ayant prêté allégeance hors du territoire syro-irakien ; puis contrôle par l'agence centrale Al-Furqan¹⁵⁴ ; et enfin diffusion réticulaire via les relais dont dispose le groupe dans le cyberspace, notamment les partisans présents sur les réseaux sociaux et dispersés aux quatre coins du globe. Rien n'est donc diffusé sans accord central, à la différence d'Al-Qaïda qui laisse ses différentes « franchises » (*Al-Qaïda au Maghreb islamique, Al-Qaïda dans la péninsule arabique...*) communiquer de façon autonome. Les productions importantes, comme les discours du calife, sont quant à elles réalisées et diffusées de façon centralisée par Al-Furqan. Leur diffusion se fait généralement lors d'un événement majeur pour les rattacher à un mot-clé (*hashtag*) fort et très suivi comme un match de football, et assurer ainsi un visionnage le plus large possible¹⁵⁵. L'État islamique est le mouvement djihadiste qui a compté le plus grand nombre de relais sur les réseaux sociaux. La plupart d'entre eux se trouveraient dans les pays arabes, même les anglophones (Libye, Irak, Syrie, Tunisie, Jordanie et pays du Golfe). On en localise également aux États-Unis et en Europe. La langue arabe est la mieux représentée dans les productions, suivie par l'anglais. Cette stratégie de diffusion innovante s'est avérée particulièrement efficace en matière de communication, mais aurait été sans effets s'il n'y avait pas eu de soutien considérable dans le monde cyberspace, c'est-à-dire un grand nombre de sympathisants dans le monde réel. Les militants faisant office de relais dans le cyberspace multiplient les réseaux et les pseudos afin de diffuser leur message le plus largement possible et de pouvoir rester présents sur la Toile même après la fermeture d'un compte. L'EI a également tenté de créer des applications sur Google Play et Android. Grâce aux nouveaux outils numériques qu'il maîtrise parfaitement, le groupe s'affranchit des médias traditionnels.

Les organes de communication sont armés majoritairement par des Palestiniens et des Tunisiens, souvent bilingues ou trilingues, ayant fait des études dans le domaine de l'audiovisuel dans les écoles occidentales. Cela permet de s'assurer d'un grand professionnalisme dans les productions et d'une maîtrise des codes de communication

153 Entretien de l'auteur avec Matteo Puxton, mai 2019.

154 Le *furqan* désigne le « critère » islamique distinguant les croyants des incroyants.

155 Entretien de l'auteur avec Wassim Nasr, juin 2019.

occidentaux, notamment des canons cinématographiques. Les moyens mis en œuvre sont relativement légers, avec quelques logiciels utilisés pour le montage. Il n'existe pas a priori d'école de guerre médiatique mise en place sur le territoire, ni de lieu de regroupement des productions. Toutes les productions semblent être dispersées et dématérialisées. Celles-ci sont réalisées sur des ordinateurs isolés d'internet pour des raisons de sécurité informatique. Les images sont prises au moyen de caméras performantes et légères, comme des Sony, Nikon et Canon utilisées pour prises de vue statiques, ou des caméras GoPro fixées sur les armes ou sur le combattant pour les prises de vue dynamiques. Des émetteurs radios sont également utilisés, à l'image de radio Al-Bayan qui diffuse des bulletins d'information à des heures précises. Un budget important est alloué à la communication, le « djihad médiatique » constituant selon une expression utilisée par les djihadistes eux-mêmes, « la moitié du djihad ».

2.3.4 La force de la propagande

Daech constitue bien une révolution dans la propagande djihadiste. Sa mise en scène de la violence la plus extrême a même été rejetée par Al-Qaïda. Par exemple, en octobre 2014 est mise en ligne une vidéo intitulée « N'en déplaise aux mécréants ». Celle-ci montre des exécutions d'aviateurs et de soldats syriens. Il s'agit de la première mise en scène de plusieurs égorgements simultanés. La vidéo est très travaillée, les bourreaux représentant différentes nationalités (dont au moins un Français). Le message porté est celui d'une vengeance brutale du djihad international sur l'Occident. Le deuxième volet de ce message est que la présence de djihadistes occidentaux représente une menace directe pour leur pays d'origine. À la fin de la vidéo est exhibée la tête d'un otage américain, placé ainsi au même niveau que les soldats syriens. Tout y est minutieusement étudié, la vidéo ayant même été tournée à Dabiq, lieu chargé de sens pour les djihadistes¹⁵⁶. La plupart des prisonniers occidentaux exécutés dans les vidéos sont vêtus d'une tenue orange qui rappelle celle des prisonniers de Guantanamo. Le premier à utiliser ce type de tenue pour les exécutions est Al-Zarqaoui. Cette pratique sera reprise par l'EI. Le message est donc clair : il s'agit d'une vengeance de l'Islam sur l'Occident.

L'État islamique se présente en effet comme le vengeur impitoyable des populations sunnites. Des têtes de soldats et d'officiers syriens sont ainsi exposées sur la place de Raqqa. Tout est fait pour sidérer les adversaires, provoquer l'incompréhension et la peur. Des vidéos montrent ainsi des exécutions, notamment de yézidis, perpétrées par des enfants. L'idée est de mettre en avant une nouvelle génération de djihadistes qui serait plus motivée et plus fanatique encore que ses aînés. La production médiatique vise tout autant les populations locales et les Occidentaux. Une vidéo montre par exemple un pilote de F16 jordanien brûlé vif. Cette exécution fait suite à un « micro-trottoir » réalisé dans les zones bombardées pour savoir quel supplice lui serait réservé.

¹⁵⁶ Voir note 138.

Au-delà de l'extrême cruauté de ce procédé, cet élément montre que la communication du groupe vise autant ses ennemis que les populations qu'il administre, mettant en scène une forme de pseudo-justice terrifiante. Les mises en scène d'exécutions sont plus ignobles les unes que les autres : noyade dans une cage de prisonniers irakiens, décapitations à l'explosif, destruction au RPG 7 d'une voiture dans laquelle des prisonniers sont enfermés, miliciens chiites brûlés vifs, égorgement d'otages occidentaux accompagnés d'un message aux décideurs et aux opinions publiques de leurs pays.... Aucun autre groupe n'est jamais allé aussi loin dans la propagande à destination du public occidental. Même l'absence de violence est en elle-même une forme de communication : ainsi, le journaliste britannique John Cantlie, capturé, a semble-t-il été relativement bien traité et, au lieu d'être exécuté, forcé de participer à la propagande du groupe en exposant l'idéologie de l'EI dans des vidéos et des articles en anglais dans la revue *Dabiq*¹⁵⁷.

L'action psychologique a aussi un effet puissant sur les combattants ennemis qui précède et décuple l'action militaire. Lors de la prise de Mossoul en juin 2014, la terreur inspirée par les vidéos de l'organisation a sans doute largement contribué à la déroute des soldats irakiens de Mossoul. Lors des combats dans la ville, le réseau de haut-parleurs installés afin de diffuser l'appel à la prière a été utilisé pour émettre des slogans, introduisant ainsi le doute sur le nombre réel et les positions des combattants djihadistes et créant une atmosphère oppressante pour les soldats adverses. Combiné à la fuite de leurs généraux, ce procédé a sans aucun doute largement contribué à démoraliser les soldats irakiens. La prise de Mossoul sera couverte par 40 000 tweets en une journée. Par la suite, les images de centaines de soldats prisonniers forcés à avancer pieds nus en sous-vêtements dans le désert sont diffusées sur les réseaux sociaux, toujours rythmés de prêches et de citation du Coran¹⁵⁸. 17 000 prisonniers irakiens capturés dans la province de Salah Al-Din seront exécutés en juin 2014, et des photographies des exécutions seront à leur tour publiées par l'agence Al-Hayat, dans un document intitulé « Smashing the Border of the Tawaghit »¹⁵⁹. Même dans les grandes batailles urbaines de 2016 et 2017 (Raqqa et Mossoul), la guerre informationnelle est restée très présente, avec dans les deux camps l'utilisation de tracts et de messages diffusés par haut-parleurs.

157 Entretien de l'auteur avec Wassim Nasr, juin 2019.

158 « Vidéo macabre de l'État islamique : la guerre psychologique en Irak », RTBF, 31 juillet 2014.

159 Le mot *tawaghit* fait référence aux idoles, à l'adoration d'autres dieux qu'Allah.

PARTIE 3 - PRENDRE L'ASCENDANT SUR LE CHAMP DE BATAILLE : NIVEAU TACTICO-OPÉRATIF

Cette dernière partie s'attachera à étudier en détail les modes d'action mis en œuvre par Daech au niveau tactico-opératif. Elle s'intéressera à la structuration des forces qui permet la capacité opérative et tactique, à l'hybridation de modes tactiques réguliers et irréguliers, ainsi qu'à l'usage innovant de la technique.

3.1 La structuration des forces et la capacité opérative et tactique

L'État islamique apparaît, dans la période territoriale, capable de planifier et de conduire plusieurs campagnes opératives, parfois simultanées, sur l'ensemble du théâtre syro-irakien. En planification, l'EI montre une bonne capacité à analyser l'environnement, tant le terrain géographique et humain des opérations, que l'ennemi auquel l'organisation sera confrontée : armée irakienne, milices, groupes rivaux comme Al-Nosra... La capacité opérative du groupe repose sur sa discipline de commandement et la structuration de ses forces¹⁶⁰.

Les forces de l'État islamique ont probablement compté entre 20 et 30 000 hommes lors de la phase territoriale, dont un tiers d'étrangers à la zone syro-irakienne. L'organisation militaire apparaît très structurée tout au long de la période territoriale (2014-2017), du fait de l'expertise organisationnelle apportée notamment par les officiers baasistes ralliés à l'organisation. Les forces militaires sont articulées en unités tactiques constituées du niveau de l'escouade d'une dizaine d'hommes, jusqu'à l'équivalent de la division, en passant par le bataillon et la brigade - même si le volume de force de ces unités diffère sensiblement des acceptions occidentales de ces termes. Le volume est également hétérogène selon les unités et évolue au fil des pertes et des éventuels recompléments en hommes et en matériels qui peuvent être effectués. Les unités sont principalement structurées selon trois niveaux, qui permettent des manœuvres tactiques ou opératives¹⁶¹. Leur valeur tactique est cependant très inégale.

3.1.1 La structuration des forces militaires

Le premier niveau est un niveau local, celui de la milice. Il s'agit d'unités recrutées autour d'une ville ou d'un village et destinées à combattre localement. Ces milices sont facilement reconnaissables dans les documents de l'organisation par les *kunya*, les noms de guerres employés pour désigner leurs membres. En effet, ceux-ci portent généralement des surnoms marquant leur ville ou village d'origine. Si au sein d'une

160 Alex Bilger, *ISIS Annual Reports Reveal a Metrics - Driven Military Command*, ISW, mai 2014.

161 Entretien de l'auteur avec Matteo Puxton, mai 2019.

unité, tous les hommes portent le même surnom d'origine ou des surnoms de villages proches, il s'agit généralement d'une unité du premier niveau. La *katiba* (bataillon ou compagnie) ainsi constituée peut parfois porter un nom spécifique. Sinon, la *katiba* elle-même peut être nommée selon sa localité d'origine. Le niveau de base d'emploi de ces unités correspond à une «escouade» d'une dizaine d'hommes environ, souvent motorisée sur pick-up et équipée d'armes légères d'infanterie (généralement des fusils d'assaut de type AK47 ou M16). L'escouade compte en règle générale un tireur antichar (RPG), un tireur fusil-mitrailleur (RPK ou PKM) et parfois un tireur de précision (généralement SVD Dragunov). Ces tireurs peuvent être également dotés d'un fusil d'assaut en plus de leur arme principale. L'armement et le matériel sont très diversifiés, parfois même jusqu'à l'intérieur des escouades. On peut supposer que cela ne simplifie pas la logistique, que ce soit dans le domaine de la maintenance (entretien de l'armement et du matériel), ou du ravitaillement (approvisionnement en munitions, en pièces détachées, en batteries). Les milices locales montrent un niveau tactique relativement faible, même si celui-ci a progressé au cours du temps. La tenue de l'arme par les combattants, les modes de progression des troupes laissent à désirer. Des erreurs tactiques basiques sont souvent commises, même dans les vidéos de propagande, certains combattants pouvant par exemple se déplacer dans le secteur de tir de leurs camarades censés les appuyer. D'autres restent trop proches des chars au combat et sont blessés par l'effet de souffle lorsque le blindé tire. Les unités de milice ont essentiellement vocation à contrôler localement un secteur et à le défendre. Leurs missions sont donc rarement offensives, et elles ne sont en tout cas pas employées en premier échelon.

Le second niveau est le niveau provincial. Il est constitué d'unités généralement nommées «*inghimasi*». Ces unités sont constituées dans chaque province et servent comme des réserves locales. Elles peuvent intervenir sur les actions principales dans la province et leur action marque un effort tactique. Ce sont à elles que reviennent la majorité des missions offensives, comme la saisie de postes des armées syriennes ou irakiennes ou d'autres groupes. Elles sont engagées en avant des assauts. Leurs combattants sont reconnaissables à ce qu'ils portent généralement des gilets explosifs, afin de se faire sauter si besoin, pour remplir leur mission. Toutefois, le suicide n'est pas systématique et a lieu uniquement en dernier recours. Ce type d'unité semble être apparu dans le djihad syrien, probablement vers 2012 ou 2013, au sein du front Al-Nosra. Les combattants *inghimasi* ont donc vocation à combattre en pointe. La taille des escouades et le matériel utilisé permettent souvent de reconnaître les unités *inghimasi*. Alors que les unités de premier niveau se déplacent généralement en escouades de 8 à 10 hommes avec souvent un lance-roquette de type RPG et un fusil-mitrailleur type de PKM, parfois accompagnés d'un tireur de précision équipé d'un SVD Dragunov, les unités de deuxième niveau sont constituées d'escouades plus nombreuses et pouvant compter deux tireurs RPG, deux tireurs PKM et parfois des tireurs de précision équipés d'armes plus lourdes que le SVD. Ils suivent un entraînement plus poussé qui se traduit

notamment par une meilleure discipline du feu et par une plus grande compétence tactique. Ils sont également mieux équipés et plus fanatisés que les unités du premier niveau, se montrant capables de se faire sauter si la mission l'exige.

À ces modes d'action « réguliers » (à l'exception de l'explosion-suicide), s'ajoutent des missions plus irrégulières, comme des opérations d'infiltration visant à pénétrer un complexe ennemi en portant un uniforme adverse ou grâce à des véhicules capturés ou maquillés. Une fois à l'intérieur de l'enceinte, les *inghimasi* déclenchent leur attaque, en essayant de faire le maximum de dégâts. Cette attaque se solde généralement par leur mort, même si quelques opérations avec retour du commando ont été avérées en Syrie, mais ces actions semblent être plutôt le fait de *Tahrir Al-Sham*, groupe rival de l'EI. Les attaques de ce type ont un impact psychologique fort en générant des pertes importantes chez l'adversaire, en instaurant dans ses rangs un climat de suspicion, en créant le chaos et en montrant la détermination des commandos de Daech. Ils sont cependant coûteux en hommes entraînés et en moyens, ce qui conduit donc à les utiliser avec une relative retenue. Des pertes importantes peuvent par ailleurs engendrer des tensions menaçant la cohésion de l'organisation. Les lourdes pertes inégalement réparties lors de la bataille de Kobané en 2014 ont, par exemple, conduit à des affrontements fratricides entre combattants ouzbeks et tchéchènes¹⁶². Il arrive également qu'une opération d'infiltration de ce type soit couplée à une attaque de la base ou du complexe depuis l'extérieur, l'infiltration ayant alors pour but de désorganiser la défense pour permettre la saisie de l'objectif. Enfin, les *inghimasi* peuvent être engagés dans un dernier mode d'action, celui-ci étant purement terroriste (c'est-à-dire visant délibérément des civils non combattants). Il s'agit d'infiltrations en vue de perpétrer un attentat contre des objectifs non militaires. Les cas avérés sont par exemple une attaque contre un hôtel en Libye en 2015 et en Turquie, contre l'aéroport d'Istanbul en 2016.

Le troisième et dernier niveau est un niveau de réserve de théâtre, constitué par des unités particulièrement aguerries et endoctrinées qui sont aussi moins visibles et plus difficiles à localiser. Elles sont généralement identifiées par le type de matériel, plus lourd, dont elles disposent. Il s'agit d'unités à vocation à la fois militaire et politique (car très endoctrinées), utilisées comme des réserves de niveau opératif. Si les *inghimasi* sont employés comme réserve au niveau provincial, les unités de troisième niveau constituent ainsi quant à elles la réserve pour l'ensemble du théâtre syro-irakien. Elles sont généralement stationnées au repos dans de grandes villes comme Raqqa, leur matériel (et notamment les blindés) pouvant être stockés à proximité dans des hangars camouflés. Elles ne sont engagées que ponctuellement sur les opérations majeures et leur action doit être décisive. Il est difficile de connaître leur nom exact. Un nom revient régulièrement, celui d'une unité nommée *Jerabil Khalipha* (l'armée du califat), sans que les experts se soient accordés sur ce nom. Certains pensent en effet que celui-ci désigne

162 Laurent Touchard, *Organisation tactique et méthodes de combat de l'État islamique*, p. 22.

toutes les unités de ce type, d'autres qu'il s'agit uniquement d'une unité du troisième niveau parmi d'autres. Le terme de « détachement à vocation spéciale » est parfois évoqué.

Toujours est-il que ces unités sont mixtes par nature, c'est-à-dire interarmes selon les critères des armées régulières. Elles peuvent être organisées de façon différente selon le théâtre, mais on y trouve toujours des fantassins portés par des blindés (BMP1) ou des pick-ups renforcés de plaques de blindage, des chars (souvent de gamme T72), et de l'artillerie constituée de canons ou de mortiers. Même si la composante blindée est souvent à l'état embryonnaire, ces unités sont donc globalement (à l'exception de la composante aérienne) de même pied que les armées régulières auxquelles elles sont confrontées, rendant les phases de combat, non plus asymétriques, ou dissymétriques, mais souvent symétriques. Ce troisième niveau est le noyau dur des forces militaires de Daech, constituant probablement son *centre de gravité*¹⁶³ militaire. On y trouve beaucoup de russophones, mais aussi de nombreux Arabes. Ces unités sont également identifiables à leur matériel, beaucoup plus lourd que celui des unités de premier niveau, et même que celui des *inghimasi*. Le mouvement d'unités lourdes sur l'ensemble du territoire syro-irakien montre la capacité à planifier et à conduire des actions du niveau opératif, traduisant les bascules d'effort de l'État islamique. Cette capacité semble propre au théâtre levantin¹⁶⁴.

3.1.2 La capacité opérative et tactique

La structuration des forces permet donc des manœuvres opératives suivant les axes d'effort militaire de Daech. Ainsi début 2014, après la prise de Raqqa, l'effort porté en Syrie bascule sur le nord de l'Irak. Puis, lorsque Mossoul est prise en juin, l'État islamique projette de prendre Bagdad, ville à majorité chiite, en tenaille entre la province d'Al-Anbar à l'ouest dans laquelle se trouve de nombreux réfugiés sunnites et celle de Diyala à l'Est où elle pense compter sur l'appui — ou au minimum un soutien passif — des Kurdes. Mais à la rupture de l'accord de non-agression avec les clans kurdes irakiens, l'organisation se trouve bloquée au sud de l'Irak, aux portes des zones chiites, farouchement défendues par des milices¹⁶⁵. En conséquence, renonçant à affronter pied à pied les milices chiites sur leur terrain, l'EI réarticule ses forces pour mener simultanément, dès juillet, deux nouvelles offensives : l'une vers le nord de l'Irak face aux Kurdes, et l'autre en Syrie jusqu'à Alep. À partir de l'automne 2014 toutefois, les offensives piétinent du fait des bombardements occidentaux, de la réorganisation de

163 Le *centre de gravité*, présent dans de nombreuses doctrines militaires, est défini par Clausewitz comme : « le centre de la puissance et du mouvement duquel tout dépend, ou le point contre lequel toutes les énergies devraient être dirigées » (*De la guerre*). Il est généralement pensé comme la source de la puissance ennemie. Ici, au niveau militaire, la puissance de l'EI vient de sa capacité à manœuvrer sur l'ensemble du théâtre syro-irakien en réalisant des bascules d'effort successives afin de se constituer localement un rapport de force favorable pour une action offensive ou une défense « dure ». Cette capacité lui est procurée par ses unités lourdes de réserve opérative.

164 Entretien de l'auteur avec Matteo Puxton, mai 2019.

165 Entretien de l'auteur avec Wassim Nasr, juin 2019.

l'armée irakienne appuyée par l'Iran et de la résistance kurde à Kobané. Daech se trouve donc contenu à l'extrémité des zones arabes sunnites, au sein desquelles le groupe peut disposer d'un soutien — forcé ou non — d'une part importante des clans traditionnels. Mais durant la phase territoriale, l'EI se montre toujours donc capable d'effectuer des bascules d'effort importantes sur l'ensemble du théâtre, comme de mener de front plusieurs offensives en Irak et en Syrie.

En défensive, l'État islamique organise la défense des zones-clés où il pourra compenser son différentiel de moyens, notamment son absence de capacités aériennes. La défense se concentre donc généralement autour des zones urbaines jugées importantes au niveau opératif, car constituant des verrous et permettant de niveler le rapport de force¹⁶⁶. Dans les villes, l'imbrication avec la population est recherchée pour limiter les frappes ennemies et provoquer des dommages collatéraux qui seront exploités par la propagande. La ville devient ainsi un bastion quasiment inexpugnable¹⁶⁷. À l'inverse, les villes considérées comme indéfendables, car facilement isolées, disposant de trop peu de forces ou dont le soutien populaire est incertain, sont abandonnées. Les villes défendues ne pourront jamais totalement être isolées lors des sièges, quelles que soient les forces déployées, du fait de l'utilisation de nombreux moyens de communication différents, de tunnels et d'itinéraires camouflés. La progression au sein des villes, notamment à Mossoul, sera de plus en plus dure et lente au fur et à mesure que les forces avanceront en direction du cœur de la cité. Ces combats seront donc particulièrement coûteux en hommes et en moyens¹⁶⁸.

Daech recherche également la surprise dans toutes ses actions, au niveau tactique comme au niveau opératif, déclenchant souvent ses attaques lorsque le ciel est couvert ou que les tempêtes de sable gênent la visibilité et le décollage des aéronefs. L'organisation mène aussi des opérations de déceptions du niveau opératif : le 5 juin 2014 par exemple, à la veille de l'attaque sur Mossoul, des combattants de l'EI mènent une incursion de plusieurs heures dans la ville de Samara, ville symbolique pour les chiites et bastion du parti islamique, soutien du gouvernement irakien. Cette attaque très rapide, menée avec un nombre réduit de forces, est planifiée de façon très précise, sur le mode du *hit-and-run*. Les djihadistes attaquent les postes de police et s'emparent de quelques quartiers avant de se retirer en bon ordre. Il s'agit de tester et de disperser les forces gouvernementales sur l'ensemble du territoire. De nombreuses attaques de ce type en mode *hit-and-run* ou *rezzou*, seront conduites tout au long du conflit. Elles sont généralement menées sur des secteurs très larges avec des forces assez réduites et précèdent une attaque de grande ampleur. Elles servent à tester les dispositifs de

166 Le terrain urbain, particulièrement cloisonné, réduit en effet l'avantage du nombre et de la technologie. À ce sujet, lire : « Le milieu urbain comme nouveau champ de bataille : de la Syrie au Yémen, la ville en guerre », colonel Pierre Santoni, in *Revue internationale et stratégique* n°112, IRIS, hiver 2018.

167 « The future of urban warfare in the age of mega cities », Margarita Konaev, IFRI, *Focus stratégique* n°88, mars 2019.

168 Major Thomas D. Arnold et Major Nicolas Fiore (US Army), « Five operational lessons from the battle for Mossoul » in *Military Review*.

l'ennemi, à le harceler pour l'user physiquement et mentalement ou à le forcer à disperser ses forces en le maintenant dans l'incertitude quant à l'axe d'effort qui sera utilisé par les djihadistes pour l'attaque principale¹⁶⁹. Dans une logique très offensive, ces attaques peuvent aussi être immédiatement exploitées par le commandant des troupes s'il constate qu'un secteur est peu défendu ou qu'une opportunité se présente. C'est probablement ce qui s'est passé à Mossoul en 2014 où la prise de la rive droite du Tigre a été effectuée très vite et l'isolement des forces irakiennes a pu être réalisé sans beaucoup de réactions, à part quelques tirs d'artillerie sporadiques à l'aveugle.

En défensive, le même type d'action peut être mené, l'esprit des chefs restant généralement très offensif. En menant des contre-attaques très rapides, les djihadistes tentent de faire relâcher la pression à l'ennemi et de l'user, comme à Falloujah face à l'armée irakienne en 2016. En général, si une position est perdue et tant que celle-ci reste à portée d'action, de multiples contre-attaques sont tentées, en particulier de nuit, notamment face aux Kurdes peu équipés en lunettes de vision nocturne. L'approche des positions adverses est ainsi facilitée par l'obscurité, le risque de frappe aérienne atténué et l'adversaire est usé par le stress et le manque de sommeil. Toutefois, combiné au fanatisme des troupes, à la recherche du martyr par les combattants et à l'ambition des chefs qui veulent réaliser des actions d'éclat, ce mode de combat résolument offensif se montre parfois très coûteux en hommes et tactiquement peu efficace à long terme face à un ennemi déterminé et organisé. L'initiative importante laissée aux chefs tactiques sur le terrain, combinée à leur volonté de se distinguer, si elles rendent les unités de l'EI très réactives et souvent imprévisibles, peuvent cependant aussi entraîner des problèmes de coordination dans la conduite des opérations.

L'État islamique prône une centralisation dans la conception des opérations et une décentralisation dans la conduite. Dans les faits, les opérations sont en effet minutieusement préparées, avec une grande importance donnée au renseignement. Celui-ci est recueilli grâce à des moyens techniques (applications de cartographie en ligne, de type Google Earth, survol de drones) et humains (population, reconnaissances préalables conduites par les unités d'assaut). La planification des opérations est ensuite très minutieuse avec sans doute des *rehearsal* — répétition générale avant l'action permettant à chaque unité ou combattant de connaître précisément sa place et son rôle dans la manœuvre. Lorsqu'ils pénètrent les enceintes ennemies, les combattants de l'EI n'apparaissent en effet jamais désorientés. Ils se dirigent droit vers leurs objectifs, généralement les postes de commandement ou les dépôts de munitions.

169 Ainsi, le 10 août 2014, persuadé que les djihadistes attaqueront à Makhmour, les peshmergas kurdes redéployent leurs forces de Jalula sur cette ville. Dans la foulée, les combattants de l'EI attaquent Jalula faiblement défendue. De même en avril 2015, une opération très médiatisée par le groupe à Yarmouk semble avoir masqué les préparatifs de l'attaque sur la raffinerie de Baji le 11 avril (Laurent Touchard, *Organisation tactique et méthodes de combat de l'État islamique*, p. 35).

Les compétences tactiques varient selon les unités, cependant à partir du « deuxième niveau », c'est-à-dire des unités de réserve provinciales, les *inghimasi*, on trouve de bonnes aptitudes tactiques et notamment la capacité à mener un combat interarmes aux petits échelons — l'équivalent des niveaux section ou compagnie dans les armées régulières. Le combat repose donc essentiellement sur de petites unités polyvalentes et très motivées. Le mode tactique le plus courant correspond à l'« *essaim* »¹⁷⁰, notamment à partir de la bataille de Kobané fin 2014 où les concentrations de forces génèrent de lourdes pertes dues aux frappes aériennes de la coalition. Les unités progressent donc en mode dispersé avant de concentrer pour l'attaque et de se disperser à nouveau si l'objectif n'est pas de tenir le terrain. La chaîne de commandement est très courte, ce qui permet une grande réactivité. Le chef est généralement parmi les combattants lors des assauts ou en arrière à très courte distance. Parfois, il suit le combat à l'aide d'un drone et communique directement avec ses hommes par radio. La présence des chefs à l'avant galvanise les troupes et permet d'adapter la manœuvre en permanence. Toutefois, elle coûtera cher à l'organisation qui perdra au combat de nombreux chefs de rang important, comme Al-Bilaoui tué en 2014 lors de l'attaque sur Mossoul qu'il commandait. Lors des attaques, les positions fortes sont contournées grâce à un renseignement précis collecté en amont. Les combattants se dirigent tout droit vers les postes de commandement ou les lieux de stockage de munitions. Une fois ceux-ci détruits, la garnison se rend généralement, prend la fuite ou est facilement réduite.

3.2 L'hybridation de modes tactiques réguliers et irréguliers

L'EI a développé une organisation tactique précise, comportant des procédures écrites et enseignées. Ces procédures combinent des modes d'action réguliers (assauts, défensive, combat interarmes...) et irréguliers (assassinats, attaques-suicides, usage d'uniformes adverses...).

En effet, l'État islamique a hérité par son histoire — apport de vétérans de l'armée régulière irakienne comme de djihadistes rompus au terrorisme clandestin — d'une capacité à allier avec une redoutable efficacité des modes d'action relevant tant des armées conventionnelles — manœuvres tactiques interarmes — que des organisations terroristes — assassinats et attentats. Cette hybridation des modes d'action lui a permis de conquérir très rapidement un immense territoire face à des adversaires divisés et

170 Le « combat en essaim » ou « *swarming* » est un mode de guerre irrégulier visant notamment à éviter les concentrations de forces pour limiter les vulnérabilités induites et créer la surprise en générant un sentiment d'ubiquité de la menace. Il repose notamment sur une capacité de coalescence des forces, c'est-à-dire leur capacité à évoluer furtivement de façon dispersée et à se regrouper rapidement pour frapper de façon centralisée. Généralement, les forces se dispersent à nouveau après la frappe pour rendre vaine toute réaction. Les forces dispersées doivent cependant rester capables d'appui mutuel permanent par le mouvement ou par le feu afin d'éviter d'être fixées, isolées ; puis réduites séparément lorsqu'elles sont localisées. À ce sujet, lire: Sean J.A. Edwards, *Swarming on the battlefield: Past, present and future*, Rand, 2000.

souvent peu combattifs, mais aussi de mener par la suite un combat défensif particulièrement long et meurtrier face à la coalition internationale.

Les modes d'action réguliers et irréguliers ont été couplés en permanence, avec une différence géographique nette selon le contexte local. Ainsi, en 2014-2015, alors que la poussée territoriale de l'EI est au plus fort vers Alep en Syrie et vers le Nord de l'Irak, l'EI, est déjà repassé à des modes d'action de type guérilla, dans certains secteurs, comme la province de Diyala en Irak, au nord-est de Bagdad (embuscades limitées, harcèlement par IED et tirs de snipers), après avoir été stoppé par l'armée irakienne et les milices chiites.

3.2.1 *Les blindés*

L'emploi des blindés est fréquent, mais jamais centralisé. En effet, Daech n'a pas constitué d'unités de chars pour créer la rupture ou exploiter une percée comme cela existe dans les doctrines des armées conventionnelles. Cela peut être dû à un manque quantitatif de moyens pour créer des unités complètes de chars, à un défaut de logistique ne permettant pas de soutenir dans la durée ce type d'unité en carburant, pièces de rechange, mécaniciens formés (d'autant que la gamme de chars utilisée comprend essentiellement trois modèles distincts : T55, T62 et T72)¹⁷¹. Même s'il apparaît donc peu probable que l'EI aurait pu former ce type d'unités malgré la présence dans ses rangs d'anciens officiers irakiens sans doute capables de les commander, il est sans doute aussi logique que l'idée de répartir les chars dans des unités interarmes pour appuyer des unités d'infanterie résulte d'un choix délibéré. En effet, des unités de chars constituées auraient formé une telle menace qu'elles auraient été immédiatement ciblées par des moyens aériens et probablement rapidement détruites, étant facilement repérables en terrain très ouvert. La capacité de Daech à conduire une défense sol-air d'accompagnement au profit de ce type d'unité étant nulle, le choix de disperser les chars dans différentes unités interarmes s'avère donc tactiquement intelligent, s'il n'a pas été uniquement guidé par la simple impossibilité logistique d'envisager un regroupement. Ce choix présente aussi des avantages autres que la plus grande discrétion des chars par leur dispersion : il fournit un appui tactique de premier rang aux unités d'assaut ainsi qu'une force de frappe psychologique formidable sur les combattants adverses par la simple présence de chars aux côtés des troupes d'assaut.

Les chars sont ainsi regroupés en petites formations du volume de la « compagnie », de six à dix engins. Ils ont vocation à accompagner les unités d'infanterie. L'emploi des chars s'est donc limité à deux capacités essentielles. La première est une utilisation en comme « artillerie mobile » c'est-à-dire comme un canon de campagne qui fournit des

171 Un ou deux T90 auraient été capturés par l'EI en Syrie en novembre 2017, mais il semble qu'ils n'aient pas été utilisés, peut-être par défaut d'équipage formé, ou parce qu'ils étaient trop endommagés ou ont été immédiatement détruits par l'adversaire. Il semble également qu'au moins 4 M1A1 Abrams aient été capturés en Irak. Faute d'équipages formés, ils auraient été sabotés.

tirs aux unités de manœuvre. La seconde s'approche de ce que font les armées modernes dans le domaine du combat interarmes. Le char fournit un appui direct à l'infanterie, en lui permettant de s'engager dans un assaut ou une manœuvre rétrograde, appuyé ou couvert par son blindage et ses armes. Ainsi, lors de la deuxième bataille de Palmyre en mars 2016, alors que l'armée syrienne tente de reprendre la ville, une escouade d'*inghimasi* mène une contre-attaque sur un poste de combat syrien. Le mode d'action est le suivant : un char T72 débouche devant le poste et tire au canon en roulant vers les soldats syriens. Cette action a pour but de créer la stupeur et de permettre aux unités d'assaut progressant derrière le char à bord d'un BMP1 et de pick-ups de pouvoir s'engager au plus près de l'objectif. Arrivé à proximité du poste, le T72 stoppe sur une position d'appui et maintient le feu au canon et à la mitrailleuse coaxiale. Il attire la riposte des soldats syriens et les gêne pour ouvrir le feu sur les fantassins qui débarquent à proximité de leur objectif. L'assaut est donné par les fantassins *inghimasi*, équipés d'armes légères, mais aussi de deux fusils-mitrailleurs PKM, d'un fusil de précision Steyr HS50, de nombreuses grenades, et de gilets explosifs dont ils ne feront pas usage. Malgré la résistance farouche des soldats syriens, le poste est pris. Ce type de mode d'action, qui nécessite une forte coordination et un entraînement spécifique, se rapproche des modes d'action des armées conventionnelles — à l'exception bien sûr des gilets explosifs — et démontre le bon niveau tactique des unités *inghimasi*. Elles mettent donc les armées de la région — armée syrienne ou irakienne — face un adversaire symétrique, un alter ego tactique, disposant de tactiques robustes et des mêmes moyens lourds, à l'exception de l'aviation.

Pour ce genre d'attaque, d'autres moyens sont parfois employés, comme un VBIED — un véhicule suicide piégé — qui ouvre la route à l'unité d'assaut, des tirs d'artillerie au mortier ou au canon en préparation de l'assaut, ou un drone servant à guider la progression de l'unité — et le cas échéant, du pilote du VBIED. Ainsi, à l'été 2017, lors de la poussée du régime syrien vers Deir-ez-Zor, une contre-attaque de Daech est menée selon sensiblement le même mode d'action, mais avec l'emploi d'un VBIED. Un véhicule kamikaze ouvre ainsi la route à une colonne d'assaut montée sur des pick-ups armés de mitrailleuses et artisanalement blindés par l'ajout de plaques métalliques ouvertes de fentes de tir. On trouve également fixées sur le flanc de ces pick-ups des échelles permettant de franchir les fossés. Pour le transport de l'infanterie d'assaut, les blindés utilisés sont généralement de la gamme BMP1. Il ne semble pas y avoir eu d'utilisation de BMP2, leur dotation dans l'armée syrienne étant réservée à quelques unités spécialisées qui ne paraissent pas avoir affronté l'État islamique. Certains BMP1 en versions modifiées sont également utilisés : version médicale pour le transport de blessés, version logistique pour l'approvisionnement ou la maintenance des unités de l'avant. On trouve également quelques MTLB en Irak, véhicule blindé de transport de troupes de fabrication russe. À défaut, les moyens employés sont des pick-ups auxquels sont artisanalement ajoutées des plaques de blindage et parfois des grillages anti-roquettes — *cage armors*. En défensive, et notamment dans les villes, les chars sont

utilisés dans un mode *hit-and-run* : camouflés à l'intérieur d'un hangar ou d'un bâtiment, ils sortent pour frapper les véhicules ou les troupes ennemies progressant dans la rue ou dans les bâtiments avant de se replier à couvert dans leur poste initial ou sur une position de rechange.

3.2.2 L'artillerie

Dans le domaine de l'artillerie sol-sol, de nombreux moyens sont mis en œuvre pour l'appui des troupes, en offensive comme en défensive. Parmi les moyens les plus lourds, on trouve de nombreux canons russes de calibre 122 (122D30) ou 130 (M46). L'usage de quelques pièces de 155 (M198) a été également avéré en 2016. En plus de l'usage de chars comme « artillerie de campagne » au profit des troupes d'infanterie, on trouve aussi des obusiers de calibre 152 (type D20), parfois montés sur des camions. Des mortiers classiques ou artisanaux de tous calibres : 81, 82, 120 sont également utilisés, ainsi que des calibres plus légers (50, 60), notamment en zone urbaine. On trouve également des canons sans recul (SPG9, ou parfois B10), pouvant être portés à dos d'homme. Des lance-roquettes d'hélicoptère de type S5 de fabrication soviétique sont aussi utilisés pour tirer sur des positions fortifiées à l'aide d'un système de mise à feu électrique. La précision des tirs est très variable, mais leur intensité permet régulièrement d'obtenir un effet sur l'ennemi en lui causant des pertes ou des dommages, en créant un effet de choc psychologique ou en le forçant à quitter une position favorable. Les tirs sont le plus souvent réglés à vue, c'est-à-dire que les servants de la pièce doivent pouvoir voir leur objectif. Il n'y aurait pas d'équipes d'observateurs spécialisés dans le réglage des tirs comme on trouve dans les armées régulières. Cependant, il existe aussi de nombreux exemples de tirs réglés par des drones. Lors de la bataille de Raqqa, il a été très difficile aux Forces démocratiques syriennes d'aborder la lisière de la ville, la zone des approches étant largement battue par les feux indirects des pièces d'artillerie de Daech.

3.2.3 Les armes antichars

L'utilisation des armes antichars est essentielle dans les modes tactiques de l'État islamique. Armes nivelantes par nature contre des armées blindées, elles ont toujours été très prisées des acteurs asymétriques. Daech tire également une bonne partie de son expertise dans ce domaine de djihadistes ayant servi dans l'armée syrienne. Pour l'engagement à courte portée, on trouve des RPG7 russe ou leur copie chinoise, le Type 69. On trouve aussi des lance-roquettes mono-coup, comme des HAR66, copie turque du M72 LAW américain. Ils peuvent avoir été pris aux rebelles syriens au cours des combats ou achetés lors de trafics, les groupes armés, même ennemis, se vendant parfois mutuellement des armes. On trouve aussi du matériel pris ou vendu par des milices chiites, comme des RPG22 ou 26. Des RPG 29 « Vampir » ont également été employés à Deir-ez-Zor en Syrie. Ces armes coexistent également avec des matériels beaucoup plus

anciens comme des RPG2 pillés dans des stocks de l'armée syrienne. Dans la gamme des missiles, pour le combat à moyenne et longue portée, les moyens utilisés sont également importants. Des unités spécialisées dans l'emploi de missiles antichars sont déployées — visibles dans les vidéos de propagande à compter de l'été 2016. Ces *katibas* antichars emploient des lanceurs divers : AT3 Sagger, AT4 Fagot, AT5 Spandrel, AT14 Kornet et HJ8 chinois, et même des missiles TOW américains pris ou rachetés aux groupes rebelles auxquels ils étaient initialement destinés.

L'utilisation tactique faite des unités antichars peut être très différente selon la situation. Dans le combat défensif centré sur les zones urbaines, par exemple lors de la bataille de Mossoul en 2016-2017, la défense extérieure de la ville était organisée de façon « réticulaire » en s'appuyant sur les villages aux approches de la cité, comme une ceinture de défense extérieure. Cette défense, qui pourrait être décrite d'un point de vue militaire comme une « défense de l'avant » consistait à frapper avec force l'armée irakienne et ses troupes supplétives (notamment les milices chiïtes) avant même que celles-ci ne prennent pied dans la ville. L'emploi massif de véhicules kamikazes — cinquante la première semaine, s'est ainsi avéré très meurtrier. Puis, dans les villages, des petits groupes de « tirailleurs » menaient des actions de harcèlement contre les forces irakiennes, s'apparentant à une défense d'usure. Ceux-ci se laissaient généralement dépasser avant d'utiliser des modes d'action décentralisés de type embuscade, tirs de snipers, poses d'IED, puis de rompre le contact en disparaissant dans des tunnels aménagés pour mener une nouvelle action ailleurs. Dans cette logique de défendre la ville au plus loin, les unités antichars ont été massivement engagées d'emblée afin de détruire au maximum la capacité blindée de l'ennemi avant que celui-ci ne prenne pied dans la ville, et de détruire au maximum les chars, mais aussi les troupes d'assaut — notamment l'infanterie — alors qu'elles se présentaient encore sous blindage avant de débarquer. Le peu de missiles conservés pour le combat en ville a été réservé à des actions très spécifiques et planifiées, comme l'embuscade menée dans Mossoul-Est début décembre 2016. Au cours de cette action, la 9^e division blindée irakienne tente une percée vers le Tigre. Lors de sa progression, une unité de cette division s'empare de l'hôpital Al-Salam. Peu de temps après, des unités de Daech contre-attaquent par des tunnels, débouchant au milieu du dispositif irakien et semant la confusion. Dans le même temps, des missiles antichars sont tirés sur les véhicules de l'unité postés aux abords de l'hôpital. Dans cette action particulièrement meurtrière, une compagnie irakienne a été tactiquement détruite, de nombreux Humvees et quinze blindés de types BMP ont été mis hors de combat.

Il n'existe cependant pas de « doctrine » absolue dans l'utilisation des armes antichars, celle-ci restant commandée par la situation tactique. À Raqqa en 2017, qui est également une bataille défensive pour l'État islamique, les missiles antichars sont ainsi utilisés d'une toute autre manière. En effet, les Forces démocratiques syriennes — essentiellement kurdes — auxquelles les combattants de Daech font face étant moins

motorisées et blindées que les troupes irakiennes, les missiles antichars sont réservés au combat à l'intérieur de la ville, où ils sont utilisés contre les bâtiments saisis par les miliciens kurdes pour appuyer une contre-attaque ou pour détruire une arme lourde retranchée. Cette différence d'emploi des armes antichars dans des opérations défensives urbaines relativement similaires démontre l'agilité tactique et la capacité d'adaptation au combat de Daech. En offensive, les unités antichars sont employées de façon assez décentralisée, essentiellement en appui des troupes d'assaut. Elles sont également capables de couvrir un dispositif en engageant les hélicoptères stationnaires proches du sol, comme ceux réalisant des opérations héliportées¹⁷².

3.2.4 Les moyens du génie

Pour le combat en zone urbaine, des unités de sapeurs sont utilisées. Elles servent au forage de tunnels, à la construction de remblais et d'obstacles. Pour ces missions, des engins civils de travaux publics sont employés et la population elle-même souvent mise à contribution comme à Mossoul ou Raqqa. Les ponts sont détruits ou piégés, des levées de terre ou de gravats sont réalisées notamment pour barrer les rues et créer des positions de tir. Très souvent, les cloisons intérieures des bâtiments sont percées afin de faciliter le déplacement à l'intérieur de ceux-ci. Des tunnels sont également creusés pour se déplacer d'un bâtiment à l'autre, voire d'un village ou d'un quartier à un autre. Ces tunnels sont creusés en utilisant les caves et égouts existants comme le font les combattants du Hezbollah au Liban ou du Hamas dans la bande de Gaza, mais aussi en exploitant les conduits d'irrigation en zone rurale, à la manière des insurgés afghans. Ces tunnels permettent de créer la surprise en déplaçant des forces en sûreté et en discrétion sans craindre d'être décelés par l'aviation ou les drones. Ils peuvent aussi servir au ravitaillement ou à l'exfiltration des défenseurs de certains secteurs isolés. Pour défendre les villes, des tranchées sont également creusées et de maisons ou caves sont « durcies » à la manière de bunkers.

Des bulldozers sont aussi utilisés dans les opérations offensives. Comme les forces gouvernementales syriennes et d'autres groupes rebelles, les combattants de l'EI peuvent les envoyer en avant des assauts pour ouvrir une brèche dans une enceinte¹⁷³. Appuyés par des tirs d'infanterie, de missiles ou de chars, ils peuvent progresser sur les tirs malgré leur lenteur, grâce à des blindages ajoutés, ainsi que parfois une arme de bord installée en superstructure. En offensive, les combattants de l'EI creusent des réseaux de tranchées d'assaut jusqu'aux abords des positions ennemies, voire en leur cœur. Ces tranchées permettent de progresser à couvert jusqu'à une base d'assaut à proximité immédiate de l'objectif, comme à Menagh en Syrie, en août 2013. Le temps

172 Dans la vidéo de propagande en anglais intitulée *Flames of War II*, par exemple, un hélicoptère MI24 ou MI35 est détruit à proximité du sol par un tir de Kornet.

173 Le 14 mai 2015 à Ramadi, un bulldozer blindé ouvre à lui seul un passage parmi les obstacles en béton mis en place par les défenseurs. Il est suivi de 10 Humvees piégés qui se font exploser au cœur de l'enceinte. Au total, ce sont 30 VBIED dont 10 camions qui seront utilisés contre les défenses.

nécessaire à ces travaux de sape est mis à profit pour conduire des reconnaissances et des actions de harcèlement qui permettent d'user l'adversaire et de préciser son dispositif. Parfois, au lieu de simples tranchées, les combattants de l'EI creusent de véritables tunnels servant à faire déboucher une unité jusqu'à l'intérieur d'une enceinte ou utilisés comme galerie de sape bourrée d'explosifs sous une position ennemie. Le 11 mars 2015, un poste de commandement irakien est ainsi détruit par une explosion souterraine dans la province d'Anbar au nord de Ramadi. Cette explosion provoque la mort d'une quarantaine de soldats.

3.2.5 Les engins explosifs improvisés (IED)

L'utilisation des engins explosifs improvisés (IED) et de mines artisanales n'est également pas nouvelle. Elle est présente sur tous les théâtres d'opérations depuis bien longtemps et les savoir-faire techniques nécessaires à leur réalisation sont connus au Proche et Moyen-Orient, comme en Afghanistan ou dans le Caucase. Dans des ateliers dédiés, des artificiers spécialisés fabriquent en masse ces IED ou des mines artisanales qui sont ensuite employés pour valoriser les positions défensives. La nouveauté mise en œuvre par l'État islamique repose essentiellement sur l'industrialisation de la production de véhicules-suicides (VBIED), ainsi que leur articulation en unités constituées. La majorité de ceux-ci ont en effet été produits à Mossoul, dans des ateliers organisés de façon industrielle. Les VBIED peuvent être parfois partiellement blindés et renforcés artisanalement à l'avant pour leur permettre d'effectuer une percée rapide vers leur objectif en franchissant les obstacles. Cette protection permet de protéger le moteur et le pilote des tirs d'armes légères pour lui permettre de déclencher l'explosion au plus près de sa cible. Certains VBIED sont construits à partir du châssis d'un blindé, souvent un BMP1¹⁷⁴, auquel on a ôté la tourelle. Cela lui permet de disposer d'une meilleure mobilité tactique liée à la chenille, d'une caisse plus basse, donc plus difficile à acquérir pour un tireur antichar, et d'un blindage le protégeant des armes légères d'infanterie¹⁷⁵. Regroupés au sein d'un bataillon spécifique à Mossoul ou de quelques unités provinciales — qui n'existent probablement pas dans toutes les provinces, régulièrement reconstitués en pilotes et en véhicules, les VBIED sont ensuite détachés auprès d'unités qu'ils doivent accompagner. Le VBIED, parfois peint de couleur vive pour passer pour un véhicule civil pour un observateur ou un drone, a pour mission, lors d'une attaque, d'ouvrir la voie et de préparer une brèche pour les unités d'assaut. Il est en engagé en avant de la *katiba* ou de l'escouade et son action est souvent déterminante, car particulièrement stressante et désorganisatrice pour le défenseur, au-delà des dommages importants qu'il peut causer. Les camions chargés d'explosifs pourraient porter en moyenne entre 1 500 et 4 500 kilos d'explosif pour un rayon létal de 60 à

174 Ce type d'IED peut emporter jusqu'à trois tonnes d'explosifs, selon Laurent Touchard, citant les manuels djihadistes, *Organisation tactique et méthodes de combat de l'État islamique*, p. 19.

175 Lors de la deuxième bataille de Palmyre en mars 2016, un VBIED constitué à partir d'un châssis de char T55 résiste ainsi à un tir de roquette RPG. Il ne sera pas arrêté et atteindra son objectif.

90m¹⁷⁶. Ce chiffre peut être parfois largement dépassé : à Jalula en août 2014 un camion-citerne VBIED explose avec un rayon létal de plus de 130m. Il aurait porté 13 tonnes d'explosifs.

Un autre mode d'utilisation d'IED est le *suicide-bomber* (SBIED). L'exemple type est le port de gilets explosifs par les combattants *inghimasi*. Ceux-ci peuvent être utilisés pour des actions d'infiltration : le combattant s'infiltré au plus près de son objectif souvent en utilisant des vêtements civils ou un uniforme adverse, puis se fait exploser en cherchant à faire le maximum de victimes. Immédiatement après, dans le chaos ainsi créé, un assaut est donné sur la position. Ce type d'attaque est généralement désigné sous le vocable d'« attaque complexe » en termes militaires. Il est également fréquent, pour ajouter de la confusion, que deux ou trois IED soient déclenchés en même temps ou successivement : le premier visant une unité, le deuxième, les combattants se portant à son secours par exemple. Ce mode d'action est particulièrement employé en Irak : un véhicule militaire saute sur un IED, puis les renforts sautent à leur tour sur un autre IED avant d'être pris à parti sous des tirs directs. Ces emplois d'IED ou de combattants-suicides combinés à des attaques conventionnelles relèvent directement de l'hybridité tactique : il s'agit d'allier des modes d'action réguliers et irréguliers. En défensive, pour couvrir leur repli, les combattants de l'EI utilisent également des vagues de véhicules-suicides (VBIED) visant à désorganiser les attaquants, un peu à la manière dont l'artillerie pourrait effectuer des tirs de couverture.

En offensives, avant les assauts, les positions importantes sont généralement isolées par la destruction de ponts, la pose d'IED ou de mines, ou la mise en place d'embuscades sur les axes d'où pourraient provenir les renforts ennemis ou par lesquels les défenseurs pourraient tenter de s'exfiltrer.

3.2.6 Les armes antiaériennes

Dans le domaine de la défense sol-air, l'État islamique dispose, dans sa période territoriale, de quelques moyens lui permettant, à défaut de contrôler totalement, au moins de contester les couches aériennes les plus basses à ses adversaires. Ses moyens lui permettent ainsi de menacer les aéronefs volants à basse altitude, notamment les hélicoptères, rendant les appuis fournis par les hélicoptères d'attaque ou les opérations hélicoptères risqués dans certaines zones. Les moyens utilisés sont généralement des missiles portatifs (MANPADS) de type russe (SA7) ou sa copie chinoise le FN6¹⁷⁷. Le problème régulier de ce type d'armement, la durée de vie de la batterie, a pu être parfois réglé par des systèmes de batteries de fortune. Ainsi, lors de la bataille de Mossoul en 2016, dans la partie ouest de la ville, un hélicoptère a été abattu par un tir de missile

176 Laurent Touchard, *Organisation tactique et méthodes de combat de l'État islamique*, p. 19.

177 De nombreux hélicoptères irakiens ont ainsi été abattus par les djihadistes. Par exemple, le 3 octobre 2014, à proximité de Baji, un Bell 407 est abattu par un tir de missile FN6.

portatif, probablement un SA7. Pour la défense face aux hélicoptères notamment à Mossoul et Raqqa, l'EI met également en œuvre des mitrailleuses de calibre 12,7 (DSHK) ou 14,5, ainsi que des canons de 23 mm issus de bitubes ou quadritubes (type ZSU23-2 ou 23-4) voire de calibre 37. Régulièrement montés sur des pick-ups avec des affûts de fortune, ou installés au dernier étage d'un bâtiment avec une ouverture dans le toit permettant d'ouvrir un secteur de tir, ces armements peuvent parfois être également opérés à distance grâce à un système artisanal. Ils s'avèrent particulièrement redoutables contre les aéronefs évoluant à basse ou très basse altitude. Les hélicoptères déposant des troupes au sol — opérations héliportées — sont également menacés par les missiles antichars. Les armes antiaériennes sont aussi utilisées contre les bâtiments élevés du fait de leur grand débattement vertical. Elles peuvent ainsi atteindre des positions défensives dans les étages supérieurs des immeubles, même dans des ruelles étroites. Elles sont généralement montées sur des pick-ups ou des camions légers et servent aussi à l'appui des unités d'infanterie.

3.2.7 Les snipers

Les snipers sont massivement employés, avec probablement deux niveaux, comme dans les armées régulières (*tireur de précision* et *tireur d'élite*, ou *marksman* et *sharpshooter*). Le premier « niveau » est constitué de *tireurs de précision* (pour reprendre la terminologie française), ayant vocation à accompagner les unités d'infanterie. On en trouve généralement un par escouade dans les milices, souvent équipé d'un SVD Dragunov de fabrication russe ou de son équivalente roumaine, le FPK. Son rôle est de fournir un appui à l'escouade en ciblant les tireurs de précision adverses, les chefs, les opérateurs radios ou les servant d'armes lourdes. Dans les escouades d'*inghimasi*, renforcées à 10 ou 20 hommes, le volume de tireurs de précision est porté à 2 ou 3.

Le « deuxième » niveau est formé de *katibas* spécialisées, d'unités exclusivement constituées de snipers. Ces snipers, dont le rôle correspond davantage à celui des *tireurs d'élite* dans la terminologie occidentale, suivent un entraînement plus poussé et peuvent être équipés soit de SVD ou de fusil de type 7,62, soit d'armement plus lourd ayant une portée supérieure et une capacité anti-véhicule. Il peut s'agir de fusils en calibre 12,7 ou d'armement anti-aérien adapté artisanalement au tir de précision à partir de calibres 14,5 ou même 23. Ces snipers reçoivent des missions beaucoup plus autonomes, pouvant aller du harcèlement à l'appui d'unités de taille supérieure à l'escouade, en passant par une forme de ciblage, c'est-à-dire d'élimination de cibles jugées à « haute valeur ajoutée » comme des chefs tactiques adverses par exemple. Lors de la bataille de Mossoul, ces *tireurs d'élite* se sont montrés particulièrement redoutables, infligeant des pertes sévères et maîtrisant parfaitement leurs tirs, comme l'art du camouflage et de l'infiltration. Il semble que le noyau dur ces unités soit partiellement constitué de

russophones, ce qui semble démontrer un transfert d'expérience et de compétences depuis les djihads caucasiens (Tchéchénie, Daguestan)¹⁷⁸.

3.2.8 Les leurres

Les combattants de Daech sont également passés maîtres dans l'usage de leurres, notamment à destination de l'aviation occidentale. Systématiquement autour de leurs positions sont creusés de faux postes de combat. Des véhicules légers ou blindés en panne, inutilisables sont postés de façon ostentatoire à proximité sur de fausses positions. Des drapeaux noirs fleurissent sur des bâtiments vides, sur les toits desquels sont postées quelques antennes visant à simuler la position de postes de commandement¹⁷⁹. Des ballons d'eau chaude sont placés dans les pièces pour simuler une présence humaine aux capteurs thermiques. Des combattants camouflés peuvent s'enrouler dans des couvertures humides afin de se réduire leur signature thermique. Des lance-roquettes d'artillerie sont maquillés sous forme de camions civils. Les VBIED blindés sont fréquemment peints de couleurs vives pour passer pour des véhicules civils vus d'un drone ou d'un poste de surveillance. Dans les villes, des draps sont tendus horizontalement entre les toits des bâtiments afin de masquer à la vue des drones les défenses placées dans la rue. Des brûlots sont réalisés avec des matières inflammables grasses provoquant une épaisse fumée noire afin de masquer les positions réelles et les mouvements de combattants.

Les positions défensives abandonnées sont systématiquement piégées par des mines antipersonnel, explosifs ou grenades placés dans les postes de combat, les maisons, les mosquées, sous les armes ou les cadavres. De même, des téléphones portables ou des radios piégés sont souvent laissés sur ces positions. Ainsi, les soldats cherchant à collecter du renseignement en récupérant ceux-ci se font sauter la main. Finalement, les moyens de communication trouvés sont souvent détruits par mesure de précaution, ce qui permet également à l'organisation de s'assurer que si elle perd des radios ou des téléphones, ses ennemis hésiteront à les récupérer pour la recherche de renseignements.

3.2.9 Les enfants-soldats

Des enfants-soldats ont été utilisés par l'organisation, généralement à partir de la puberté (13-14 ans), même si quelques exemples de kamikazes de 8 ou 9 ans existent. Souvent mis en scène par la propagande, les « lionceaux du califat » incarnent une nouvelle génération de djihadistes, présentée comme plus pure et plus motivée que la précédente, car censée avoir grandi et avoir été élevée au sein de l'État islamique.

178 Remarque à prendre avec précaution cependant, car l'exemple d'Omar le Tchéchéne, ancien sous-officier de l'armée géorgienne, montre que tous les djihadistes russophones ne sont pas des vétérans des djihads caucasiens.

179 Selon Laurent Touchard, les manuels tactiques djihadistes recommandent la création de fausses positions, notamment pour tromper les drones (*Organisation tactique et méthodes de combat de l'État islamique*, p. 31).

Utilisés pour exécuter des prisonniers, parfois comme kamikazes du fait de leur faciliter à s'infiltrer, ou cantonnés à des tâches secondaires d'intendance ou de surveillance, les enfants sont souvent de piètres combattants, peu résistants physiquement et inconscients face au danger, ou à l'inverse tétanisés par la peur au moindre combat. Finalement, les enfants-soldats représentent plus un poids qu'un atout pour les *katibas*.

3.3 L'usage innovant de la technique

Pour faire face à des forces armées régulières et des milices sur différents fronts, Daech a su tirer parti avec intelligence de nombreuses technologies facilement accessibles, en modifiant leur usage à des fins militaires. Incapable d'innovation technologique, l'EI s'est montré très efficace dans l'adaptation¹⁸⁰, reprenant des modes d'action empruntés à d'autres groupes irréguliers comme le Hezbollah, mais inventant également de nouvelles combinaisons et de nouveaux usages, renouvelant ainsi les modes d'action irréguliers.

3.3.1 Les drones

Le meilleur exemple d'adaptation technologique est l'usage par Daech de drones de gamme civile pour des opérations militaires. Cet usage, déjà mis en œuvre par le Hezbollah, est industrialisé par l'EI qui met en place un véritable programme d'acquisition, de soutien et d'emploi des drones. La maîtrise de cette nouvelle capacité change la donne pour les armées occidentales, habituées dans les conflits asymétriques à maîtriser l'espace aérien jusque dans ses couches basses et à en disposer exclusivement. L'État islamique montre ainsi qu'un adversaire asymétrique ou hybride peut aisément observer, guider des troupes ou des tirs, voire dans une certaine mesure frapper depuis le ciel. La menace liée aux drones a atteint son paroxysme au printemps 2017 avant de baisser significativement après les prises de Raqqa et de Mossoul, avec la destruction de stocks et d'ateliers. La stratégie d'acquisition des drones mêle des achats sur étagère de modèles civils sophistiqués et des dispositifs *low-tech* d'export de charges. Une approche industrielle permet l'acquisition d'une masse critique d'engins. Le programme d'acquisition a été mis en œuvre par deux frères bangladais qui se sont appuyés sur des filières d'achat de drones et de matériel dual, notamment au Royaume-Uni, en Espagne et au Bangladesh¹⁸¹.

180 Selon cette acception des termes, l'innovation technologique définit la capacité à inventer et à produire de nouveaux équipements ou matériels. L'adaptation est en revanche la capacité à utiliser un équipement ou matériel existant pour un usage autre que celui auquel il était destiné, en le modifiant si besoin. Un exemple historique d'adaptation est l'usage par les Allemands du canon Flak 88 de 8,8mm antiaérien contre les chars lors de la Seconde guerre mondiale, en particulier en Afrique.

181 Don Rassler, *The Islamic State and drones: supply, scales and future threats*, US Military Academy, West Point, 2018.

L'usage de drones par l'État islamique est innovant¹⁸², en tous cas par l'industrialisation de l'approvisionnement et de l'emploi. Il semble y avoir eu plusieurs phases dans l'emploi de ces engins. À partir de l'été 2014, les drones sont essentiellement utilisés pour l'observation et le renseignement. Avec les informations recueillies, la planification des opérations devient plus facile. Durant la conduite des opérations, les capacités d'observation sont également utilisées pour guider les troupes ou les VBIED vers leurs objectifs. Ainsi, lors de la prise de la base aérienne de Tabqa au sud-ouest de Raqqa en août 2014, les observations aériennes ont permis de guider les attaques de façon précise vers leurs objectifs. Les drones sont aussi utilisés assez tôt, probablement dès la fin de l'année 2014, dans le domaine de la communication pour tourner des vidéos de combats dédiées à la propagande de l'organisation, voire à l'instruction des combattants. Il existe une katiba spécifique regroupant des pilotes de drones, au moins depuis 2015. Fin 2015-2016, l'usage du drone bascule avec une utilisation offensive : le drone délivre une charge explosive légère. La portée des attaques par drone reste cependant limitée et essentiellement psychologique, car la faible capacité d'emport de charge et l'imprécision des tirs (plus criante encore sur les modèles incapables de vol stationnaire) réduisent l'impact des frappes. En 2016, un cap est franchi avec l'utilisation massive de drones « en essai » pour obtenir un effet tactique et psychologique sur l'ennemi, comme lors de la bataille de Mossoul. Le largage de charges explosives crée un surcroît de stress pour les combattants, avec parfois plusieurs dizaines de drones frappant le même jour dans le même secteur. Les combattants irakiens en viennent parfois à abattre leurs propres drones, ne sachant plus ce qui les survole. La mise en place de contre-mesures efficaces, la mise au point d'armes anti-drones et la saisie de nombreux ateliers de fabrication et de hangars de stockage limitent par la suite l'effet des drones qui ont finalement peu compté à la fin de la bataille.

Le drone ne sert en réalité pas qu'à délivrer une charge. Il s'avère surtout particulièrement efficace dans le guidage des tirs d'artillerie, des troupes au sol, des VBIED ou dans la coordination de la manœuvre. Lors de la bataille de Raqqa, les postes de commandement des Forces démocratiques syriennes et les détachements occidentaux qui les accompagnaient ont été régulièrement ciblés par des tirs d'artillerie guidés par des drones. Cette capacité de harcèlement avec des moyens limités a désorganisé la transmission des ordres, obligeant les postes de commandement à des bascules fréquentes de position pour éviter d'être ciblés¹⁸³. Les drones sont également utilisés pour guider les VBIED sur les positions ennemies en zone urbaine. Ceux-ci se dirigent généralement droit sur les positions les plus vulnérables et évitent tous les barrages ou obstacles sur leur route grâce à un opérateur drone qui les guide par radio. À Falloudjah en 2016, un drone avec un SA7 Strella antiaérien a été observé. Les drones servent aussi à produire des images pour la propagande. En plus des drones aériens

182 En réalité, les drones ont également été utilisés par le *Hezbollah* au Liban et en Palestine. Ce qui est nouveau avec l'EI, c'est, comme pour les IED, sa capacité à industrialiser la production et les approvisionnements et à organiser un emploi tactique massif.

183 Brigadier general Chris Donahue (US Army), avril 2019.

armés ou piégés, on trouve aussi de petites mines ou des explosifs placés sur des voitures téléguidées qui se font exploser au milieu des combattants ennemis ou sous le plancher des blindés. Aujourd'hui, les drones servent peu sur le théâtre syro-irakien, même pour la propagande, probablement à cause d'un tarissement des approvisionnements depuis la prise de Mossoul.

3.3.2 *Le cyberspace*

Dans le cyberspace, l'État islamique dispose de nombreux relais capable de diffuser ses messages. L'usage des réseaux sociaux pour la communication est sévèrement encadré après les pertes importantes de la bataille de Tabqa en août 2014, lors de laquelle l'aviation syrienne a pu cibler des positions révélées par des photographies postées sur les réseaux. Par sa maîtrise des outils de production et de diffusion de l'information, le groupe a su mener une guerre médiatique puissante¹⁸⁴. Pour autant, ses capacités dans le cyberspace sont presque exclusivement limitées à des actions d'influence. Sur le plan technique en effet, Daech ne dispose pas de capacité à mener réellement une cyberguerre. Malgré ses relais d'influence, l'organisation est ainsi incapable de s'attaquer sérieusement aux réseaux informatiques irakiens, syriens, iraniens, russes ou occidentaux, ni même à leurs moyens de transmission, de renseignement numérique ou de téléphonie. L'État islamique utilise donc internet pour sa communication, mais ne peut pas y mener des attaques importantes. Ses compétences se limitent essentiellement à des piratages locaux ou au pistage d'une adresse IP. Son action reste donc surtout cantonnée à la couche sémantique du cyberspace, même si à la marge, il mène des actions dans la couche logicielle. La hiérarchisation des puissances demeure réelle dans le cyberspace, le rapport de force restant en faveur des acteurs étatiques forts¹⁸⁵. Cet espace est donc pour le groupe moins un espace d'affrontement et d'action que de diffusion d'un message visant à provoquer des actions dans le monde réel.

3.3.3 *Les moyens de communication et de cartographie*

Pour communiquer, les chefs tactiques utilisent des radios et des moyens de cryptage parfois sommaires, comme des grilles de code. Les chefs tactiques portent souvent plusieurs radios, montrant la complexification des réseaux de commandement. Les chefs des niveaux les plus élevés, comme Al-Baghdadi, évitent de communiquer par moyens électromagnétiques trop facilement décelables et utilisent essentiellement des lettres portées par des messagers.

L'usage de logiciels de cartographie par satellite facilement accessibles en ligne — de type Google Earth — est avéré depuis 2011 dans la planification des opérations. Les

184 « État islamique : un cyberterrorisme médiatique ? », Thomas Flichy de la Neuville et Olivier Hanne, in *Res Militaris, HS Cybersécurité*, juillet 2015.

185 *Introduction à la cyberstratégie*, Olivier Kempf, Economica, 2^e édition, 2015, p 172-175.

cartes ainsi obtenues peuvent être imprimées. Mais ce système sert également à planifier des opérations à distance. Ainsi des experts tactiques situés sur le théâtre syro-irakien ou à l'autre bout du monde peuvent conseiller les groupes djihadistes ayant prêté allégeance en Libye, dans la bande sahélo-saharienne ou au lac Tchad. Les objectifs sont étudiés par les conseillers à partir de cartes et de vues satellites et les plans de l'opération sont conçus à distance puis envoyés au groupe sur place qui se charge de la mise en œuvre. Si l'échange de conseillers tactiques entre différentes insurrections n'est pas nouveau et a été notamment utilisé par les guérillas marxistes au XX^e siècle, la nouveauté est ici que le conseiller peut se trouver à l'autre bout du monde. Ce type d'assistance militaire opérationnelle à distance conduira certainement rapidement à une forte montée en puissance tactique de groupes autrefois capables uniquement d'actions très simples. L'abandon des tactiques frontales et des modes d'action peu efficaces peut d'ailleurs faire partie des conditions selon lesquelles l'État islamique accepte l'allégeance d'un groupe¹⁸⁶. De même, de nombreux documents techniques circulent sur les réseaux djihadistes, permettant de diffuser l'instruction sur différents types d'armement, sur la fabrication d'IED, voire la mise en œuvre de drones civils à des fins militaires. Ainsi, dans les domaines techniques également, on peut s'attendre à une prolifération des savoir-faire de type « techno-guérilla ».

3.3.4 *Les agents chimiques*

L'utilisation d'armes chimiques par l'État islamique est avérée à plusieurs reprises : de l'ypérite au soufre — communément appelé gaz moutarde, un toxique vésicant, et peut-être du chlore, un agent asphyxiant. Ces agents sont essentiellement pris sur des stocks saisis, mais il est possible que Daech ait développé à petite échelle la capacité à en produire. Ainsi, fin 2014, lors de la poussée territoriale dans la province d'Al-Anbar en Irak, des obus au gaz sont employés sur des troupes gouvernementales. Ces obus proviendraient de stocks pris à l'armée irakienne. De même, sur le front syrien à Marea dans la province d'Alep, en 2015, Daech utilise à nouveau, sur des rebelles syriens cette fois, des obus à l'ypérite probablement issus également de stocks irakiens. En Irak à nouveau en 2016, à Bashir dans la province de Kirkouk, des obus au gaz sont utilisés contre les troupes régulières irakiennes et les milices chiites. Lors de la bataille de Mossoul (2016-2017), une vidéo de propagande de l'organisation montre des soldats irakiens pris sous le tir d'obus au gaz. La vidéo affirme que ceux-ci sont sous le feu de leur propre artillerie qui tirerait trop court. En réalité, il est probable que ce bombardement au gaz soit le fait des combattants de l'État islamique. Au-delà de l'effet tactique parfois limité de l'usage de ce type d'agents chimiques, leur portée psychologique est énorme. L'utilisation d'obus au gaz a un effet de choc dévastateur pour l'unité qui la subit comme pour les unités voisines et peut conduire à une

186 Dans la charte d'allégeance de Boko Haram à l'État islamique, ce dernier exige ainsi du groupe nigérian le changement des tactiques militaires et l'abandon des attaques frontales par des nuées de motos, jugées - à juste titre - peu efficaces face à un ennemi installé en défensive.

saturation rapide de la chaîne de soutien santé, si celle-ci n'est pas préparée pour traiter ce type de blessés.

3.3.5 *Les drogues*

Concernant l'usage de drogues par les djihadistes, beaucoup d'hypothèses ont été formulées. On évoque notamment un psychostimulant, le captagon, dont le principe actif, la fénétylline, s'apparente à une amphétamine. Celle-ci possède la propriété de provoquer une résistance à la fatigue, une vigilance accrue, ainsi qu'une libération de glucose et une augmentation du rythme cardiaque qui prépare à l'effort physique. L'usage de cette drogue rappellerait celui de méthamphétamines utilisées par les combattants de la Seconde Guerre mondiale, notamment la pervitine distribuée aux soldats allemands lors de la campagne de France en 1940. Le fait que l'usage de captagon altère le jugement serait aussi un argument facile pour expliquer les crimes atroces commis par les combattants de l'EI. Drogués, ceux-ci perdraient tout sens moral. En réalité, si cet usage a peut-être été avéré à des niveaux individuels, il n'a certainement pas été institutionnalisé, les émirs étant généralement réticents à voir leurs hommes faire usage de drogues tant pour des raisons religieuses, que parce que leur comportement aurait pu devenir totalement incontrôlable et dangereux au combat. Il existe ainsi même un cas de combattants blessés qui ont été sanctionnés simplement pour avoir usé d'antalgiques afin de limiter leur douleur¹⁸⁷. Si l'usage de drogue est un moyen commode de justifier une violence barbare incompréhensible pour des esprits occidentaux, celle de l'État islamique repose sans doute davantage sur un conditionnement idéologique puissant utilisant les ressorts bien humains que sont la haine, la colère, la frustration, la vengeance ou l'orgueil.

187 Entretien de l'auteur avec Wassim Nasr en juin 2019.

CONCLUSION

L'émergence de l'État islamique ne peut se comprendre qu'à travers une analyse du Proche et Moyen-Orient sur le temps long. Celle-ci montre à quel point, alors que les opinions publiques et les dirigeants occidentaux se concentrent de plus en plus sur de courtes échéances du fait de la quasi-immédiateté de l'information et de l'exigence de rapidité des résultats, la capacité à penser sur le long terme reste pourtant essentielle pour comprendre le monde.

En Irak et en Syrie, l'État islamique a aujourd'hui été militairement vaincu et chassé de ses bastions. Son émir, Al-Baghdadi, a été tué. La victoire peut apparaître comme acquise. Et pourtant, tout reste à faire. Les alliés d'hier, unis par leur volonté de détruire Daech, vont maintenant chercher à obtenir les gains politiques de leur lutte. Or, chacun possède son propre agenda politique et ceux-ci ne sont pas compatibles : départ de Bachar Al-Assad pour certains pays occidentaux, maintien de celui-ci pour la Russie ; consolidation de son influence de l'Irak au Liban en passant par la Syrie pour l'Iran, éviction de ce dernier de la scène politique régionale pour nombre d'États arabes de la région, tels l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis ou la Jordanie, soutenus par leurs alliés américains ; autonomie politique pour les Kurdes d'Irak et de Syrie, eux-mêmes en proie aux divisions internes, maintien à l'inverse du *statu quo* concernant la question kurde pour l'Irak et la Turquie.

La question-clé, déjà pressentie par le général Petraeus il y a douze ans, reste la place des clans sunnites sur la scène politique, notamment irakienne. Tant que ceux-ci seront maintenus à l'écart du pouvoir, les conditions politiques, socio-économiques et religieuses qui ont présidé à la naissance de l'EI resteront vivaces. Pourtant, le pouvoir de Bagdad, après des années de guerre, restera sans doute fermé à tout changement majeur à ce sujet.

Par ailleurs, la confrontation stratégique qui semble se renforcer entre l'Arabie saoudite et ses alliés arabes d'une part, appuyés par les États-Unis ; et l'Iran d'autre part, semble mener vers un scénario du pire : une polarisation de la région selon la fracture sunnites-chiites, qui se cristallise déjà à travers le conflit au Yémen et les tensions autour du détroit d'Ormuz. Un dialogue politique inclusif entre les différentes puissances régionales sur les questions syro-irakiennes apparaît donc essentiel dans ce contexte, quoique malheureusement bien peu probable. Le durcissement de la position américaine vis-à-vis de l'Iran, marqué notamment par l'élimination du général Soleimani, chef de la force Al-Qods, le 3 janvier 2020, tout comme la divergence affichée entre Occidentaux et Turcs sur la question kurde, montre à l'inverse que la compétition stratégique reprend dans la région, une fois l'ennemi commun éliminé.

De plus, la question de la reconstruction se pose de façon de plus en plus pressante. En Irak et en Syrie, les villes reprises à l'EI l'ont été à l'issue d'âpres combats, qui les ont laissées détruites à 80%. Ainsi, les services publics minimums qui étaient assurés lors de la phase territoriale de l'EI ne le sont plus, les infrastructures, les bâtiments et les canaux d'irrigation assurant la production agricole sont détruits. L'insécurité alimentaire est réelle et de nombreuses armes de tous calibres circulent. La situation humanitaire est catastrophique et les populations des zones sunnites en Irak sont parquées dans des camps de réfugiés, le gouvernement de Bagdad les identifiant comme « les familles de Daech ». Alors que l'EI, sévèrement atteint, a rebasculé dans la clandestinité, la plupart des dernières vidéos postées par le groupe en 2019 évoquent ces camps et montrent la misère qui y règne, accusant le gouvernement irakien de laisser mourir ces populations. Ainsi, tandis que l'horizon semble s'éclaircir, en réalité le feu couve encore sous les braises. Ces camps seront sans doute demain des terrains de recrutement idéaux pour les djihadistes, comme le sont depuis longtemps les camps de réfugiés palestiniens en Jordanie ou au Liban. Après des années de guerre sanglante et d'atrocités commises, la logique de vengeance communautaire prédomine, la stabilité n'étant maintenue que par la pression militaire. Si la menace d'un djihad militarisé et territorialisé est écartée à moyen terme dans la région, la pression terroriste sera sans aucun doute maintenue. La reconstruction, la mise en place d'une politique plus inclusive pour les clans sunnites et le désarmement des milices doivent donc être prioritaires, mais les financements manquent cruellement. La stabilisation de la zone ne pourra jamais se faire sans aide extérieure. Si l'on pense avec David Galula¹⁸⁸ que la contre-insurrection comporte 20% d'actions militaires et 80% d'actions politiques, alors la plus grande part du chemin reste à faire.

En outre, au-delà de la région syro-irakienne, l'État islamique a mis en place une stratégie de survie qui lui a permis notamment d'exfiltrer des sommes importantes vers d'autres territoires. Sa capacité à essaimer de l'Afrique à l'Asie méridionale a généré ou renforcé de nombreux mouvements djihadistes qui peuvent s'avérer particulièrement dangereux pour certains États fragiles, notamment en Libye, dans la bande sahélo-saharienne ou au lac Tchad¹⁸⁹. Le combat n'est donc pas fini.

De même, dans les pays occidentaux, l'État islamique a suscité la fascination d'une frange de la population, qui se considère aujourd'hui en marge des sociétés au sein desquelles elle vit. Avec la capacité de l'État islamique à supplanter Al-Qaïda, c'est le djihad des masses qui dépasse le djihad des élites. Le message universel du djihad mondial, s'appuyant sur des facteurs politiques, religieux, culturels et socio-économiques, et reposant sur une logique de rédemption et l'idée d'appartenance à une communauté transnationale, est particulièrement puissant. Par sa force violente et malgré ses contradictions et son hypocrisie, le discours djihadiste reste aujourd'hui le

188 David Galula, *Contre insurrection, théorie et pratique*, Economica, 2008, première édition 1963.

189 Marck Hecker et Élie Tenenbaum, « Quel avenir pour le djihadisme ? Al Qaïda et Daech après le Califat », *Focus stratégique* n°87, IFRI, janvier 2019.

projet politique révolutionnaire antioccidental le plus abouti, le plus crédible et le plus holistique dans son approche¹⁹⁰. Il possède la force d'attraction dont disposait le marxisme au XX^e siècle et il est donc plus que probable que la menace djihadiste perdure encore sur plusieurs générations. Ce message peut être combattu en luttant contre sa prétention universelle et en montrant qu'il s'ancre en réalité sur des problématiques très locales, mais aussi en mettant davantage en lumière l'atrocité des crimes qui ont été commis en son nom.

Certes, le terrorisme d'inspiration djihadiste n'est sans doute pas directement une menace vitale pour les États occidentaux, dont la stabilité des institutions, de l'économie, ou la cohésion nationale n'ont pas été significativement mises à mal par la guerre contre Daech. Néanmoins, ce mode d'action s'avère très efficace contre les États fragiles et pourrait provoquer des situations de grande instabilité dans certains pays, comme la Tunisie par exemple, qui pourraient avoir des conséquences importantes en termes de sécurité internationale. L'Occident ne peut donc se détourner du problème et doit continuer à penser la guerre et l'ennemi djihadiste.

D'un point de vue purement militaire, la prolifération des techno-guérillas d'inspiration djihadiste est à craindre, du fait l'accessibilité de plus en plus aisée à des technologies duales et de la transmission des savoir-faire techniques et tactiques par internet. Il est possible que nous soyons en train d'assister, à travers cette diffusion, à une forme de « révolution dans les affaires militaires » de l'asymétrie. Les technologies duales, les flux financiers et les compétences critiques seront en effet particulièrement durs à traquer. On peut donc s'attendre à un durcissement de nombreuses menaces, notamment en Afrique. Les armées doivent rester prêtes à y faire face en conservant une forte capacité d'adaptation¹⁹¹, tout en maintenant leur aptitude première à mener des guerres face à un ennemi étatique fort. De même, elles doivent maintenir leur connaissance et leur compréhension des problématiques locales sur lesquelles se greffe l'idéologie djihadiste. La volonté de conduire des partenariats militaires opérationnels doit être renforcée afin de pouvoir s'appuyer sur des acteurs locaux pour résoudre les crises, tout en gardant à l'esprit que toute aide militaire peut être instrumentalisée. Cette aide militaire doit s'accompagner pour les États partenaires d'une aide au développement et d'une capacité de conseil visant à lutter localement contre la pauvreté, l'injustice ou l'exclusion socio-économique qui, en nourrissant la frustration, contribuent à donner du poids au message djihadiste.

Enfin, le risque d'essentialisation de l'ennemi, menant à sa déshumanisation et à une guerre de destruction, reste également très prégnant, du fait du caractère apocalyptique

190 Pierre-Alexandre Clément, « Naissance et ascension d'une idéologie révolutionnaire : 35 ans d'islam politique violent » in *Diplomatie* n°77, novembre-décembre 2015.

191 David Petraeus, dans son prologue de *Contre insurrection, théorie et pratique* de David Galula, aux éditions Economica, 2008, prône une « perpétuelle adaptation » des forces engagées dans des opérations de contre-insurrection (p. 9).

du message djihadiste. Il ne faut pas oublier cependant que ce message ne résonne que lorsqu'il s'ancre à des questions très concrètes et souvent localisées. C'est en répondant à ces questions que l'on peut saper l'appui dont disposent les djihadistes. La priorité est donc de cibler les racines, plutôt que de viser la destruction totale de l'ennemi, objectif impossible et qui ne ferait que renforcer les rancœurs et la frustration et nourrir le cycle de la violence.

Face à une menace djihadiste appelée à durer et dont la force réside dans une idéologie reposant sur un message puissant et universel, le combat qui se poursuivra demain n'est pas seulement militaire, policier ou judiciaire. Il est avant tout politique, et doit se concrétiser par la lutte contre les formes d'injustice locales qui permettent à cette idéologie de trouver des ancrages dans des États fragiles. Ce combat doit s'appuyer sur une capacité de communication forte afin de contrer la propagande djihadiste, ce « djihad médiatique » qui selon les mots des djihadistes eux-mêmes constitue « la moitié du djihad ». ■

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

| | |
|--------------------|---|
| 622 | <i>Début de l'Hégire et de l'ère musulmane.</i> |
| 661 | <i>Assassinat d'Ali et schisme (« fitna ») entre sunnites et chiites. Début du califat omeyyade.</i> |
| 750 | <i>Début du califat abbasside.</i> |
| 762 | <i>Transfert du pouvoir califal de Damas à Bagdad.</i> |
| 1258 | <i>Fin du califat abbasside suite à la défaite contre les Mongols. Maintien d'un califat au Caire, sous l'autorité des sultans mamelouks.</i> |
| 1501 | <i>La dynastie safavide prend le contrôle de la Perse. Le chiisme duodécimain y devient religion d'État.</i> |
| 1517 | <i>Invasion ottomane et abolition du califat.</i> |
| 1916 | <i>Accords Sykes-Picot sur le partage de l'Empire ottoman entre la France et le Royaume-Uni.</i> |
| 1917 | <i>Déclaration de Balfour sur la création d'un État juif au Proche-Orient.</i> |
| 1920 - 1923 | <i>Conférence de San Remo, traité de Sèvres puis de Lausanne. Début de la période mandataire au Proche et Moyen-Orient.</i> |
| 1948 | <i>Fondation de l'État d'Israël.</i> |
| 1959 | <i>Fondation du Fatah.</i> |
| 1967 | <i>Guerre des Six Jours. Prise de Jérusalem par Israël.</i> |
| 1979 | <i>Révolution islamique en Iran. Intervention soviétique en Afghanistan.</i> |
| 1980 -1988 | <i>Guerre Iran-Irak.</i> |
| 1982 | <i>Fondation du Hezbollah.</i> |
| 1987 | <i>Fondation du Hamas. Fondation d'Al-Qaïda.</i> |
| 1990 - 1991 | <i>Guerre du Golfe.</i> |
| 2001 | <i>Attentats du 11 septembre. Intervention américaine en Afghanistan.</i> |
| 2003 | <i>Intervention américaine en Irak.</i> |
| 2004 | <i>Fondation d'Al-Qaïda en Mésopotamie</i> |

| | |
|------------------------------------|---|
| 2006 | <i>Mort d'Al-Zarqaoui. Fondation de l'État islamique d'Irak.</i> |
| 2011 | <i>Révoltes en Syrie.</i> |
| 2012 | <i>Fondation de Jabhat Al-Nosra en Syrie.</i> |
| 2013 | <i>Fondation de l'EIIL. Scission avec Al-Nosra qui rejoint Al-Qaïda.</i> <i>Expansion territoriale de l'EIIL en Syrie.</i> |
| 2014 | <i>Expansion territoriale de l'EIIL en Irak. En juin, prise de Mossoul et proclamation du califat et de l'EI.</i> <i>Création d'une coalition internationale menée par les Américains. Tentative de poussée de l'EI vers les zones kurdes au Nord de l'Irak.</i> |
| 2015 | <i>Début du recul territorial de Daech. Intervention russe en Syrie.</i> |
| 2016 | <i>Rupture entre Al-Nosra et Al-Qaïda.</i> |
| Octobre 2016 - juillet 2017 | <i>Reprise de Mossoul par les forces irakiennes.</i> |
| Juin - octobre 2017 | <i>Prise de Raqqa par les forces démocratiques syriennes (FDS).</i> |
| 2018 - 2019 | <i>Conquête des derniers bastions de l'État islamique. Retour à la clandestinité sur le théâtre syro-irakien.</i> |

BIBLIOGRAPHIE

Publications francophones

Ouvrages

- AL TABARI, Chronique universelle, traduction ZOTENBERG, Hermann, Actes Sud, 1983.
- BALANCHE, Fabrice, La région Alaouite et le pouvoir syrien, Karthala, Paris, 2006.
- BANNIER, Philippe, L'État islamique et le bouleversement de l'ordre régional, éditions du Cygne, janvier 2015.
- BARRAL, Pierre-Emmanuel ; HANNE, Olivier, La Grande Syrie, Des premiers empires aux révoltes arabes, édition GIOVANANGELLI, Bernard, juin 2016.
- BASBOUS, Antoine, L'Arabie saoudite en questions, Perrin, Paris 2002.
- BARRY, Michael, Le Royaume de l'insolence, l'Afghanistan : 1504-2001, Flammarion, 2002.
- BEAUFRE, André, Introduction à la Stratégie, Hachette Pluriel Référence, août 2012, 1re édition en 1963.
- BILLON, Didier, Géopolitique des mondes arabes, édité par Eyrolles, 2018.
- BIGO, Didier, «La France en guerre?», in Guerres et conflits armés au XXIe siècle, direction PELOPIDAS Benoît ; RAMEL, Frédéric, Presses de Sciences Po, Paris, 2018.
- BONNER, Michaël, Le jihad, origines, interprétations, combats, Téraèdre, 2004.
- BOZARSLAN, Hamir, Sociologie politique du Moyen-Orient, La Découverte Paris, 2011.
- BOZZO, Anna, LUIZARD, Pierre-Jean (dir.), Vers un nouveau Moyen-Orient ? États arabes en crise entre logiques de division et sociétés civiles, Roma tre Press, 2016.
- BROSSOLLET, Guy, Essai sur la non-bataille, Belin, 1975.
- BURGAT, François ; PAOLI Bruno (dir.), Pas de printemps pour la Syrie, La Découverte, 2013.
- CANDIARD, Adrien, Comprendre l'Islam, Flammarion, mai 2016.
- COHEN Samy, Tsahal à l'épreuve du terrorisme, éditions du Seuil, mars 2009.
- CORM, Georges, L'Europe et l'Orient. De la balkanisation à la libanisation. Histoire d'une modernité inaccomplie, La Découverte, Paris 2002.
- CLAUSEWITZ (VON), Carl, De la guerre, traduit de l'allemand par NEUENS, Jean-Baptiste, Astrée éditions, 2014, 1re édition en 1832 sous le titre original Vom Kriege.

- FLICHY DE LA NEUVILLE, Thomas ; HANNE, Olivier, L'État islamique, anatomie du nouveau Califat, édition GIOVANANGELLI, Bernard, 2015.
- FOCH, Ferdinand, Des principes de la guerre, Economica, 2007, 1re édition en 1903.
- GALULA, David, Contre insurrection, théorie et pratique, Economica, 2008, 1re édition en 1963.
- HENROTIN, Joseph, Techno-Guérilla et guerre hybride, Le pire des deux mondes, Nuvis, Paris, 2014.
- KEMPF, Olivier, Introduction à la cyberstratégie, Economica, 2e édition, 2015.
- KEPEL, Gilles, Terreur et martyr, Relever le défi de civilisation, Flammarion, Paris, 2008.
- LAURENT, Samuel L'État islamique, Seuil, 2014.
- LE DRIAN, Jean-Yves, Qui est l'ennemi ?, Paris, Éditions du Cerf, 2016.
- LUIZARD, Pierre-Jean, Le piège Daech, L'État islamique ou le retour de l'Histoire, La découverte, février 2015.
- MALIS, Christian, Guerre et stratégie au XXIe siècle, Fayard, 2014.
- MOTTE, Martin ; SOUTOU ; Georges-Henri ; LESPINOIS (DE), Jérôme ; ZAJEC, Olivier, La mesure de la Force, traité de stratégie de l'Ecole de guerre Tallandier, 2019.
- NASR, Wassim, État Islamique, le fait accompli, Plon, avril 2016.
- PIERRE, Hervé, « De la nécessité de l'ennemi » in L'ennemi, Inflexions n°28, 2015.
- ROUGIER, Bernard (dir.), Qu'est-ce que le salafisme ?, PUF Proche-Orient, Paris, 2008.
- ROUGIER, Bernard, Penser l'islam, hier et aujourd'hui, Le Point références, 2015.
- SALAZAR, Philippe-Joseph, Paroles armées, Comprendre et combattre la propagande terroriste, Lemieux, août 2015.
- SALLON, Hélène, L'État islamique de Mossoul, Histoire d'une entreprise totalitaire, La découverte, février 2018.
- SEURAT, Michel, Syrie, L'État de barbarie, PUF, Paris 2012.
- TENENBAUM, Élie, Partisans et centurions, une histoire de la stratégie irrégulière au XXe siècle, Perrin, Paris, 2018.
- WARRICK, Joby, Sous le drapeau noir, traduit de l'anglais par MUIRAS, Tancrède, Le Cherche-Midi, 2016.
- YAKOVLEFF, Michel, Tactique théorique, 3e édition, Economica, 2016.

Rapports de recherche

CAPLAIN Serge, « Penser son ennemi, Modélisations de l'adversaire dans les forces armées », Focus stratégique n°82, Institut français des relations internationales (IFRI), juillet 2018.

CENTRE D'ÉTUDE SUR LE MOYEN-ORIENT DU CENTRE D'ANALYSE ET DE PRÉVISION DES RISQUES INTERNATIONAUX (CAPRI), « Al-Qaïda en Irak », in Diplomatie n° 19, Géopolitique de l'Irak, février-mars 2014.

CONNAN, Christian ; DUFOUR, Isabelle ; MOURTONT, Jonathan ; PATRY, Jean-Jacques ; TOURET, Vincent ; VILBOUX, Nicole, Étude annuelle n°1 : Quelles conséquences pour l'armée de Terre des évolutions au voisinage de l'Europe : Afrique, Proche et Moyen-Orient ?, Observatoire de l'armée de Terre 2035, Eurocrise et la Fondation pour la recherche stratégique, octobre 2017.

ÉCOLE DE GUERRE ÉCONOMIQUE, La guerre informationnelle de l'État islamique, 2015.

HECKER, Marc, « 137 nuances de terrorisme. Les djihadistes de France face à la justice. », Focus stratégique n°79, Institut français des relations internationales (IFRI), avril 2018.

HECKER, Marck ; TENENBAUM, Élie, « Quel avenir pour le djihadisme ? Al-Qaïda et Daech après le Califat », Focus stratégique n°87, Institut français des relations internationales (IFRI), janvier 2019.

TENENBAUM, Élie, « Le piège de la guerre hybride », Focus stratégique n°63, Institut français des relations internationales (IFRI), octobre 2015.

TOUCHARD, Laurent, Organisation tactique et méthodes de combat de l'État islamique, mars 2016, disponible sur : https://www.academia.edu/22797545/Organisation_tactique_et_m%C3%A9thodes_de_combat_de_l'État_islamique (consulté le 12/04/2019).

Articles de périodiques

BALANCHE, Fabrice « Géographie de la révolte syrienne », in Outre - terre n°29, 2011.

BALANCHE, Fabrice, « Insurrection et contre-insurrection en Syrie », in Geostrategic maritime review n°2, 2014.

CLEMENT, Pierre-Alexandre, « Naissance et ascension d'une idéologie révolutionnaire : 35 ans d'islam politique violent » in Diplomatie n°77, novembre-décembre 2015.

DUPUIS, Étienne, « Les théoriciens de l'État islamique » in le Temps, 2 septembre 2014.

FLICHY DE LA NEUVILLE, Thomas ; HANNE, Olivier, « État islamique, un cyberterrorisme médiatique ? », in Res Militaris, HS Cybersécurité, juillet 2015.

LUIZARD, Pierre-Jean, « Un pays à la recherche de ses identités », in *Moyen-Orient* n° 18, Irak dix ans après Saddam, avril-juin 2013.

HANNE, Olivier, “Dans les mots de l’ennemi”, in *Sécurité globale* n°10, 2017.

LEVY, Jérémy De la guerre hybride à la guerre globale : prise de conscience d’une nouvelle conflictualité, non publié, 2018.

MALBRUNOT, Georges «La nouvelle dynamique du djihadisme international», in *Diplomatie* n°77, novembre-décembre 2015.

MANTOUX, Stéphane, “Militairement, Daech est un objet inclassable”, in *Le Point international*, juin 2016, disponible sur : https://www.lepoint.fr/monde/militairement-daech-est-un-objet-inclassable-27-06-2016-2049951_24.php (consulté le 03/06/2019)

OURDAN, Rémy «Les chrétiens de Mossoul racontent leur expulsion, froide et implacable », in *Le Monde*, 24 juillet 2014.

PERRIN, Jean-Pierre, « Al-Baghdadi, jihadiste invisible », in *Libération*, 13 juin 2014.

SALLON, Hélène « La méthode EIIL en Syrie et en Irak : terreur et action sociale » in *le Monde*, 18 juin 2014.

SANTONI, Pierre, « Le milieu urbain comme nouveau champ de bataille : de la Syrie au Yémen, la ville en guerre. », in *Revue internationale et stratégique* n°112, Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), hiver 2018.

Publications en ligne

BALANCHE, Fabrice, « L’État au Proche-Orient arabe entre communautarisme, clientélisme, mondialisation et projet de Grand Moyen-Orient », in *L’espace politique*, 2010/2, disponible sur <http://espacepolitique.revues.org/1619> (consulté le 01/03/2019).

BURGAT, François ; CAILLET, Romain, « Une guérilla islamiste ? », *Les carnets de l’IREMAM*, 16/10/2013, <https://iremam.hypotheses.org/3369> (consulté le 16/03/2019).

GOURDIN, Patrice, « Daesh restaure le califat », in *Diploweb*, février 2015, disponible sur <https://www.diploweb.com/daesh-restaure-le-Califat.html> (consulté le 12/04/2019)

HANNE, Olivier, « Le terrorisme islamique, produit des évolutions du djihad », in *Géoculture*, 2018, disponible sur : <http://www.geoculture.org/pages/histoire-de-l-islam-et-du-moyen-orient/le-terrorisme-islamique-produit-des-evolutions-du-djihad.html> (consulté le 04/05/2019)

HOKAYEM, Joseph, *L’État islamique : état des lieux*, Association pour les études sur la guerre et la stratégie, 2014, disponible sur : <https://docplayer.fr/10359057-L-État->

islamique-en-irak-et-au-levant-est-une-organisation-fondamentaliste-il.html (consulté le 28/03/2019).

Publications anglophones

Ouvrages

EDWARDS, Sean J.A., *Swarming on the battlefield: Past, present and future*, Rand corporation, National security research division, 2000.

FILIU, Jean-Pierre, *From Deep State to Islamic State: The Arab Counter-Revolution and its Jihadi Legacy*, Oxford University Press, juin 2015.

KAMRAVA, Mehran, *The modern Middle East, a political history since the first world war*, University of California Press, Berkley, 2005.

KILCULLEN, David, *Blood Year: Islamic State and the Failures of the War on Terror*, Hurst and company, Londres, 2016.

Rapports de recherche

ADNAN Sinan; REESE, Aaron, *Beyond the Islamic State: Iraq's Sunni Insurgency*, Middle East Security Report, Institute for the study of war, octobre 2014, disponible sur : <http://www.understandingwar.org/sites/default/files/Sunni%20Insurgency%20in%20Iraq.pdf> (consulté le 14/11/2018).

BARRET, Richard ; MAC FADDEN, Robert ; GHOSH, Lila, *The Islamic State, The Soufan Group*, novembre 2014, disponible sur : <http://www.soufangroup.com/the-islamic-state/> (consulté le 23/04/2019).

BILGER, Alex, *ISIS, Annual Reports Reveal a Metrics - Driven Military Command*, Institute for the Study of War, mai 2014, disponible sur : <http://www.understandingwar.org/backgrounder/ISIS-Annual-Reports-Reveal-Military-Organization> (consulté le 07/12/2018).

BODANSKY, Yossef, « After Ossama Bin Laden and in the aftermath of the Khorasan Pledge », in *Strategy Series*, Institute for strategic, political, security and economic consultancy (ISPSW), Berlin, 2015, disponible sur : [https://www.files.ethz.ch/isn/191915/359_Bodansky%20\(2\).pdf](https://www.files.ethz.ch/isn/191915/359_Bodansky%20(2).pdf) (consulté le 15/01/2019).

BRISARD, Jean-Charles ; MARTINEZ, Damien, *Islamic State : The Economy-based terrorist funding*, Thomson Reuters, octobre 2014, disponible sur : http://cat-int.org/wp-content/uploads/2016/06/White-Paper-IS-Funding_Final.pdf (consulté le 14/04/2019).

CARIS, Charles ; REYNOLDS, Samuel, « ISIS governance in Syria », in Middle east security report n°22, Institute for the study of war, juillet 2014, disponible sur : http://www.understandingwar.org/sites/default/files/ISIS_Governance.pdf (consulté le 14/01/2019).

CORDESMAN, Anthony, « The Imploding U.S Strategy in the Islamic State War? », Center for international studies, 2014, disponible sur : <https://www.csis.org/analysis/imploding-us-strategy-islamic-state-war> (consulté le 04/06/2019).

FINANCIAL ACTION TASK FORCE, Financing of the Terrorist Organisation Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL), février 2015, disponible sur : <https://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/Financing-of-the-terrorist-organisation-ISIL.pdf> (consulté le 05/02/2019).

LONG, Austin ; PEZARD, Stephanie ; LOIDOLT, Bryce ; HELMUS, Todd C., Locals Rule : Historical lessons for Ceating Local Defense for Afghanistan and beyond, RAND corporation, 2012.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Syria's metastasing conflicts » Middle East Report n° 143, 27 juin 2013, disponible sur : <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/eastern-mediterranean/syria/syria-s-metastasing-conflicts> (consulté le 04/03/2019).

JOHNSTON, Patrick. B., Countering ISIL's Financing, RAND corporation, 2014.

KONAEV, Margarita, « The future of urban warfare in the age of mega cities », Focus stratégique n°88, Institut français des relations internationales (IFRI), mars 2019.

RASSLER, Don, The Islamic State and drones : supply, scales and future threats, Combating terrorism center, United States Military Academy, West Point, juillet 2018.

Article de périodique

ARNOLD, Thomas D. ; FIORE, Nicolas, « Five operational lessons from the battle for Mossoul », in US Army, Military Review, janvier-février 2019.

Publications italophones

Articles de périodiques

HANNE, Olivier, « Come Parigi ha perso il Medio Oriente » in La Francia mondiale, Limes, Rivista italiana di geopolitica n°13/18, 2018.

PARIGI, Giovanni « Il Califfato, ovvero l'arrocchio sunnita in Siraq », in La strategia della paura, Limes, Rivista italiana di geopolitica n°11/15, 2015.

RE (DEL), Emanuela, « Il senso da IS per lo stato » in La strategia della paura, Limes, Rivista italiana di geopolitica n°11/15, 2015.

TROMBETTA, Lorenzo, « Lo stato islamico si racconta » in Dopo Parigi che guerra fa, Limes, Rivista italiana di geopolitica n°1/15, 2015.

LA STRATÉGIE HYBRIDE DE L'ÉTAT ISLAMIQUE : QUELS ENSEIGNEMENTS ET QUELS ENJEUX ?

De Mossoul à Raqqa, l'âge de l'hybridité : l'État islamique en Irak et en Syrie de 2014 à 2017

PAR

NATHANAËL PONTICELLI / OFFICIER DE L'ARMÉE DE TERRE, DIPLÔMÉ D'IRIS SUP' EN GÉOPOLITIQUE ET PROSPECTIVE

Cette présente étude a été réalisée dans le cadre du mémoire de fin d'année du diplôme « Géopolitique et prospective » d'IRIS Sup', sous la direction de Jean-Pierre Maulny, directeur adjoint de l'IRIS.

LES NOTES DE L'IRIS / JANVIER 2020

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org